

BMO Groupe financier annonce ses résultats du troisième trimestre de 2023

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le Rapport aux actionnaires de BMO pour le troisième trimestre de 2023, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 juillet 2023, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedarplus.ca.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022 :

- Bénéfice net de 1 454 millions de dollars, comparativement à 1 365 millions; bénéfice net ajusté^{1,3} de 2 037 millions, comparativement à 2 132 millions
- Bénéfice par action (BPA) comptable² de 1,97 \$, par rapport à 1,95 \$; BPA ajusté^{1,2,3} de 2,78 \$, par rapport à 3,09 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 492 millions de dollars, comparativement à 136 millions
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 8,3 %, comparativement à 8,8 %; RCP ajusté^{1,3} de 11,7 %, comparativement à 13,8 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires⁴ de 12,3 %, par rapport à 15,8 %

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022 :

- Bénéfice net de 2 760 millions de dollars, comparativement à 9 054 millions; bénéfice net ajusté^{1,3} de 6 525 millions, comparativement à 6 903 millions
- BPA comptable² de 3,60 \$, par rapport à 13,45 \$; BPA ajusté^{1,2,3} de 8,93 \$, par rapport à 10,20 \$
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 1 732 millions de dollars, comparativement à 87 millions; dotation à la provision pour perte sur créances ajustée^{1,3} de 1 027 millions, comparativement à 87 millions
- RCP de 5,1 %, comparativement à 21,1 %; RCP ajusté^{1,3} de 12,6 %, comparativement à 16,0 %

Toronto, le 29 août 2023 – Pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2023, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 1 454 millions de dollars, ou 1,97 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 037 millions, ou 2,78 \$ par action.

« Nos résultats financiers restent solides et reflètent la force, la diversité et la gestion active de nos activités dans un contexte qui évolue. Grâce aux revenus records générés par les Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada et à la contribution de Bank of the West, nous avons enregistré une bonne croissance du bénéfice avant dotation et impôts ce trimestre, et notre assise financière et notre position de liquidité demeurent solides, a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« Nous accélérons les initiatives d'efficacité et continuons de positionner la Banque de manière à favoriser la croissance à long terme et la rentabilité soutenue par une gestion rigoureuse des dépenses et des risques.

- 1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR). Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments particuliers des résultats présentés. Les résultats et ratios ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des montants, des mesures et des ratios non conformes aux PCGR ainsi que des mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.
- 2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du BPA dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action.
- 3) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2023 tient compte de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 370 millions de dollars (497 millions avant impôts), de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions (115 millions avant impôts) et de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien de 131 millions (160 millions avant impôts). Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le bénéfice net comptable tient compte d'une perte de 1 461 millions (2 011 millions avant impôts) découlant de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'acquisition de Bank of the West, de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 1 100 millions (1 463 millions avant impôts), d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West, d'un montant de 502 millions lié à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 176 millions (238 millions avant impôts) et d'une charge d'intérêts et de frais juridiques de 9 millions (11 millions avant impôts) liés à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 4) Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est communiqué conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).
- 5) Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site www.jdpower.com/business (en anglais).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

« Nous avons confiance en la capacité de notre franchise nord-américaine intégrée et en notre stratégie visant à donner à nos clients les moyens d'améliorer leurs finances. L'étude de J.D. Power⁵⁾ de 2023 sur la satisfaction à l'égard des services bancaires en ligne au Canada nous a récemment classés au premier rang pour la satisfaction de la clientèle en matière de services bancaires en ligne. Le magazine *World Finance* nous a également désignés meilleure banque privée, meilleure banque commerciale et meilleure banque de services aux particuliers au Canada et, pour la première fois, meilleure banque privée et meilleure banque commerciale aux États-Unis. Ces marques de reconnaissance démontrent que la stratégie Le numérique au premier plan et les expériences de premier ordre de BMO surpassent les attentes en constante évolution des clients et leur offrent un meilleur accès à une gamme complète de produits et de services bancaires et de placement selon l'approche Un seul et même client », a conclu M. White.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,47 \$ par action ordinaire pour le quatrième trimestre de 2023, soit le même montant que pour le trimestre précédent et en hausse de 0,08 \$, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,47 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 5,88 \$ par action ordinaire.

Mise en garde

La section ci-dessus contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Acquisitions récentes

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West et de ses filiales auprès de BNP Paribas pour un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans les régions de l'Ouest et du Midwest des États-Unis. L'acquisition renforce notre position en Amérique du Nord grâce à une envergure accrue et à un meilleur accès aux occasions de croissance sur de nouveaux marchés stratégiques. Nous prévoyons achever la conversion des comptes clients et des systèmes de Bank of the West en vue de leur intégration dans les plateformes pertinentes de BMO d'ici le début septembre 2023. L'incidence de l'acquisition est prise en compte dans nos résultats du trimestre considéré et des neuf premiers mois de l'exercice en tant que regroupement d'entreprises, et les résultats d'exploitation sont principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine, selon la segmentation de la clientèle de Bank of the West et nos méthodes d'imputation, lesquelles pourraient être modifiées après la conversion.

Au moment de la clôture, nous avons comptabilisé à notre bilan une juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts de Bank of the West de 3,0 milliards de dollars et des escomptes sur les titres de 3,5 milliards, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Comme nous l'avons indiqué précédemment, afin de gérer notre risque lié aux fonds propres découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West du fait des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt qui ont donné lieu à des profits accumulés liés à l'évaluation à la valeur de marché de 5,7 milliards. Le risque de taux d'intérêt auquel ces swaps sont exposés a été essentiellement contrebalancé par l'achat d'un portefeuille d'obligations du Trésor américain assorties d'une durée comparable et d'autres instruments inscrits au bilan. À la clôture, les swaps ont été dénoués et remplacés par des couvertures, ce qui a eu pour effet de cristalliser la position de perte latente dans notre bilan. La désactualisation de la juste valeur de marché et les escomptes sur les titres augmenteront les revenus nets d'intérêts, et l'amortissement de la couverture de juste valeur diminuera les revenus nets d'intérêts sur la durée résiduelle de ces instruments, les deux étant comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Le 1^{er} juin 2023, nous avons conclu l'acquisition du Programme de récompense AIR MILES (AIR MILES) de LoyaltyOne Co. pour un prix d'achat en trésorerie de 160 millions de dollars américains. L'entreprise AIR MILES exerce ses activités à titre de filiale entièrement détenue de BMO. L'acquisition a été comptabilisée en tant que regroupement d'entreprises, et l'entreprise acquise et l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada.

Pour obtenir plus de renseignements sur l'acquisition de Bank of the West et d'AIR MILES, il y a lieu de se reporter à la note 12 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Analyse des résultats du troisième trimestre de 2023

Les résultats et les ratios ajustés dans la présente analyse sont non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières. L'ordre dans lequel les répercussions sur le bénéfice net sont analysées dans la présente section suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Les résultats ajustés pour le trimestre considéré et l'exercice précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 370 millions de dollars (497 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 62 millions (84 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 363 millions (487 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 5 millions (7 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts; les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 76 millions (102 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- Charge de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) liée aux mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien qui ont entraîné une modification de la définition de « service financier » en regard de la TPS/TVH, ce qui comprend un montant de 138 millions avant impôts comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et un montant de 22 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.
- Recouvrement net de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts) lié à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, qui comprend des charges d'intérêts de 3 millions avant impôts, déduction faite d'un ajustement de la provision de 7 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.
- Perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liée à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexes.
- Charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liées à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis.

L'inclusion des résultats de Bank of the West pour le trimestre à l'étude a entraîné une baisse de 272 millions de dollars du bénéfice net comptable et une hausse de 167 millions du bénéfice net ajusté. Les résultats comptables et ajustés du trimestre à l'étude comprennent des indemnités de départ de 162 millions (223 millions avant impôts) liées à l'accélération des efficacités opérationnelles au sein de l'entreprise, lesquelles ont été comptabilisées dans les groupes d'exploitation respectifs, ainsi que des provisions pour frais juridiques de 83 millions de dollars (avant et après impôts), comptabilisées dans BMO Marchés des capitaux. Ensemble, les indemnités de départ et les provisions pour frais juridiques ont entraîné une diminution du BPA de 0,34 \$ par action. Le BPA comptable s'est établi à 1,97 \$, en hausse de 0,02 \$, et le BPA ajusté s'est situé à 2,78 \$, en baisse de 0,31 \$, y compris l'incidence des émissions d'actions ordinaires au premier trimestre de 2023.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la perte pour l'exercice précédent relativement aux mesures de gestion de la juste valeur, en partie contrebalancée par la hausse des coûts liés à l'acquisition et l'incidence des mesures fiscales canadiennes précitées. Le bénéfice net ajusté a baissé de 4 %, la hausse de revenus ayant été plus que contrebalancée par la hausse des charges et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net comptable a augmenté dans le cas de BMO Marchés des capitaux et il a reculé dans le cas de PE Canada et de BMO Gestion de patrimoine. Le bénéfice net comptable a augmenté dans le cas de PE États-Unis, en raison de l'incidence du raffermissement du dollar américain, et il a diminué sur la base de la monnaie d'origine. Les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette, sur une base comptable et sur une base ajustée, comparativement à une perte nette comptable et un bénéfice net ajusté pour l'exercice précédent.

L'incidence de l'acquisition de Bank of the West (BOTW) sur notre bénéfice net du troisième trimestre de 2023 est reflétée dans le tableau ci-après.

(en millions de dollars canadiens)	Chiffres comptables			Chiffres ajustés 1)		
	BMO exclusion faite de BOTW	BOTW	BMO	BMO exclusion faite de BOTW	BOTW	BMO
Sommaire de l'état des résultats du T3-2023						
Revenus nets d'intérêts	4 016	889	4 905	4 019	889	4 908
Revenus autres que d'intérêts	2 862	162	3 024	3 000	162	3 162
Revenus	6 878	1 051	7 929	7 019	1 051	8 070
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	-	4	4	-	4
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 874	1 051	7 925	7 015	1 051	8 066
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	313	20	333	313	20	333
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	81	78	159	81	78	159
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	394	98	492	394	98	492
Charges autres que d'intérêts	4 300	1 338	5 638	4 262	749	5 011
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	454	(113)	341	489	37	526
Bénéfice net (perte nette)	1 726	(272)	1 454	1 870	167	2 037

1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

PE Canada

Le bénéfice net comptable s'est établi à 915 millions de dollars, en baisse de 50 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 923 millions, en baisse de 42 millions, ou de 4 %. Les résultats reflètent une hausse de 10 % des revenus, du fait des revenus nets d'intérêts plus élevés, sous l'effet de la croissance des soldes et de l'élargissement des marges, et l'augmentation des revenus autres que d'intérêts, plus que contrebalancée par l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 576 millions de dollars, soit une hausse de 8 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier, et le bénéfice net ajusté a atteint 653 millions, en hausse de 84 millions, ou de 14 %. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 4 % sur une base comptable et de 5 % sur une base ajustée.

Exprimé en dollars américains, le bénéfice net comptable s'est établi à 431 millions de dollars, en baisse de 14 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 489 millions, en hausse de 43 millions, ou de 9 %, du fait de l'inclusion de Bank of the West, facteur en partie contré par une baisse des revenus sous-jacents attribuable essentiellement à la diminution des revenus autres que d'intérêts, l'augmentation des charges et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est élevé à 303 millions de dollars et le bénéfice net ajusté s'est situé à 304 millions, en baisse, dans les deux cas, de 21 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine a été de 222 millions, et le bénéfice net ajusté s'est quant à lui élevé à 223 millions, un recul de 41 millions, ou de 16 %, dans les deux cas, l'inclusion de Bank of the West et la hausse des revenus découlant de l'accroissement des actifs des clients ayant été plus que contrebalancées par l'augmentation des charges sous-jacentes. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 81 millions, en hausse de 20 millions, ou de 34 %, par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement des variations plus favorables du marché au cours de l'exercice considéré.

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 310 millions de dollars, en hausse de 48 millions, ou de 18 %, comparativement à l'an dernier, tandis que le bénéfice net ajusté s'est fixé à 316 millions, en hausse de 50 millions, ou de 18 %. Les résultats reflètent une croissance de 17 %, les revenus ayant progressé tant pour Marchés mondiaux que pour Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés, ce qui a été contrebalancé en partie par une augmentation des charges et une dotation sur la provision pour pertes sur créances plus élevée.

Services d'entreprise

La perte nette comptable s'est située à 650 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 754 millions à l'exercice précédent, tandis que la perte nette ajustée s'est fixée à 159 millions, comparativement à un bénéfice net ajusté de 7 millions. Les résultats comptables ont reculé, principalement en raison des éléments d'ajustement précités. Les résultats ajustés ont baissé en raison de la diminution des revenus et de l'augmentation des charges.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,3 % au 31 juillet 2023, en hausse par rapport aux 12,2 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de 2023, ce qui s'explique principalement par la génération interne de fonds propres, l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, facteurs en partie contrebalancés par l'acquisition d'AIR MILES et les coûts d'acquisition et d'intégration liés à Bank of the West.

Qualité du crédit

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 492 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision de 136 millions à l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 30 points de base, comparativement à 10 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 333 millions, a augmenté de 229 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 21 points de base, contre 8 points de base un an plus tôt. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs, établie à 159 millions, a augmenté de 127 millions par rapport à l'an dernier. Cette dotation de 159 millions pour le trimestre considéré reflète principalement la migration du crédit du portefeuille. La dotation à la provision pour pertes sur créances de 32 millions pour l'exercice précédent reflétait une détérioration des perspectives économiques et la croissance des soldes, en grande partie contrées par une diminution persistante de l'incertitude due à la pandémie et à une migration favorable des portefeuilles.

Il y a lieu de se reporter à la section Estimations et jugements comptables critiques du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi qu'à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 octobre 2022.

Favoriser un avenir durable et inclusif

BMO a une raison d'être bien ancrée : être un champion du progrès et un catalyseur de changement. Nous tirons parti de notre position en tant que fournisseur de services financiers de premier plan pour permettre aux collectivités et à nos parties prenantes d'apporter des changements positifs et durables, parce que nous croyons que la réussite peut et doit être mutuelle. Nous avons fait ce qui suit afin de soutenir nos clients, les collectivités et nos employés :

- Nous avons fourni un nouveau produit innovant, le dépôt lié à la durabilité (DLD), à Zurn Elkay Water Solutions, une entreprise cliente chef de file du domaine des solutions techniques pour l'eau, qui établit un lien entre les intérêts versés sur un compte de dépôt et l'atteinte par le client de cibles définies en matière de durabilité. Ce produit constitue un ajout unique à la gamme de solutions durables de gestion des liquidités de BMO qui s'inscrit dans notre ambition climatique consistant à être le principal partenaire de nos clients dans leur transition vers un monde carboneutre.
- Nous avons annoncé une nouvelle relation stratégique avec Immigrant Services Calgary afin d'offrir, aux nouveaux arrivants canadiens, des conseils et des ressources spécialisés sur place à la succursale BMO située à l'intérieur du Gateway Newcomer Centre.
- Nous avons continué de faire progresser le traitement des maladies mentales grâce à un don de 2 millions de dollars fait au groupe de soins de santé Le Royal d'Ottawa (le Royal) afin de soutenir la nouvelle Clinique innovante BMO pour la dépression et de permettre d'offrir davantage de possibilités de traitement aux personnes souffrant de dépression.

Par ailleurs, BMO continue d'être reconnu comme un chef de file dans plusieurs classements. Ainsi :

- Nous occupons le premier rang pour la satisfaction de la clientèle envers les services bancaires en ligne dans l'étude de 2023 de J.D. Power¹⁾ sur la satisfaction envers les services bancaires en ligne, ce qui démontre notre engagement continu à répondre aux besoins de nos clients là où ils se trouvent, en leur offrant des expériences humaines et numériques qui les aident à améliorer leurs finances.
- Nous avons obtenu une note parfaite au Disability Equality Index (DEI) pour la huitième année de suite et nous figurons parmi les meilleurs endroits où travailler au chapitre de l'inclusion des personnes en situation de handicap selon Disability:IN et l'American Association of People with Disabilities (AAPD), ce qui témoigne de nos efforts continus à bâtir une société inclusive pour nos employés et les collectivités que nous servons.
- Nous figurons au classement des 50 meilleures entreprises citoyennes au Canada établi par *Corporate Knights* en obtenant en tant que seule grande banque, des résultats dans le premier quartile en matière de diversité des sexes au sein du conseil d'administration et la diversité raciale au sein de la direction. Nous avons également obtenu une note de premier quartile en matière de revenus durables, grâce à notre stratégie de finance durable et d'investissement responsable.

1) Pour obtenir de plus amples renseignements, consulter le site www.jdpower.com/business (en anglais).

Mise en garde

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedarplus.ca, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier, ainsi que les mots « Banque », « nous », « nos » et « notre » désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations du groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) aux fins d'une communication d'informations au titre des risques transparente et de grande qualité, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2022 et le Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2023, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information figurant sur le site Web de BMO, y compris l'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du troisième trimestre de 2023 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	Pages de référence			
		Rapport annuel 2022	T3-2023		
			Rapport aux actionnaires	DFC	DCFPR
Généralités	1. Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	73-113	8	Table des matières	Table des matières
	2. Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	83-113, 131-133	50-51	-	-
	3. Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	73-75	10, 51	-	-
	4. Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	67	28	-	-
Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/ modèle opérationnel	5. Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	77-82	-	-	-
	6. Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	82	-	-	-
	7. Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	80	-	-	-
	8. Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	81-82	-	-	-
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques	9. Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	66-68	-	-	3-4, 10
	10. Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. <ul style="list-style-type: none"> On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse https://www.bmo.com/principal/a-propos-de-nous/relations-avec-les-investisseurs/depot-reglementaire-de-documents. 	68	29	-	3-5, 13-14
	11. Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	-	6
	12. Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	65	-	-	-
	13. Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	69	-	-	11
	14. Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques.	69, 83-87	-	-	11-12, 18-38, 46-55
	15. Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants.	-	-	-	18-38, 40-43, 46-55
	16. Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché.	-	-	-	39, 74
	17. Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. Nos paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans nos DCFPR.	106-107	-	-	77
Liquidité	18. Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	95-101	53-54, 61	-	-
Financement	19. Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	97	54	36-37	-
	20. Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	102-103	59-60	-	-
	21. Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement.	98-99	55-56	-	-
Risque de marché	22. Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	94	52	-	-
	23. Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	90-94	52-53	-	-
	24. Décrire les principales méthodes de validation du modèle d'évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	90-93, 106-107	-	-	-
	25. Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n'est pas pris en considération par les mesures du risque connu.	90-91	53	-	-
Risque de crédit	26. Fournir de l'information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	83-89, 155-161	23-25, 73-80	24-33	11-72
	27. Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	156,161	-	-	-

	28. Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	88, 159	24, 75-80	-	-
	29. Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	83-84, 89	-	-	44-60
	30. Fournir une analyse de l'atténuation du risque de crédit.	83-84, 167, 173, 204	-	-	17, 40-41,56
Autres risques	31. Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	77-81, 104-113	-	-	-
	32. Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d'autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	104-113	-	-	-

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le Rapport de gestion sont présentés au 29 août 2023. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Le Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2023 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés annuels audités de l'exercice clos le 31 octobre 2022 et du rapport de gestion pour l'exercice 2022 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2022.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs de BMO dans le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Les lecteurs sont invités à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

9	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	46	Transaction avec des parties liées
10	Évolution de la situation économique et perspectives	46	Arrangements hors bilan
11	Faits saillants financiers	46	Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques
12	Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières	47	Provision pour pertes sur créances
18	Change	47	Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et des passifs
19	Bénéfice net	48	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BISM)
20	Revenus	48	Modifications futures de méthodes comptables
23	Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	48	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
24	Prêts douteux	50	Gestion des risques
25	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	50	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
25	Charges autres que d'intérêts	50	Prêts garantis par un bien immobilier
26	Charge d'impôts sur le résultat	51	Risque de marché
26	Bilan	53	Risque de liquidité et de financement
27	Gestion du capital	56	Cotes de crédit
32	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	61	Expositions internationales
32	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	62	Glossaire de termes financiers
33	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	65	États financiers consolidés intermédiaires
35	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	65	État consolidé des résultats
38	BMO Gestion de patrimoine	66	État consolidé du résultat global
40	BMO Marchés des capitaux	67	Bilan consolidé
42	Services d'entreprise	68	État consolidé des variations des capitaux propres
44	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice	69	État consolidé des flux de trésorerie
		70	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires
		98	Information à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 juillet 2023, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal (tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2023 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles et nos engagements (y compris en ce qui a trait à notre ambition climatique), nos attentes concernant notre situation financière, notre assise financière, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités, nos résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, les plans visant à combiner les activités de BMO et de Bank of the West, le moment de la conversion des comptes clients et des systèmes de Bank of the West en vue de leur intégration dans nos plateformes respectives de BMO, et les incidences sur le plan des finances, de l'exploitation et des fonds propres de la transaction, et elles comprennent des déclarations faites par notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « s'engager à », « viser », « calendrier », « prévoir », « perspectives », « chercher » et « pouvoir », y compris sous leur forme négative et toutes leurs formes grammaticales.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent que nous formulions des hypothèses et elles comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que nos prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que les hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à nos déclarations prospectives étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, ce qui comprend les enjeux liés à la main-d'œuvre; les répercussions des événements défavorables touchant le secteur bancaire américain et mondial, y compris le risque de faillites bancaires et les enjeux de liquidité, l'augmentation de la volatilité de l'économie et des marchés, et les mesures réglementaires prises en réponse à ces événements; l'incapacité de réaliser les avantages prévus découlant de nos acquisitions, notamment de celle de Bank of the West, tels que les synergies, la relation du bénéfice par action (BPA) ajusté et l'efficacité opérationnelle éventuelles; les modifications de nos cotes de crédit; l'émergence d'urgences sanitaires de grande envergure ou de pandémies, ou leur prolongation, et leur incidence sur les économies locales, nationales ou internationales ainsi que l'aggravation qui en découle de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs; la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service; la réforme des taux de référence; les changements technologiques et la résilience technologique; la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci; les changements climatiques et d'autres questions liées aux risques environnementaux et sociaux; le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers; les pressions inflationnistes; les perturbations des chaînes d'approvisionnement; les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique; les changements apportés aux lois, y compris la législation et les interprétations fiscales, ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement; la faiblesse, la volatilité ou l'illiquidité des marchés financiers ou du crédit; l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons; l'exposition à d'importants litiges ou questions réglementaires et leur résolution; notre capacité de faire appel avec succès en cas d'issue défavorable de ces affaires, ainsi que le calendrier, la détermination et le recouvrement des montants liés à ces affaires; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties; l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous; notre capacité de mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure les acquisitions ou les cessions proposées et d'intégrer les acquisitions, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation; les estimations et les jugements comptables critiques et les effets des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations; les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers; les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités; les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau; et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel non financier, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022, et la section Gestion des risques du présent document qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider les actionnaires et les analystes à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent celles présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives du Rapport annuel de BMO pour 2022, mises à jour dans la section Évolution de la situation économique et perspectives dans notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2023, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances dans notre Rapport aux actionnaires pour le troisième trimestre de 2023. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité.

Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales, ainsi que les risques qu'ils posent pour l'économie au pays et à l'échelle mondiale.

Évolution de la situation économique et perspectives¹⁾

L'économie canadienne devrait afficher une croissance modérée de 1,6 % en 2023 après avoir enregistré une croissance de 3,4 % en 2022. Bien que l'activité économique ait été vigoureuse en début d'année, la croissance a ralenti et elle devrait stagner vers la fin de l'année en raison des taux d'intérêt élevés et de l'affaiblissement de la demande mondiale. La croissance du PIB réel devrait reprendre à un rythme modeste de 0,8 % en 2024, au moment où les taux d'intérêt commencent à reculer. La croissance plus faible de l'emploi observée récemment conjuguée à la progression rapide de la population et de la main-d'œuvre ont eu pour effet de hausser le taux de chômage de plus d'un demi-point de pourcentage pour atteindre 5,5 % en juillet 2023 comparativement au niveau plancher inégalé depuis plusieurs décennies de 4,9 % au milieu de 2022. La légère dégradation prévue de l'économie devrait faire passer le taux de chômage à 6,1 % au printemps 2024, ce qui devrait contribuer à alléger les pressions sur les salaires et les prix. La croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation est passée de 8,1 % en juin 2022, son plus haut niveau depuis quatre décennies, à 3,3 % en juillet 2023. On s'attend à ce que l'inflation ralentisse encore; toutefois, elle devrait être supérieure au taux cible de 2 % fixé par la Banque du Canada jusqu'à la fin de 2024 en raison des pénuries de main-d'œuvre. Après une accalmie de plusieurs mois, la Banque du Canada a recommencé à relever son taux directeur à deux autres reprises qui a atteint 5,0 % au cours de l'été 2023 en réaction à une économie plus forte et à la pression persistante exercée sur les prix. Cependant, avec les perspectives d'un ralentissement de la croissance économique et de l'inflation, la banque centrale devrait s'abstenir de relever ses taux jusqu'au printemps 2024, avant de les abaisser graduellement à un niveau plus neutre inférieur à 3,0 % d'ici la fin de 2025. L'activité du marché de l'habitation s'est intensifiée au premier semestre de 2023 du fait de la stabilité des taux hypothécaires et de la forte progression de la population, mais, au deuxième semestre, les ventes subiront vraisemblablement les contrecoups de la récente hausse des taux d'intérêt et de l'accessibilité difficile à des logements. La croissance des soldes des prêts hypothécaires résidentiels à l'échelle du secteur a décru, passant de plus de 10 % d'un exercice à l'autre au début de 2022 à moins de 4 % en juin 2023, et devrait continuer à ralentir quelque peu face au manque de dynamisme du marché de l'habitation. La croissance des soldes de crédit à la consommation (à l'exception des prêts hypothécaires) a été contenue à un taux de moins de 3 % d'un exercice à l'autre au cours des derniers mois en raison des taux d'intérêt élevés et de l'épargne accrue des ménages, et selon les prévisions, ces soldes devraient diminuer quelque peu, les ménages réduisant leurs dépenses. Quoique solide, la croissance des prêts aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier a également ralenti en raison de la hausse des taux d'intérêt, des préoccupations économiques et des soldes de trésorerie élevés.

L'économie américaine devrait afficher une croissance modérée de 2,2 % en 2023, en légère hausse par rapport à celle de 2,1 % enregistrée en 2022, alors que la résilience observée au cours des trois premiers trimestres devrait céder sa place à un ralentissement de l'économie au début de l'année. Les dépenses seront confrontées à la hausse des taux d'intérêt, au resserrement des conditions de prêt et à la reprise des remboursements des prêts étudiants, bien que l'activité demeure soutenue par une épargne élevée des ménages, une forte demande persistante pour les voyages, les divertissements et les véhicules automobiles ainsi que par une politique budgétaire expansionniste. L'activité du marché de l'habitation et les prix se sont raffermis au cours des derniers mois, après une dérive sur plus d'un an; les ventes devraient néanmoins rester stables au deuxième semestre en raison du faible taux d'accessibilité et d'un ralentissement économique. Le taux de chômage qui devrait passer de 3,5 % en juillet 2023, à 4,4 % au milieu de l'année 2024 demeure en deçà des normes historiques. La baisse des prix des produits de base et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale ont fait reculer la croissance annuelle de l'indice des prix à la consommation, laquelle est passée de 9,1 % en juin 2022 à 3,2 % en juillet 2023. Le taux d'inflation devrait reculer graduellement dans l'année qui vient en raison des pressions émanant d'une demande excédentaire. La Réserve fédérale américaine a recommencé à hausser ses taux en juillet 2023, après avoir maintenu son taux directeur stable suivant des augmentations cumulées de 500 points de base, en réaction aux pressions inflationnistes qui se poursuivent et à la vigueur de l'économie. Nous croyons cependant que les taux directeurs seront stables à près de 5,4 % jusqu'à l'été 2024 avant de revenir à des niveaux plus neutres inférieurs à 3,0 % vers la fin de 2025. La forte croissance à l'échelle de l'industrie des soldes des prêts hypothécaires à l'habitation enregistrée antérieurement a ralenti considérablement du fait de la morosité du marché de l'habitation et elle devrait être modeste en raison du ralentissement de l'activité du marché de l'habitation. La croissance du crédit à la consommation a également perdu de la vitesse et elle devrait ralentir davantage, minée par les taux d'intérêt élevés, la hausse du taux de chômage et la diminution de la croissance des dépenses de consommation. La croissance du crédit aux sociétés qui ne sont pas du secteur financier a été modérée eu égard au rythme soutenu affiché précédemment et elle sera entravée une fois de plus par les taux d'intérêt élevés, l'affaiblissement de l'économie et les ponctions sur d'importants soldes de dépôts.

Les perspectives économiques sont assujetties à plusieurs risques qui pourraient entraîner une contraction encore plus sévère de l'économie en Amérique du Nord. Parmi ceux-ci il convient de mentionner la persistance d'une inflation élevée entraînant de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, de nouvelles tensions potentielles dans le secteur bancaire régional américain, une escalade des risques géopolitiques et une montée des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

La section Évolution de la situation économique et perspectives renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

1) Toutes les périodes dont il est fait mention dans la présente section font référence au trimestre civil et à l'année civile plutôt qu'au trimestre ou à l'exercice.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Sommaire de l'état des résultats 1)					
Revenus nets d'intérêts	4 905	4 814	4 197	13 740	12 118
Revenus autres que d'intérêts	3 024	3 626	1 902	9 099	11 022
Revenus	7 929	8 440	6 099	22 839	23 140
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	591	413	1 788	(314)
Revenus, déduction faite des SCVPI 2)	7 925	7 849	5 686	21 051	23 454
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	333	243	104	772	310
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	159	780	32	960	(223)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	492	1 023	136	1 732	87
Charges autres que d'intérêts	5 638	5 573	3 859	15 632	11 418
Charge d'impôts sur le résultat	341	194	326	927	2 895
Bénéfice net	1 454	1 059	1 365	2 760	9 054
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	3	–	5	–
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 452	1 056	1 365	2 755	9 054
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	41	127	47	206	154
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 411	929	1 318	2 549	8 900
Bénéfice net ajusté	2 037	2 216	2 132	6 525	6 903
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	1 994	2 086	2 085	6 314	6 749
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire) 1)					
Bénéfice de base par action	1,97	1,31	1,96	3,61	13,49
Bénéfice dilué par action	1,97	1,30	1,95	3,60	13,45
Bénéfice dilué par action ajusté	2,78	2,93	3,09	8,93	10,20
Dividendes déclarés par action	1,47	1,43	1,39	4,33	4,05
Valeur comptable d'une action	93,79	96,92	90,88	93,79	90,88
Cours de clôture de l'action	122,54	122,13	127,66	122,54	127,66
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)					
À la clôture de la période	716,7	713,0	674,4	716,7	674,4
Nombre moyen de base	715,4	711,6	673,3	706,0	659,9
Nombre moyen dilué	716,4	712,8	674,8	707,3	661,7
Capitalisation boursière (en milliards de dollars)	87,8	87,1	86,1	87,8	86,1
Rendement de l'action (%)	4,8	4,7	4,4	4,7	4,2
Ratio de distribution (%)	74,6	109,4	71,1	119,9	30,0
Ratio de distribution ajusté (%)	52,7	48,8	44,9	48,4	39,6
Mesures et ratios financiers (%) 1)					
Rendement des capitaux propres	8,3	5,6	8,8	5,1	21,1
Rendement des capitaux propres ajustés	11,7	12,6	13,8	12,6	16,0
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	11,9	8,4	9,6	6,8	23,2
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	15,8	17,2	15,1	15,8	17,5
Ratio d'efficience	71,1	66,0	63,3	68,4	49,3
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI 2)	71,1	71,0	67,9	74,3	48,7
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI 2)	62,1	60,2	56,7	59,9	55,4
Lever d'exploitation	(16,1)	(59,4)	(24,2)	(38,2)	14,8
Lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI 2)	(6,8)	(72,5)	(18,4)	(47,2)	24,0
Lever d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI 2)	(11,6)	(9,8)	(1,9)	(9,5)	1,5
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,68	1,69	1,71	1,62	1,68
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,68	1,70	1,70	1,67	1,65
Taux d'impôt effectif	19,0	15,5	19,3	25,1	24,2
Taux d'impôt effectif ajusté	20,5	21,1	22,0	21,2	23,1
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations	0,30	0,65	0,10	0,38	0,02
Ratio des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées au solde moyen net des prêts et acceptations	0,30	0,20	0,10	0,22	0,02
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations	0,21	0,16	0,08	0,17	0,08
Ratio de liquidité à court terme (RLCT) 3)	131	129	129	131	129
Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) 3)	114	113	114	114	114
Bilan et autres informations (en millions de dollars, sauf indication contraire)					
Actifs	1 248 554	1 250 891	1 068 338	1 248 554	1 068 338
Actif productif moyen	1 161 226	1 165 208	972 879	1 134 802	965 120
Solde brut des prêts et acceptations	643 911	648 716	537 829	643 911	537 829
Solde net des prêts et acceptations	640 391	645 366	535 417	640 391	535 417
Dépôts	883 569	875 443	729 385	883 569	729 385
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	67 215	69 108	61 286	67 215	61 286
Total des actifs pondérés en fonction des risques 4)	412 943	419 994	351 711	412 943	351 711
Actifs sous administration	774 760	792 536	711 508	774 760	711 508
Actifs sous gestion	340 184	338 172	310 469	340 184	310 469
Ratios des fonds propres (%) 4)					
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,3	12,2	15,8	12,3	15,8
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,0	13,9	17,3	14,0	17,3
Ratio du total des fonds propres	16,1	16,0	19,4	16,1	19,4
Ratio de levier	4,2	4,2	5,3	4,2	5,3
Cours de change (\$)					
Dollar CA/dollar US	1,3177	1,3538	1,2813	1,3177	1,2813
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,3331	1,3564	1,2774	1,3439	1,2717

- 1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.
- 2) Nous présentons les revenus, le ratio d'efficience et le lever d'exploitation, déduction faite des SCVPI, ce qui réduit la variabilité des revenus d'assurance découlant des variations de la juste valeur, lesquelles sont grandement atténuées par les variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est reflétée dans les SCVPI. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.
- 3) Le RLCT et le RSLLT sont présentés selon la ligne directrice *Normes de liquidité* (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), le cas échéant.
- 4) Les ratios des fonds propres et les actifs pondérés en fonction des risques sont présentés selon la ligne directrice *Normes de fonds propres* (NFP) établie par le BSIF, le cas échéant.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent de nos états financiers consolidés annuels audités établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Nous avons recours à un certain nombre de mesures financières pour évaluer notre performance, ainsi que la performance de nos unités d'exploitation, ce qui comprend des montants, des mesures et des ratios qui sont présentés sur une base non conforme aux PCGR, comme il en est fait mention ci-dessous. Nous sommes d'avis que ces montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, lus à la lumière de nos résultats établis aux termes des PCGR, donnent aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats.

Les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR n'ont pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. Ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la composition des mesures non conformes aux PCGR et des autres mesures financières, y compris les mesures financières complémentaires, il y a lieu de se reporter à la section Glossaire de termes financiers.

Nos mesures non conformes aux PCGR se classent généralement comme suit :

Mesures et ratios ajustés

La direction considère que les résultats et mesures comptables et les résultats et mesures ajustés sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Les résultats et mesures ajustés retranchent certains éléments précis des revenus, des charges autres que d'intérêts, de la dotation à la provision pour pertes sur créances et des impôts sur le résultat, comme il est indiqué en détail dans le tableau ci-après. Les résultats et mesures ajustés présentés dans le présent document sont non conformes aux PCGR. Le fait de recourir à la présentation des résultats comptables et ajustés permet au lecteur d'évaluer l'incidence de certains éléments sur les résultats des périodes présentées, et de mieux évaluer les résultats, compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants.

Mesures, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)

Nous présentons également les revenus comptables et ajustés déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) et notre ratio d'efficacité et notre levier d'exploitation sont calculés sur une base similaire. Les mesures et les ratios présentés déduction faite des SCVPI sont non conformes aux PCGR. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, lesquelles sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. Ces variations de la juste valeur sont en grande partie contrebalancées par celles de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI. La présentation et l'analyse des revenus, des ratios d'efficacité et du levier d'exploitation, sur une base nette, réduisent la variabilité des résultats, ce qui permet de mieux évaluer les résultats d'exploitation. Pour obtenir plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la section portant sur les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires est largement utilisé dans le secteur bancaire en Amérique du Nord et il est significatif parce qu'il mesure uniformément la performance des unités, qu'elles aient été acquises ou mises sur pied à l'interne.

Mise en garde

La présente section qui traite des mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Résultats comptables					
Revenus nets d'intérêts	4 905	4 814	4 197	13 740	12 118
Revenus autres que d'intérêts	3 024	3 626	1 902	9 099	11 022
Revenus	7 929	8 440	6 099	22 839	23 140
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(4)	(591)	(413)	(1 788)	314
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 925	7 849	5 686	21 051	23 454
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(492)	(1 023)	(136)	(1 732)	(87)
Charges autres que d'intérêts	(5 638)	(5 573)	(3 859)	(15 632)	(11 418)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 795	1 253	1 691	3 687	11 949
Charge d'impôts sur le résultat	(341)	(194)	(326)	(927)	(2 895)
Bénéfice net	1 454	1 059	1 365	2 760	9 054
BPA dilué (\$)	1,97	1,30	1,95	3,60	13,45
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (avant impôts)					
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	-	-	(21)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	-	-	(945)	(2 011)	3 172
Provision pour frais juridiques 3)	(3)	(7)	-	(16)	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 4)	(138)	-	-	(138)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (avant impôts)	(141)	(7)	(945)	(2 165)	3 151
Éléments d'ajustement influant sur la dotation à la provision pour pertes sur créances (avant impôts)					
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis (avant impôts) 5)	-	(705)	-	(705)	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)					
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 6)	(497)	(727)	(84)	(1 463)	(133)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 7)	(115)	(115)	(7)	(238)	(23)
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	(7)	-	(22)
Provision pour frais juridiques 3)	7	-	-	5	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 4)	(22)	-	-	(22)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (avant impôts)	(627)	(842)	(98)	(1 718)	(178)
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (avant impôts)	(768)	(1 554)	(1 043)	(4 588)	2 973
Éléments d'ajustement influant sur les revenus (après impôts)					
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	-	-	(23)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 2)	-	-	(694)	(1 461)	2 331
Provision pour frais juridiques 3)	(2)	(6)	-	(13)	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 4)	(115)	-	-	(115)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les revenus (après impôts)	(117)	(6)	(694)	(1 589)	2 308
Éléments d'ajustement influant sur la dotation à la provision pour pertes sur créances (après impôts)					
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis (après impôts) 5)	-	(517)	-	(517)	-
Éléments d'ajustement influant sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)					
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 6)	(370)	(549)	(62)	(1 100)	(100)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 7)	(85)	(85)	(5)	(176)	(17)
Incidence des dessaisissements 1)	-	-	(6)	-	(40)
Provision pour frais juridiques 3)	5	-	-	4	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 4)	(16)	-	-	(16)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur les charges autres que d'intérêts (après impôts)	(466)	(634)	(73)	(1 288)	(157)
Éléments d'ajustement influant sur la charge d'impôts sur le résultat					
Incidence des mesures fiscales canadiennes 4)	-	-	-	(371)	-
Incidence des éléments d'ajustement sur le bénéfice net comptable (après impôts)	(583)	(1 157)	(767)	(3 765)	2 151
Incidence sur le BPA dilué (\$)	(0,81)	(1,63)	(1,14)	(5,33)	3,25
Résultats ajustés					
Revenus nets d'intérêts	4 908	4 821	4 159	14 139	11 913
Revenus autres que d'intérêts	3 162	3 626	2 885	10 865	8 076
Revenus	8 070	8 447	7 044	25 004	19 989
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(4)	(591)	(413)	(1 788)	314
Revenus, déduction faite des SCVPI	8 066	7 856	6 631	23 216	20 303
Dotation à la provision pour pertes sur créances	(492)	(318)	(136)	(1 027)	(87)
Charges autres que d'intérêts	(5 011)	(4 731)	(3 761)	(13 914)	(11 240)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 563	2 807	2 734	8 275	8 976
Charge d'impôts sur le résultat	(526)	(591)	(602)	(1 750)	(2 073)
Bénéfice net	2 037	2 216	2 132	6 525	6 903
BPA dilué (\$)	2,78	2,93	3,09	8,93	10,20

1) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Au troisième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte de charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts). Au deuxième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) lié au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisé dans les revenus, et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts), tous deux liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Au premier trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts), découlant de la conversion des monnaies étrangères, ce montant ayant été reclassé du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise.

2) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) en lien avec l'acquisition de Bank of the West, lesquels découlent de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Au premier trimestre de 2023, les chiffres tiennent compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 1 628 millions, avant impôts, sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisés dans les revenus de négociation, et des pertes de 383 millions avant impôts liées à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan, comptabilisées dans les revenus nets d'intérêts. Au troisième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte d'une perte de 694 millions (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 983 millions et des revenus nets d'intérêts de 38 millions, avant impôts. Au deuxième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions. Au premier trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits à la valeur du marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Acquisitions récentes.

- 3) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2023 tient compte d'un recouvrement net de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts) lié à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, constitué de charges d'intérêts de 3 millions avant impôts, déduction faite d'un ajustement de la provision de 7 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts. Au deuxième trimestre de 2023, les chiffres tiennent compte d'une provision de 6 millions (7 millions avant impôts). Pour les neuf premiers mois de 2023, les chiffres tiennent compte d'un montant de 9 millions (11 millions avant impôts), constitué de charges d'intérêts de 16 millions avant impôts et d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 5 millions avant impôts, y compris des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section « Provisions et passifs éventuels » de la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.
- 4) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement du Canada. Au troisième trimestre de 2023, les chiffres tiennent compte d'une charge de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) liée à la modification de la définition de « service financier » en regard de la TPS/TVH, constituée d'un montant de 115 millions (138 millions avant impôts) comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et d'un montant de 16 millions (22 millions avant impôts) comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts. Au premier trimestre de 2023, les chiffres tiennent compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions constituée d'un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et d'un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation d'un actif d'impôt différé. Ces montants ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise.
- 5) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West et comptabilisée dans les Services d'entreprise.
- 6) Le bénéfice net comptable tient compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les coûts liés à l'acquisition de Bank of the West ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 363 millions de dollars (487 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 545 millions (722 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 178 millions (235 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 61 millions (82 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 26 millions (35 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 7 millions (8 millions avant impôts). Les coûts liés aux acquisitions de Radicle et de Clearpool ont été comptabilisés dans BMO Marchés des capitaux : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 1 million (2 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 1 million (2 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts). Les coûts liés à l'acquisition d'AIR MILES ont été comptabilisés dans PE Canada : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 6 millions (8 millions avant impôts) et les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (3 millions avant impôts).
- 7) Le bénéfice net comptable tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent, soit 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) pour le troisième trimestre et le deuxième trimestre de 2023, 6 millions (8 millions avant impôts) pour le premier trimestre de 2023; 5 millions (7 millions avant impôts) pour le troisième trimestre de 2022, et 6 millions (8 millions avant impôts) pour le deuxième trimestre et le premier trimestre de 2022.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

								Résultats sectoriels aux États-Unis 1) (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
T3-2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	915	576	1 491	303	310	(650)	1 454	364
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	6	-	6	-	1	363	370	275
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	2	77	79	1	5	-	85	60
Incidence des mesures fiscales canadiennes	-	-	-	-	-	131	131	-
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	(3)	(3)	(2)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	923	653	1 576	304	316	(159)	2 037	697
T2-2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	861	789	1 650	284	380	(1 255)	1 059	(104)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	2	-	2	-	2	545	549	400
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	77	78	1	6	-	85	61
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	6	6	4
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis	-	-	-	-	-	517	517	379
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	864	866	1 730	285	388	(187)	2 216	740
T3-2022								
Bénéfice net (perte nette) comptable	965	568	1 533	324	262	(754)	1 365	(28)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	-	-	-	-	1	61	62	49
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	-	1	1	1	3	-	5	5
Incidence des dessaisissements	-	-	-	-	-	6	6	-
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	694	694	545
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	965	569	1 534	325	266	7	2 132	571
Cumul 2023								
Bénéfice net (perte nette) comptable	2 756	2 063	4 819	864	1 193	(4 116)	2 760	(298)
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	8	-	8	-	6	1 086	1 100	807
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	3	155	158	3	15	-	176	125
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	1 461	1 461	1 093
Provision pour frais juridiques	-	-	-	-	-	9	9	7
Incidence des mesures fiscales canadiennes	-	-	-	-	-	502	502	-
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis	-	-	-	-	-	517	517	379
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	2 767	2 218	4 985	867	1 214	(541)	6 525	2 113
Cumul 2022								
Bénéfice net (perte nette) comptable	2 909	1 837	4 746	953	1 415	1 940	9 054	3 773
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration	-	-	-	-	6	94	100	79
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions	1	3	4	3	10	-	17	13
Incidence des dessaisissements	-	-	-	-	-	63	63	(42)
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West	-	-	-	-	-	(2 331)	(2 331)	(1 842)
Bénéfice net ajusté (perte nette ajustée)	2 910	1 840	4 750	956	1 431	(234)	6 903	1 981

1) Les résultats sectoriels aux États-Unis, comptables et ajustés, comprennent le bénéfice net comptabilisé à l'égard de PE États-Unis et des activités aux États-Unis de BMO Gestion de patrimoine, de BMO Marchés des capitaux et des Services d'entreprise.

Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Revenus nets, ratio d'efficacité et levier d'exploitation

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Données comptables					
Revenus nets d'intérêts	4 905	4 814	4 197	13 740	12 118
Revenu autre que d'intérêts	3 024	3 626	1 902	9 099	11 022
Revenus	7 929	8 440	6 099	22 839	23 140
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	591	413	1 788	(314)
Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI	3 020	3 035	1 489	7 311	11 336
Revenus, déduction faite des SCVPI	7 925	7 849	5 686	21 051	23 454
Charges autres que d'intérêts	5 638	5 573	3 859	15 632	11 418
Ratio d'efficacité (%)	71,1	66,0	63,3	68,4	49,3
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	71,1	71,0	67,9	74,3	48,7
Croissance des revenus (%)	30,0	(9,4)	(19,4)	(1,3)	12,3
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	39,3	(22,5)	(13,6)	(10,3)	21,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	46,1	50,0	4,8	36,9	(2,5)
Levier d'exploitation (%)	(16,1)	(59,4)	(24,2)	(38,2)	14,8
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(6,8)	(72,5)	(18,4)	(47,2)	24,0
Données ajustées 1)					
Revenus nets d'intérêts	4 908	4 821	4 159	14 139	11 913
Revenus autres que d'intérêts	3 162	3 626	2 885	10 865	8 076
Revenus	8 070	8 447	7 044	25 004	19 989
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	591	413	1 788	(314)
Revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI	3 158	3 035	2 472	9 077	8 390
Revenus, déduction faite des SCVPI	8 066	7 856	6 631	23 216	20 303
Charges autres que d'intérêts	5 011	4 731	3 761	13 914	11 240
Ratio d'efficacité (%)	62,1	56,0	53,4	55,6	56,2
Ratio d'efficacité, déduction faite des SCVPI (%)	62,1	60,2	56,7	59,9	55,4
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	21,6	19,7	0,8	14,3	5,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	33,2	29,5	2,7	23,8	3,8
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(11,6)	(9,8)	(1,9)	(9,5)	1,5

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

Rendement des capitaux propres et rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Bénéfice net comptable	1 454	1 059	1 365	2 760	9 054
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	3	-	5	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 452	1 056	1 365	2 755	9 054
Dividendes sur actions privilégiées et distributions sur d'autres instruments de capitaux propres	(41)	(127)	(47)	(206)	(154)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires (A)	1 411	929	1 318	2 549	8 900
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions après impôts	85	85	5	176	17
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, déduction faite de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions (B)	1 496	1 014	1 323	2 725	8 917
Incidence des autres éléments d'ajustement après impôts 1)	498	1 072	762	3 589	(2 168)
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires (C)	1 994	2 086	2 085	6 314	6 749
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D)	67 823	67 792	59 707	67 204	56 304
Rendement des capitaux propres (%) (= A/D) 2)	8,3	5,6	8,8	5,1	21,1
Rendement des capitaux propres ajusté (%) (= C/D) 2)	11,7	12,6	13,8	12,6	16,0
Capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (E) 3)	49 915	49 818	54 846	53 579	51 437
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= B/E) 2)	11,9	8,4	9,6	6,8	23,2
Rendement ajusté des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (%) (= C/E) 2)	15,8	17,2	15,1	15,8	17,5

1) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

2) Les chiffres trimestriels sont calculés sur une base annualisée.

3) Les capitaux propres moyens corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (D ci-dessus) qui sont ajustés en fonction d'un écart d'acquisition de 16 005 millions de dollars au troisième trimestre de 2023, de 16 203 millions au deuxième trimestre de 2023 et de 4 981 millions au troisième trimestre de 2022; de 12 456 millions pour le cumul 2023 et de 4 985 millions pour le cumul 2022; des immobilisations corporelles liées aux acquisitions de 2 965 millions au troisième trimestre de 2023, de 2 824 millions au deuxième trimestre de 2023 et de 126 millions au troisième trimestre de 2022; de 1 959 millions pour le cumul 2023 et de 131 millions pour le cumul 2022; déduction faite des passifs d'impôt différé connexes de 1 062 millions au troisième trimestre de 2023, de 1 053 millions au deuxième trimestre de 2023 et de 246 millions au troisième trimestre de 2022; de 790 millions pour le cumul 2023 et de 249 millions pour le cumul 2022.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. Avec prise d'effet pour le premier trimestre de 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a augmenté pour passer à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, comparativement à 10,5 % en 2022 afin de refléter la hausse des exigences en matière de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue nos méthodes d'imputation des fonds propres chaque année.

Rendement des capitaux propres par unité d'exploitation¹⁾

T3-2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	904	562	1 466	301	302	(658)	1 411	354
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 1)	14 048	31 992	46 040	6 702	11 727	3 354	67 823	30 670
Rendement des capitaux propres (%)	25,6	7,0	12,6	17,8	10,2	s. o.	8,3	4,6
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	912	639	1 551	302	308	(167)	1 994	687
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 1)	14 048	31 992	46 040	6 702	11 727	3 354	67 823	30 670
Rendement des capitaux propres (%)	25,8	7,9	13,4	17,8	10,4	s. o.	11,7	8,9

T2-2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	852	776	1 628	282	372	(1 353)	929	(113)
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	13 895	33 007	46 902	6 477	11 509	2 904	67 792	30 896
Rendement des capitaux propres (%)	25,1	9,6	14,2	17,8	13,3	s. o.	5,6	(1,5)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	855	853	1 708	283	380	(285)	2 086	731
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	13 895	33 007	46 902	6 477	11 509	2 904	67 792	30 896
Rendement des capitaux propres (%)	25,2	10,6	14,9	17,9	13,6	s. o.	12,6	9,7

T3-2022								Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	954	562	1 516	322	252	(772)	1 318	(35)
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 842	13 460	25 302	5 257	11 734	17 414	59 707	16 959
Rendement des capitaux propres (%)	32,0	16,5	23,8	24,3	8,5	s. o.	8,8	(0,8)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	954	563	1 517	323	256	(11)	2 085	564
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 842	13 460	25 302	5 257	11 734	17 414	59 707	16 959
Rendement des capitaux propres (%)	32,0	16,6	23,8	24,4	8,7	s. o.	13,8	13,2

Cumul 2023								Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 726	2 028	4 754	858	1 168	(4 231)	2 549	(323)
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 1)	13 494	26 341	39 835	6 273	11 784	9 312	67 204	26 109
Rendement des capitaux propres (%)	27,0	10,3	16,0	18,3	13,3	s. o.	5,1	(1,7)
Données ajustées 3)								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 737	2 183	4 920	861	1 189	(656)	6 314	2 088
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires 1)	13 494	26 341	39 835	6 273	11 784	9 312	67 204	26 109
Rendement des capitaux propres (%)	27,1	11,1	16,5	18,4	13,5	s. o.	12,6	10,7

								Résultats sectoriels aux États-Unis ²⁾ (en millions de dollars américains)
(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque	
Données comptables								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 877	1 811	4 688	947	1 386	1 879	8 900	3 752
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 652	13 624	25 276	5 243	11 358	14 427	56 304	17 018
Rendement des capitaux propres (%)	33,0	17,8	24,8	24,2	16,3	s. o.	21,1	29,5
Données ajustées³⁾								
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	2 878	1 814	4 692	950	1 402	(295)	6 749	1 960
Total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	11 652	13 624	25 276	5 243	11 358	14 427	56 304	17 018
Rendement des capitaux propres (%)	33,0	17,8	24,8	24,2	16,5	s. o.	16,0	15,4

1) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. Au deuxième trimestre de 2023, après la clôture de l'acquisition de Bank of the West, les fonds propres ont été réimputés, passant des Services d'entreprise à PE États-Unis et à BMO Gestion de patrimoine. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

2) Les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis comprennent le bénéfice net et les fonds propres imputés comptabilisés dans PE États-Unis et nos activités américaines dans BMO Gestion de patrimoine, BMO Marchés des capitaux et les Services d'entreprise.

3) Il y a lieu de se reporter aux notes 1) à 7) du tableau intitulé Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les éléments d'ajustement.

s. o. – sans objet

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a augmenté au troisième trimestre de 2022 et il a diminué en regard du deuxième trimestre de 2023, en raison des fluctuations du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Le cours de change a augmenté pour les neuf premiers mois de 2023 par rapport aux neuf premiers mois de 2022. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens pertinents des dollars canadien et américain et de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

D'un point de vue économique, nos flux de revenus en dollars américains n'ont pas été couverts contre le risque découlant des fluctuations des cours de change survenues en 2023 et en 2022. Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur le capital de BMO.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2023		Cumul 2023
	c. T3-2022	c. T2-2023	c. cumul 2022
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)			
Période à l'étude	1,3331	1,3331	1,3439
Période antérieure	1,2774	1,3564	1,2717
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	74	(45)	280
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(13)	(17)	311
Augmentation (diminution) du total des revenus	61	(62)	591
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	13	5
Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts	(62)	53	(234)
Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat	2	(2)	(90)
Augmentation (diminution) du bénéfice net	(2)	2	272
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	-	-	0,41
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis			
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	72	(45)	268
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	30	(17)	141
Augmentation (diminution) du total des revenus	102	(62)	409
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	(3)	1	5
Diminution (augmentation) des charges autres que d'intérêts	(58)	39	(229)
Diminution (augmentation) de la charge d'impôts sur le résultat	(9)	5	(42)
Augmentation (diminution) du bénéfice net	32	(17)	143
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	0,05	(0,02)	0,21

Les résultats ajustés présentés dans cette section ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bénéfice net

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 454 millions de dollars, en hausse de 89 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 037 millions, en baisse de 95 millions, ou de 4 %. L'inclusion des résultats de Bank of the West pour le trimestre à l'étude a entraîné une baisse de 272 millions du bénéfice net comptable et une hausse de 167 millions du bénéfice net ajusté. Les résultats comptables et ajustés du trimestre à l'étude comprennent des indemnités de départ de 162 millions (223 millions avant impôts), liées à l'accélération des efficacités opérationnelles dans l'ensemble de l'entreprise, comptabilisées dans les groupes d'exploitation respectifs, ainsi que des provisions pour frais juridiques de 83 millions (avant et après impôts), comptabilisées dans BMO Marchés des capitaux. Ensemble, les indemnités de départ et les provisions pour frais juridiques ont entraîné une diminution du BPA de 0,34 \$ par action. Le BPA comptable s'est établi à 1,97 \$, en hausse de 0,02 \$, et le BPA ajusté s'est situé à 2,78 \$, en baisse de 0,31 \$, compte tenu de l'incidence des émissions d'actions ordinaires au premier trimestre de 2023.

Les résultats ajustés du trimestre considéré et de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 370 millions de dollars (497 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 62 millions (84 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 363 millions (487 millions avant impôts) liés à Bank of the West.
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions de dollars (115 millions avant impôts) pour le trimestre considéré et de 5 millions (7 millions avant impôts) pour l'exercice précédent, comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les chiffres du trimestre à l'étude tiennent compte d'un montant de 76 millions (102 millions avant impôts) lié à Bank of the West.
- Charge de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) liée aux mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien qui ont entraîné une modification de la définition de « service financier » en regard de la TPS/TVH, ce qui comprend un montant de 138 millions avant impôts comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et un montant de 22 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.
- Recouvrement net de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts) lié à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, qui comprend des charges d'intérêts de 3 millions avant impôts, déduction faite d'un ajustement de la provision de 7 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts.
- Perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liée à la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur la juste valeur et l'écart d'acquisition connexes.
- Charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) pour l'exercice précédent liées à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 7 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la perte pour l'exercice précédent relativement aux mesures de gestion de la juste valeur précitées, en partie contrebalancée par la hausse des coûts liés à l'acquisition et l'incidence des mesures fiscales précitées. Le bénéfice net ajusté a reculé de 4 %, la hausse des revenus ayant été plus que contrebalancée par la hausse des charges et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net comptable a augmenté dans le cas de BMO Marchés des capitaux et il a reculé dans le cas de PE Canada et de BMO Gestion de patrimoine. Le bénéfice net comptable a augmenté dans le cas de PE États-Unis en raison de l'incidence du raffermissement du dollar américain, et il a diminué sur la base de la monnaie d'origine. Les Services d'entreprise ont inscrit une perte nette, sur une base comptable et sur une base ajustée, comparativement à un bénéfice net ajusté pour l'exercice précédent.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a augmenté de 395 millions de dollars, ou de 37 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a reculé de 179 millions, ou de 8 %. Le BPA comptable a augmenté de 0,67 \$ en regard du trimestre précédent, et le BPA ajusté a reculé de 0,15 \$.

Les résultats ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés et les résultats ajustés du trimestre précédent ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.
- Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 549 millions de dollars (727 millions avant impôts).
- Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions de 85 millions de dollars (115 millions avant impôts).
- Provision pour frais juridiques de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts) liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, comptabilisée dans les charges d'intérêts.

La hausse du bénéfice net comptable est principalement attribuable à la dotation initiale à la provision pour pertes sur créances du trimestre précédent mentionnée ci-dessus et à la baisse des coûts liés aux acquisitions, en partie contrebalancée par l'incidence de certaines mesures fiscales pour le trimestre à l'étude. La diminution du bénéfice net ajusté reflète la hausse des charges, essentiellement attribuable aux indemnités de départ, et l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances, facteurs en partie contrebalancés par la hausse des revenus. Le bénéfice net comptable a augmenté dans le cas de PE Canada et de BMO Gestion de patrimoine, et il a reculé dans le cas de PE États-Unis et BMO Marchés des capitaux. Les Services d'entreprise ont enregistré une baisse de la perte nette sur une base comptable et sur une base ajustée comparativement au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 760 millions de dollars, comparativement à 9 054 millions à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 6 525 millions, en baisse de 378 millions, ou de 5 %. Le BPA comptable s'est établi à 3,60 \$, en baisse de 9,85 \$ par rapport à l'exercice précédent, et le BPA ajusté s'est situé à 8,93 \$, en baisse de 1,27 \$.

Le bénéfice net comptable a reculé par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la baisse des revenus découlant des mesures de gestion de la juste valeur, des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration plus élevés, de la dotation initiale à la provision pour pertes sur créances du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West et de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. Le bénéfice net ajusté a reculé, car l'inclusion de Bank of the West et la hausse des revenus sous-jacents ont été contrebalancées par l'augmentation de la dotation à la provision pour pertes sur créances et l'accroissement des charges sous-jacentes, y compris la hausse des indemnités de départ et des provisions pour frais juridiques. Le bénéfice net comptable a augmenté pour PE États-Unis et il a diminué pour BMO Marchés des capitaux, PE Canada et BMO Gestion de patrimoine. Sur une base comptable, les Services d'entreprise ont comptabilisé une perte nette comparativement à un bénéfice net pour l'exercice précédent, en raison surtout des éléments précités. Sur une base ajustée, les Services d'entreprise ont inscrit une hausse de la perte nette.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du bénéfice net, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Revenus

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Les revenus comptables se sont élevés à 7 929 millions de dollars, en hausse de 1 830 millions, ou de 30 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 7 925 millions, en hausse de 2 239 millions, ou de 39 %, et les revenus nets ajustés se sont situés à 8 066 millions, en hausse de 1 435 millions, ou de 22 %. Les revenus nets ajustés du trimestre à l'étude ne tiennent pas compte de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien et les chiffres de l'exercice précédent ne tiennent pas compte d'une perte liée aux mesures de gestion de la juste valeur. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les revenus nets de 1 % sur une base comptable et de 2 % sur une base ajustée. Bank of the West a contribué aux revenus à hauteur de 1 051 millions pour le trimestre à l'étude.

L'augmentation des résultats comptables reflète essentiellement les éléments précités. Sur une base ajustée, les revenus nets ont augmenté pour l'ensemble des groupes d'exploitation, ce qui comprend l'ajout de Bank of the West et d'AIR MILES. Les revenus des Services d'entreprise ont augmenté sur une base comptable et ils ont reculé sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 4 905 millions de dollars, en hausse de 708 millions, ou de 17 %, par rapport à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 4 908 millions, en hausse de 749 millions, ou de 18 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de charges d'intérêts de 3 millions liées à la provision pour frais juridiques pour le trimestre considéré et de revenus de 38 millions liés aux mesures de gestion de la juste valeur pour l'exercice précédent. La hausse des revenus nets d'intérêts découle de l'inclusion de Bank of the West et des augmentations pour nos Services bancaires PE attribuables à la croissance des soldes et à l'élargissement des marges, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des revenus nets d'intérêts liés à la négociation, la baisse des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et l'incidence des transactions comportant un transfert de risque. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont situés à 160 millions, ce qui représente une baisse de 190 millions, qui a été en partie compensée par les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation.

L'actif productif moyen s'est établi à 1 161,2 milliards de dollars, en hausse de 188,3 milliards, ou de 19 %, ce qui s'explique essentiellement par l'inclusion de Bank of the West, la croissance des prêts, l'accroissement des exigences en matière de liquidités pour les Services d'entreprise et l'incidence du raffermissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO de 1,68 % a rétréci de 3 points de base. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est établie à 1,90 %, en hausse de 7 points de base, du fait essentiellement de l'incidence de Bank of the West et de l'élargissement des marges pour nos Services bancaires PE, facteurs en partie contrés par la diminution de revenus nets d'intérêts et l'accroissement des actifs à faible rendement des Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont établis à 3 024 millions de dollars, en hausse de 1 122 millions par rapport à il y a un an, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 3 020 millions, en hausse de 1 531 millions. Les résultats reflètent l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur au cours de l'exercice précédent, en partie contrebalancée par l'incidence des mesures fiscales canadiennes. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SVCPI, se sont chiffrés à 3 158 millions, en hausse de 686 millions, ou de 28 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de la hausse des revenus de négociation, de l'inclusion de Bank of the West et d'AIR

MILES, de l'augmentation des revenus des frais de service de cartes, de la hausse des commissions de prise ferme et de consultation et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, facteurs en partie contrés par le recul des profits sur titres, autres que de négociation.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 166 millions de dollars, en baisse de 376 millions par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements. Les revenus d'assurance peuvent varier en raison des fluctuations de la juste valeur des actifs d'assurance, qui sont occasionnées par les fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les placements qui soutiennent les passifs au titre des indemnités sont essentiellement des actifs à revenu fixe et des actifs sous forme de titres de participation qui sont inscrits à la juste valeur, et les variations de celle-ci sont constatées dans les revenus d'assurance figurant à l'état consolidé des résultats. L'incidence de ces variations de la juste valeur est en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, qui sont prises en compte dans la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Les revenus comptables ont diminué de 511 millions de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent. Déduction faite des SCVPI, ils ont augmenté de 76 millions, ou de 1 %. Les revenus nets ajustés ont augmenté de 210 millions, ou de 3 %. Les résultats ont subi l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre considéré. Les revenus nets comptables ont augmenté dans le cas de PE Canada et de BMO Gestion de patrimoine, et ils ont reculé dans le cas de PE États-Unis et de BMO Marchés des capitaux. Les revenus inscrits par les Services d'entreprise ont augmenté sur une base comptable et sur une base ajustée.

Les revenus nets d'intérêts comptables ont augmenté de 91 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés ont progressé de 87 millions, ou de 2 %. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté, en raison principalement des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, facteur en partie contrebalancé par la baisse des revenus nets d'intérêts liés à la négociation. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation ont diminué de 82 millions.

L'actif productif moyen a reculé de 4,0 milliards de dollars, en raison surtout de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO s'est contractée de 1 point de base. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est élargie de 2 points de base, du fait surtout de l'élargissement des marges de BMO Marchés de capitaux et de PE Canada et de l'augmentation des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise, facteurs contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges de PE États-Unis.

Les revenus autres que d'intérêts comptables ont baissé de 602 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 15 millions, en raison principalement de l'incidence des mesures fiscales canadiennes précitées. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 123 millions, ou de 4 %, par rapport au trimestre précédent, du fait principalement de la hausse des revenus de négociation et de l'inclusion d'AIR MILES.

Le montant brut des revenus d'assurance a diminué de 560 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison des primes moins élevées liées à la variation de nos portefeuilles de longévité et des variations de la juste valeur des placements, facteurs en partie contrebalancés par les primes plus élevées sur les rentes. Ces variations ont été en grande partie atténuées par des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le total des revenus comptables s'est établi à 22 839 millions de dollars, en baisse de 301 millions, ou de 1 %, par rapport à l'exercice précédent, et les revenus comptables, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 21 051 millions, en baisse de 2 403 millions, ou de 10 %. Les revenus nets ajustés se sont élevés à 23 216 millions, en hausse de 2 913 millions, ou de 14 %. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse des revenus de 2 %.

Le recul des revenus nets comptables reflète l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur et l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien dont il a été question ci-dessus. Sur une base ajustée, les revenus nets ont grimpé pour tous les groupes d'exploitation, ce qui comprend l'ajout de Bank of the West et d'AIR MILES. Les revenus des Services d'entreprise ont reculé sur une base comptable et sur une base ajustée par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus nets d'intérêts comptables se sont établis à 13 740 millions de dollars, en hausse de 1 622 millions, ou de 13 %, comparativement à l'exercice précédent, tandis que les revenus nets d'intérêts ajustés se sont chiffrés à 14 139 millions, en hausse de 2 226 millions, ou de 19 %. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de charges d'intérêts de 16 millions liées à une provision pour frais juridiques et d'une perte de 383 millions liée aux mesures de gestion de la juste valeur pour l'exercice considéré, comparativement à des revenus de 205 millions pour l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté pour tous les groupes d'exploitation, en raison de la croissance des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts, ce qui comprend l'incidence de Bank of the West, facteurs en partie contrebalancés par une baisse des revenus nets d'intérêts liés à la négociation, la baisse des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et l'incidence des transactions comportant un transfert de risque. Les revenus nets d'intérêts liés à la négociation se sont situés à 687 millions, ce qui représente une baisse de 634 millions qui a été en partie compensée par les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation.

L'actif productif moyen s'est établi à 1 134,8 milliards de dollars, en hausse de 169,7 milliards, ou de 18 %, ce qui s'explique essentiellement par l'acquisition de Bank of the West, la croissance des prêts, l'incidence de l'accroissement des exigences en matière de liquidités pour les Services d'entreprise et l'incidence du raffermissement du dollar américain.

La marge nette d'intérêts comptable globale de BMO établie à 1,62 %, a fléchi de 6 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement de la diminution des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'incidence des éléments d'ajustement dont il a été question ci-dessus. La marge nette d'intérêts ajustée compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et de l'actif productif, s'est établie à 1,86 %, en hausse de 11 points de base, du fait essentiellement de l'élargissement des marges pour nos Services bancaires PE et de l'incidence de Bank of the West, facteurs en partie contrés par l'accroissement des actifs à faible rendement et la diminution de revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts comptables se sont établis à 9 099 millions de dollars, en baisse de 1 923 millions, par rapport à 11 022 millions il y a un an, et les revenus autres que d'intérêts comptables, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 7 311 millions, en baisse de 4 025 millions, par rapport à 11 336 millions, en raison principalement de l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur précitées. Les revenus autres que d'intérêts ajustés, déduction faite des SCVPI, se sont élevés à 9 077 millions, en hausse de 687 millions, ou de 8 %, par rapport à il y a un an, ce qui s'explique par la hausse des revenus de négociation, l'inclusion de Bank of the West et d'AIR MILES, l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit et l'incidence du raffermissement du dollar américain, en partie contrebalancées par la diminution des revenus de commissions de prise ferme et de consultation et le recul des profits sur titres, autres que de négociation.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Le montant brut des revenus d'assurance s'est établi à 2 223 millions de dollars, comparativement à 61 millions pour l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements et de l'accroissement des ventes de rentes. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la section Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, et sur les résultats présentés sur la base des revenus nets que renferme la présente section qui traite des revenus, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Variation des revenus nets d'intérêts, de l'actif productif moyen et de la marge nette d'intérêts ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)			Actif productif moyen 3)			Marge nette d'intérêts (en points de base)		
	T3-2023	T2-2023	T3-2022	T3-2023	T2-2023	T3-2022	T3-2023	T2-2023	T3-2022
PE Canada	2 129	1 983	1 938	305 354	301 268	282 781	277	270	272
PE États-Unis	2 066	2 156	1 278	215 960	223 100	137 169	380	396	370
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	4 195	4 139	3 216	521 314	524 368	419 950	319	324	304
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	710	675	981	639 912	640 840	552 929	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable	4 905	4 814	4 197	1 161 226	1 165 208	972 879	168	169	171
Total ajusté	4 908	4 821	4 159	1 161 226	1 165 208	972 879	168	170	170
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs productifs	160	242	350	170 807	164 956	148 990	s. o.	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs	4 745	4 572	3 847	990 419	1 000 252	823 889	190	188	185
Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs productifs	4 748	4 579	3 809	990 419	1 000 252	823 889	190	188	183
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	1 550	1 589	1 001	161 991	164 475	107 372	380	396	370

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Revenus nets d'intérêts (bic) 2)		Actif productif moyen 3)		Marge nette d'intérêts (en points de base)	
	Cumul 2023	Cumul 2022	Cumul 2023	Cumul 2022	Cumul 2023	Cumul 2022
PE Canada	6 142	5 488	301 594	273 270	272	269
PE États-Unis	5 711	3 575	196 237	134 175	389	356
Services bancaires Particuliers et entreprises (PE)	11 853	9 063	497 831	407 445	318	297
Tous les autres groupes d'exploitation et Services d'entreprise 4)	1 887	3 055	636 971	557 675	s. o.	s. o.
Total comptable	13 740	12 118	1 134 802	965 120	162	168
Total ajusté	14 139	11 913	1 134 802	965 120	167	165
Revenus nets d'intérêts liés à la négociation et actifs de négociation	687	1 321	166 048	154 940	s. o.	s. o.
Total comptable compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	13 053	10 797	968 754	810 180	180	178
Total ajusté compte non tenu des revenus nets d'intérêts liés à la négociation et des actifs de négociation	13 452	10 592	968 754	810 180	186	175
PE États-Unis (en millions de dollars américains)	4 248	2 811	145 991	105 507	389	356

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les revenus des groupes d'exploitation sont présentés selon une base d'imposition comparable (bic) dans les revenus nets d'intérêts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO.

3) L'actif productif moyen représente le solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des titres et des prêts, pour une période de un an.

4) Pour de plus amples renseignements sur les revenus d'intérêts de ces autres groupes d'exploitation et des Services d'entreprise, il y a lieu de se reporter à la section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

s. o. – sans objet

Total des dotations à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 492 millions de dollars, comparativement à un total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 136 millions pour l'exercice précédent. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 30 points de base, comparativement à 10 points de base pour l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 333 millions de dollars, en hausse de 229 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 21 points de base, contre 8 points de base un an plus tôt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 159 millions de dollars, en hausse de 127 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 159 millions pour le trimestre à l'étude reflète principalement la migration du crédit du portefeuille. La dotation à la provision pour pertes sur créances de 32 millions pour l'exercice précédent reflétait une détérioration des perspectives économiques et la croissance des soldes, essentiellement contrebalancées par la diminution des incertitudes liées à la pandémie qui s'est poursuivie et une migration favorable du portefeuille.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables a diminué de 531 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, et le total des dotations à la provision ajustées a augmenté de 174 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances ajustée au trimestre précédent ne tient pas compte de la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West de 705 millions. Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances exprimé en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établi à 30 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée, comparativement à 65 points de base sur une base comptable et à 20 points de base sur une base ajustée pour le trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 90 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux exprimée en pourcentage du solde net moyen des prêts et acceptations s'est établie à 21 points de base, comparativement à 16 points de base pour le trimestre précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 159 millions de dollars sur une base comptable et sur une base ajustée, comparativement à 780 millions sur une base comptable et à 75 millions sur une base ajustée pour le trimestre précédent. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 75 millions pour le trimestre précédent reflétait la migration du crédit du portefeuille, les changements apportés à un modèle et l'incertitude économique, facteurs contrebalancés par une légère amélioration des variables macroéconomiques, y compris l'avantage continu découlant des transactions comportant un transfert de risque.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances comptables s'est chiffré à 1 732 millions de dollars et le total des dotations à la provision pour pertes sur créances ajustées s'est établi à 1 027 millions, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances comptable et ajustée de 87 millions pour l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 38 points de base sur une base comptable et à 22 points de base sur une base ajustée, comparativement à un ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 2 points de base sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 772 millions de dollars, a augmenté de 462 millions par rapport à l'an dernier. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 17 points de base, comparativement à 8 points de base pour l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est chiffrée à 960 millions de dollars sur une base comptable, y compris la dotation initiale à la provision relativement à Bank of the West, et à 255 millions sur une base ajustée, comparativement à un recouvrement de 223 millions sur une base comptable et sur une base ajustée pour l'exercice précédent. Sur une base ajustée, la dotation à la provision pour pertes sur créances sur les prêts productifs de 255 millions pour le trimestre à l'étude reflète principalement la migration du crédit du portefeuille, l'incertitude économique et la croissance de certains portefeuilles, facteurs en partie contrés par une légère amélioration des variables macroéconomiques et les avantages découlant des transactions comportant un transfert de risque. Le recouvrement de 223 millions de l'exercice précédent reflète principalement une diminution de l'incertitude résultant de l'amélioration du contexte pandémique et l'amélioration de la qualité du crédit du portefeuille, facteurs en partie contrebalancés par une détérioration des perspectives économiques, la croissance des soldes et l'adoption d'une pondération accrue des scénarios défavorables au cours du deuxième trimestre de 2022.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T3-2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	209	119	328	1	1	3	333
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	60	84	144	6	9	-	159
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	269	203	472	7	10	3	492
T2-2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	173	66	239	1	-	3	243
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	55	3	58	3	17	702	780
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	228	69	297	4	17	705	1 023
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis 1)	-	-	-	-	-	(705)	(705)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances, après ajustement 1) 2)	228	69	297	4	17	-	318
T3-2022							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances lié aux prêts douteux	104	22	126	2	(22)	(2)	104
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(15)	46	31	(12)	15	(2)	32
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	89	68	157	(10)	(7)	(4)	136
Cumul 2023							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	536	233	769	3	(2)	2	772
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	125	101	226	14	19	701	960
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	661	334	995	17	17	703	1 732
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 1)	-	-	-	-	-	(705)	(705)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances ajustées 1) 2)	661	334	995	17	17	(2)	1 027
Cumul 2022							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	290	60	350	2	(37)	(5)	310
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(123)	(105)	(228)	(7)	12	-	(223)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	167	(45)	122	(5)	(25)	(5)	87

1) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 705 millions de dollars découlant du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.

2) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, et les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,30	0,65	0,10	0,38	0,02
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,21	0,16	0,08	0,17	0,08

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 2 844 millions de dollars, comparativement à 1 954 millions pour l'exercice précédent, les plus importantes augmentations des prêts douteux étant attribuables au secteur du commerce de détail, aux prêts aux particuliers, au secteur immobilier commercial et au secteur du commerce de gros. Le SBPD a augmenté de 186 millions par rapport à 2 658 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 917 millions de dollars, comparativement à 341 millions un an plus tôt et à 843 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
SBPD à l'ouverture de la période	2 658	2 027	2 123	1 991	2 169
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	917	843	341	2 281	1 136
Acquisition de prêts douteux au cours de la période	-	415	-	415	-
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(120)	(101)	(162)	(361)	(428)
Remboursements, montant net	(384)	(397)	(220)	(966)	(667)
Montants sortis du bilan	(190)	(151)	(93)	(482)	(245)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-	-	-
Cessions de prêts	-	-	(34)	-	(45)
Fluctuations des cours de change et autres variations	(37)	22	(1)	(34)	34
SBPD à la clôture de la période	2 844	2 658	1 954	2 844	1 954
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,44	0,41	0,36	0,44	0,36

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 4 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en baisse de 409 millions par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ont diminué en raison surtout des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les SCVPI ont diminué de 587 millions par rapport au trimestre précédent, du fait de la baisse des charges liée à une variation de nos portefeuilles de longévité et des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités, facteurs en partie contrés par les primes sur les rentes plus élevées. Ces variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus d'assurance.

Charges autres que d'intérêts

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 5 638 millions de dollars, comparativement à 3 859 millions à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont situées à 5 011 millions, en hausse de 1 250 millions, ou de 33 %. Bank of the West a contribué aux charges autres que d'intérêts à hauteur de 1 338 millions sur une base comptable, et de 749 millions sur une base ajustée. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les charges autres que d'intérêts d'environ 2 % sur une base comptable et sur une base ajustée. Les charges autres que d'intérêts ajustées ne tiennent pas compte de l'incidence des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions tant pour l'exercice à l'étude que pour l'exercice précédent, ni de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien au cours du trimestre à l'étude.

L'augmentation des charges autres que d'intérêts reflète les éléments précités. Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont monté en raison de l'incidence de Bank of the West et d'AIR MILES, de la hausse des frais liés au personnel, y compris les coûts liés aux indemnités de départ, de l'accroissement des provisions pour frais juridiques et de la hausse des coûts de publicité, ainsi que de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le ratio d'efficacité brut comptable s'est établi à 71,1 %, comparativement à 63,3 % à l'exercice précédent. Sur la base des revenus nets¹⁾, le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 71,1 %, comparativement à 67,9 % pour l'exercice précédent et le ratio d'efficacité ajusté s'est chiffré à 62,1 %, comparativement à 56,7 % un an plus tôt. Le levier d'exploitation brut comptable a été de -16,1 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -6,8 % et le levier d'exploitation ajusté s'est établi à -11,6 %.

1) Ce ratio est calculé à partir des revenus nets et des charges autres que d'intérêts. Pour obtenir plus de renseignements sur les revenus, il y a lieu de se reporter à la section Revenus.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Les charges autres que d'intérêts comptables ont augmenté de 65 millions de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées ont grimpé de 280 millions, ou de 6 %. L'affaiblissement du dollar américain a entraîné une diminution des charges autres que d'intérêts d'environ 1 % sur une base comptable et sur une base ajustée. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés.

L'augmentation des charges autres que d'intérêts comptables est attribuable à la hausse des indemnités de départ, à l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude, à la hausse de coûts liés aux technologies et à l'incidence d'AIR MILES, facteurs en partie contrebalancés par la diminution des frais de bureau et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 15 632 millions de dollars, en hausse de 4 214 millions, ou de 37 %, par rapport à l'exercice précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 13 914 millions, en hausse de 2 674 millions, ou de 24 %. Le raffermissement du dollar américain a eu pour effet de faire croître les charges autres que d'intérêts d'environ 3 % sur une base comptable et 2 % sur une base ajustée. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte des éléments susmentionnés.

L'augmentation des charges autres que d'intérêts comptables reflète principalement la hausse des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions. Les charges autres que d'intérêts comptables et ajustées ont monté en raison de l'inclusion de Bank of the West, de la hausse des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et l'augmentation des coûts liés aux technologies et des frais de publicité, et du raffermissement du dollar américain.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 68,4 %, comparativement à 49,3 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 74,3 %, contre 48,7 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté, sur la base des revenus nets, s'est établi à 59,9 %, comparativement à 55,4 %, il y a un an. Le levier d'exploitation brut comptable a été de -38,2 %. Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de -47,2 % et le levier d'exploitation net ajusté s'est établi à -9,5 %.

Les états financiers consolidés intermédiaires non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Charge d'impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 341 millions de dollars, en hausse de 15 millions par rapport au troisième trimestre de 2022 et de 147 millions par rapport au deuxième trimestre de 2023. Le taux d'impôt effectif a été de 19,0 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 19,3 % pour le troisième trimestre de 2022 et à 15,5 % pour le deuxième trimestre de 2023. La variation du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de celui du deuxième trimestre de 2023 est principalement attribuable à l'incidence du recul du bénéfice avant impôts du trimestre précédent.

La charge d'impôts sur le résultat s'est élevée à 526 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 76 millions par rapport au troisième trimestre de 2022 et de 65 millions par rapport au deuxième trimestre de 2023. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 20,5 % pour le trimestre à l'étude, contre 22,0 % pour le troisième trimestre de 2022 et 21,1 % pour le deuxième trimestre de 2023. La variation du taux d'impôt effectif ajusté pour le trimestre à l'étude en regard de celui du troisième trimestre de 2022 est principalement attribuable à la composition des résultats et à l'incidence du recul du bénéfice avant impôts de l'exercice considéré.

On trouvera d'autres renseignements sur la comptabilisation des impôts sur le résultat à la note 10 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Pour de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR que renferme la présente section qui traite de la charge d'impôts sur le résultat, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2023	Au 31 octobre 2022
Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	85 920	93 200
Valeurs mobilières	311 830	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	113 442	113 194
Solde net des prêts et acceptations	640 391	564 574
Instruments dérivés	33 153	48 160
Autres actifs	63 818	46 809
Total des actifs	1 248 554	1 139 199
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	883 569	769 478
Instruments dérivés	43 276	59 956
Titres mis en pension ou prêtés	96 149	103 963
Autres passifs	143 304	126 614
Dette subordonnée	8 062	8 150
Capitaux propres	74 173	71 038
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	21	-
Total des passifs et des capitaux propres	1 248 554	1 139 199

Au 31 juillet 2023, le total des actifs atteignait 1 248,6 milliards de dollars, en hausse de 109,4 milliards en regard du 31 octobre 2022. L'incidence de l'affaiblissement du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 17,0 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont reculé de 7,3 milliards de dollars, en raison principalement de la baisse des soldes détenus auprès des banques centrales.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 38,6 milliards de dollars, principalement du fait de l'inclusion de Bank of the West et des activités des clients de BMO Marchés des capitaux, facteurs qui ont été en partie compensés par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés sont demeurés relativement stables, alors que les activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux ont été contrebalancées par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le solde net des prêts et acceptations a augmenté de 75,8 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 15,4 milliards, ce qui reflète l'incidence de l'acquisition de Bank of the West et de la croissance enregistrée par PE Canada, BMO Marchés des capitaux et BMO Gestion de patrimoine, facteurs en partie compensés par la baisse des soldes dans la monnaie d'origine de PE États-Unis et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers ont augmenté de 17,5 milliards en raison de l'inclusion de l'acquisition de Bank of the West, ce qui a été contré en partie par la baisse des soldes dans le cas de nos Services bancaires PE. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 23,0 milliards, essentiellement du fait de l'incidence de Bank of the West et de la croissance enregistrée par nos Services bancaires PE. Les prêts hypothécaires autres qu'à l'habitation ont augmenté de 18,8 milliards, en

raison principalement de l'inclusion de Bank of the West. Les soldes de cartes de crédit ont monté de 2,0 milliards, en raison de la croissance enregistrée par PE Canada et de l'inclusion de Bank of the West.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 15,0 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux, ainsi que de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur produits de base, des contrats sur taux d'intérêt et sur titres de participation.

Les autres actifs ont augmenté de 17,0 milliards de dollars en raison de l'inclusion de Bank of the West, attribuable surtout à l'écart d'acquisition et aux immobilisations incorporelles.

Les passifs ont augmenté de 106,2 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2022. L'incidence de la dépréciation du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 16,2 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont augmenté de 114,1 milliards de dollars. Les dépôts des clients ont affiché une hausse de 85,4 milliards, ce qui reflète l'incidence de l'inclusion de Bank of the West et de la croissance enregistrée par PE Canada et BMO Marchés des capitaux, ce qui a été contré en partie par une baisse des dépôts des clients dans la monnaie d'origine de PE États-Unis et de BMO Gestion de patrimoine, ainsi que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les autres dépôts ont progressé de 28,7 milliards, en vue de financer les activités menées par les clients des Marchés mondiaux et de satisfaire les besoins en financement structurel, ce qui a été compensé en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les passifs financiers dérivés ont diminué de 16,7 milliards de dollars, surtout en raison de la diminution de la valeur des instruments dérivés de négociation du fait des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de la baisse de la juste valeur des contrats de change, des contrats sur taux d'intérêt, sur produits de base et sur titres de participation.

Les titres mis en pension ou prêtés ont reculé de 7,8 milliards de dollars, en raison essentiellement des activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les autres passifs ont augmenté de 16,7 milliards de dollars du fait de la hausse des avances de la Federal Home Loan Bank, de l'augmentation des titres vendus à découvert imputable aux activités menées par les clients de BMO Marchés des capitaux et de la hausse des passifs liés à l'assurance, en partie compensées par la baisse des acceptations découlant des niveaux plus faibles des acceptations émises sur le marché.

La dette subordonnée est demeurée relativement inchangée.

Les capitaux propres ont augmenté de 3,1 milliards de dollars en regard du 31 octobre 2022, du fait surtout des émissions d'actions ordinaires et privilégiées, ce qui a été contré en partie par la baisse du cumul des autres éléments du résultat global et par celle des résultats non distribués. Les actions ordinaires ont progressé de 4,7 milliards du fait de l'émission d'actions au cours du premier trimestre de 2023 et de celle survenue aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Les actions privilégiées et les autres instruments de capitaux propres ont augmenté de 0,7 milliard, reflet d'une émission au cours du premier trimestre de 2023. Le cumul des autres éléments du résultat global a régressé de 1,6 milliard, en grande partie du fait de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain à la conversion des investissements nets dans des établissements à l'étranger et des pertes sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur. Les résultats non distribués ont reculé de 617 millions de dollars en raison des dividendes et des distributions sur les autres instruments de capitaux propres, ce qui a été en partie contré par le bénéfice net gagné pendant l'exercice considéré.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites dans le tableau des échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan de la section Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Analyse des fonds propres réglementaires du troisième trimestre de 2023

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,3 % au 31 juillet 2023, en hausse par rapport aux 12,2 % enregistrés à la fin du deuxième trimestre de 2023, en raison essentiellement de la génération interne de fonds, des actions ordinaires émises aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques, facteurs contrés en partie par l'acquisition d'AIR MILES et les coûts d'acquisition et d'intégration liés à Bank of the West.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 50,9 milliards de dollars au 31 juillet 2023, en baisse par rapport à 51,4 milliards au 30 avril 2023, du fait que la génération interne de fonds et les actions ordinaires émises aux termes du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions ont été plus que contrebalancées par l'incidence des fluctuations de change et par une déduction plus élevée des fonds au titre de l'écart d'acquisition et des immobilisations incorporelles afférents à l'acquisition d'AIR MILES et les coûts d'acquisition et d'intégration liés à Bank of the West.

Les actifs pondérés en fonction des risques se sont établis à 412,9 milliards de dollars au 31 juillet 2023, un recul par rapport à 420,0 milliards générés au 30 avril 2023 qui est principalement attribuable à l'incidence des fluctuations de change de même qu'à la taille moindre des actifs et à des changements apportés à la méthodologie.

Dans le cadre du calcul des ratios pour les fonds propres réglementaires, il est nécessaire d'augmenter le total des actifs pondérés en fonction des risques lorsque le montant au titre du plancher de fonds propres calculé selon l'approche standard est plus élevé qu'un montant obtenu par un calcul similaire utilisant des approches internes modélisées, plus sensible au risque, le cas échéant. Le plancher de fonds propres ne s'est pas appliqué au 31 juillet 2023, tout comme au 30 avril 2023.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 14,0 % et à 16,1 % au 31 juillet 2023 comparativement à 13,9 % et à 16,0 % au 30 avril 2023, en raison surtout des mêmes facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Notre ratio de levier à 4,2 % au 31 juillet 2023 est demeuré inchangé par rapport au 30 avril 2023.

Le ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques et le ratio de levier TLAC de la Banque se sont établis respectivement à 26,8 % et à 8,1 % au 31 juillet 2023 contre respectivement 27,0 % et 8,3 % au 30 avril 2023.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 20 juin 2023, le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure augmenterait, passant de 3 % à 3,5 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} novembre 2023. Le 8 décembre 2022, le BSIF a accru la réserve pour stabilité intérieure, passant d'une fourchette de 0 % à 2,5 % à une fourchette de 0 % à 4 %.

La mise en œuvre au Canada des réformes de Bâle III afférentes aux exigences en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidité et de communication de l'information a pris effet au deuxième trimestre de 2023. Les modifications touchant les fonds propres en vertu de ces réformes comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel. Le facteur d'ajustement lié au niveau plancher de fonds propres a été fixé à 65 % avec prise d'effet le 1^{er} février 2023, augmentant de 2,5 % le 1^{er} novembre de chaque année pour atteindre 72,5 % au cours de l'exercice 2026. Depuis le 1^{er} février 2023, les BIS¹ sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de levier TLAC, en plus de l'exigence minimale. Les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet le 1^{er} novembre 2023.

Il y a lieu de se reporter à la section Autres faits nouveaux en matière de réglementation du présent document et à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022 pour une analyse plus détaillée sur l'évolution des exigences en matière de réglementation.

Fonds propres réglementaires, levier et TLAC

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice NFP et la ligne directrice Exigences de levier (EL) établies par le BSIF, en fonction des normes établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les exigences relatives à la TLAC sont établies conformément à la ligne directrice TLAC du BSIF. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres, de levier et de la TLAC sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 2)	Réserve pour stabilité intérieure 3)	Exigences minimales de fonds propres, de levier et de la TLAC, y compris les réserves de fonds propres	Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC de BMO au 31 juillet 2023
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	11,0 %	12,3 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	12,5 %	14,0 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	s. o.	3,0 %	14,5 %	16,1 %
Ratio TLAC	21,5 %	s. o.	s. o.	3,0 %	24,5 %	26,8 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	0,5 %	s. o.	3,5 %	4,2 %
Ratio de levier TLAC	6,75 %	s. o.	0,5 %	s. o.	7,25 %	8,1 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui seront satisfaites tout comme les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au troisième trimestre de 2023). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Depuis le 1^{er} février 2023, les BIS¹ sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de fonds propres au titre du premier pilier de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de levier TLAC.

3) Le BSIF exige des BIS¹ qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve a été établie à 3,0 % au 31 juillet 2023. Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2023, cette réserve augmentera à 3,5 %. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres. Les banques pourraient être tenues de détenir des réserves supplémentaires pouvant s'appliquer aux ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC.

s. o. – sans objet

Fonds propres réglementaires et TLAC ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T4-2022
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	67 215	69 108	64 730
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(16 320)	(17 704)	(3 839)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	50 895	51 404	60 891
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	6 958	6 958	6 308
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(86)	(83)	(78)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	6 872	6 875	6 230
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	57 767	58 279	67 121
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	8 792	9 086	8 238
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(55)	(67)	(50)
Fonds propres de catégorie 2	8 737	9 019	8 188
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	66 504	67 298	75 309
Autres instruments TLAC 4)	44 366	46 232	45 554
Ajustements appliqués aux autres instruments TLAC	(60)	(52)	(200)
Autres instruments TLAC disponibles après ajustements	44 306	46 180	45 354
TLAC	110 810	113 478	120 663
Actifs pondérés en fonction des risques 5)	412 943	419 994	363 997
Exposition aux fins du ratio de levier	1 369 745	1 371 512	1 189 990
Ratios des fonds propres, de levier et de la TLAC (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,3	12,2	16,7
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,0	13,9	18,4
Ratio du total des fonds propres	16,1	16,0	20,7
Ratio TLAC	26,8	27,0	33,1
Ratio de levier	4,2	4,2	5,6
Ratio de levier TLAC	8,1	8,3	10,1

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4) Les autres instruments TLAC englobent la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada.

5) Les institutions qui utilisent des approches internes modélisées pour le risque de crédit, le risque de contrepartie ou le risque de marché sont assujetties aux exigences en matière de plancher de fonds propres s'appliquant aux actifs pondérés en fonction des risques, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

La ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) du BSIF comprend une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) selon laquelle il faut convertir en actions ordinaires des instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et des instruments de fonds propres de catégorie 2 si le BSIF annonçait qu'une banque n'est plus viable, ou sur le point de le devenir, ou que l'administration fédérale ou une administration provinciale canadienne annonce publiquement que la banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capitaux, ou une aide équivalente, pour éviter la non-viabilité. Conformément aux principes énoncés dans la ligne directrice NFP, la méthode de conversion en actions ordinaires doit tenir compte de la hiérarchie des créances en liquidation afin de s'assurer que les détenteurs d'instruments des autres éléments de fonds propres de catégorie 1 et des instruments de fonds propres de catégorie 2 reçoivent des droits économiques qui sont plus favorables que ceux accordés aux actionnaires ordinaires existants.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 31 juillet 2023	Nombre d'actions	Montant (en millions)
Actions ordinaires ²⁾	716 672 738	22 474 \$
Actions privilégiées de catégorie B *		
Série 27	20 000 000	500 \$
Série 29	16 000 000	400 \$
Série 31	12 000 000	300 \$
Série 33	8 000 000	200 \$
Série 44	16 000 000	400 \$
Série 46	14 000 000	350 \$
Série 50	500 000	500 \$
Série 52	650 000	650 \$
Autres instruments de capitaux propres *		
Billets subordonnés à 4,800 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires		500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 %		1 250 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 %		750 \$
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 %		1 000 \$
Billets à moyen terme *		
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032		1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028		850 \$ US
Série J – tranche 1		1 000 \$
Série J – tranche 2		1 250 \$
Série K – tranche 1		1 000 \$
Billets subordonnés à 3,088 % échéant en 2037		1 250 \$ US
Série L – tranche 1		750 \$
Options sur actions		
Droits acquis	2 970 813	
Droits non acquis	3 722 714	

* Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49, et aux actions privilégiées, série 51 au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3, respectivement émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité, qui comprennent actuellement les actifs détenus dans une fiducie à recours limité.

- 1) Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 des états financiers consolidés audités du Rapport annuel de BMO pour 2022. La note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- 2) Le nombre d'actions ordinaires est présenté déduction faite de 183 408 actions propres.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,9 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre, nous avons émis des actions ordinaires pour un montant de 413 millions de dollars dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions et aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 8 août 2023, nous avons fait part de notre intention de racheter, à la valeur nominale, la totalité de nos billets subordonnés (FPUNV) à 4,338 % pour un montant de 850 millions de dollars américains, majorés des intérêts courus et impayés à la date de rachat du 5 octobre 2023, mais excluant celle-ci.

Le 31 janvier 2023, nous avons procédé à une offre publique au Canada portant sur l'émission d'actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV) pour un montant de 650 millions de dollars.

Le 25 janvier 2023, nous avons procédé à un placement privé d'actions ordinaires pour un montant de 750 millions de dollars en faveur de BNP Paribas SA. Le 16 décembre 2022, nous avons procédé à une offre publique et à un placement privé simultané portant sur l'émission d'actions ordinaires pour un montant totalisant 2,6 milliards de dollars. Les actions ordinaires ont été émises afin de rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues et aux fins des besoins généraux d'exploitation.

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis des actions ordinaires pour un montant de 153 millions de dollars aux fins de l'acquisition de Radicle Group Inc.

Dividendes

Le 29 août 2023, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,47 \$ par action, un montant inchangé par rapport au trimestre précédent et en hausse de 0,08 \$, ou de 6 %, par rapport à l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 28 novembre 2023 aux actionnaires inscrits le 30 octobre 2023. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions. Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du Régime. L'escompte ne s'appliquera pas aux actions ordinaires achetées dans le volet « versements facultatifs en espèces » du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Méthode de présentation des résultats des groupes d'exploitation de BMO

BMO présente les résultats financiers de ses trois groupes d'exploitation, dont l'un comprend deux unités d'exploitation, et ils sont tous soutenus par les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations des Services d'entreprise. Les résultats des unités d'exploitation comprennent les ventilations des revenus liées à la trésorerie, les ventilations des charges autres que d'intérêts provenant des unités fonctionnelles et de l'unité Technologie et opérations (T&O), et les fonds propres imputés. L'incidence de l'acquisition de Bank of the West est prise en compte dans nos résultats du trimestre à l'étude et du premier semestre en tant que regroupement d'entreprises, et les résultats d'exploitation sont principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine, selon la segmentation de la clientèle de Bank of the West et nos méthodes d'imputation, lesquelles pourraient être modifiées après la conversion.

BMO a recours à la fixation des prix de cession interne des fonds et des liquidités entre la trésorerie et les unités d'exploitation pour attribuer le coût et le crédit appropriés aux fonds afin d'établir adéquatement le prix des prêts et des dépôts et de faciliter l'évaluation de la performance en matière de rentabilité de chaque secteur d'activité. En outre, ces méthodes tiennent compte du coût des actifs liquides supplémentaires qui sont détenus afin de combler d'éventuels besoins en liquidité et de faciliter la gestion du risque de taux d'intérêt et du risque de liquidité dans le respect de notre cadre d'appétit pour le risque et des exigences réglementaires. Nous passons en revue nos méthodologies de prix de cession interne au moins une fois l'an afin qu'elles soient conformes à nos pratiques de gestion des risques de taux d'intérêt, de liquidité et de financement.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et l'unité T&O sont en grande partie répartis entre les quatre unités d'exploitation, les montants restants étant pris en compte dans les Services d'entreprise. Les charges directement engagées pour soutenir une unité d'exploitation spécifique sont généralement attribuées à cette unité d'exploitation. Les autres charges qui ne sont pas directement attribuables à une unité d'exploitation spécifique sont réparties entre les unités d'exploitation d'une manière qui reflète raisonnablement le niveau de soutien fourni à chaque unité d'exploitation. Nous passons en revue périodiquement ces méthodes de répartition des charges.

Les fonds propres sont imputés aux unités d'exploitation en fonction du montant de fonds propres réglementaires requis pour soutenir les activités commerciales. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022, afin de tenir compte du renforcement des exigences de fonds propres. Les fonds propres non imputés sont comptabilisés dans les Services d'entreprise. Nous passons en revue chaque année nos méthodes d'imputation des fonds propres.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités de notre structure organisationnelle soient réorientés pour appuyer nos priorités stratégiques, et les chiffres des périodes antérieures ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

À l'instar des membres de notre groupe bancaire de référence au Canada, nous analysons les revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans les états financiers consolidés annuels audités plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses unités d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	4 195	4 139	3 216	11 853	9 063
Revenus autres que d'intérêts	1 075	1 004	889	2 980	2 807
Total des revenus (bic) 2)	5 270	5 143	4 105	14 833	11 870
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	328	239	126	769	350
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	144	58	31	226	(228)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	472	297	157	995	122
Charges autres que d'intérêts	2 821	2 665	1 906	7 436	5 427
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 977	2 181	2 042	6 402	6 321
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	486	531	509	1 583	1 575
Bénéfice net comptable	1 491	1 650	1 533	4 819	4 746
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	23	22	17	63	58
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	-	-	2	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 466	1 628	1 516	4 754	4 688
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	6	2	-	8	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	79	78	1	158	4
Bénéfice net ajusté	1 576	1 730	1 534	4 985	4 750
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	1 551	1 708	1 517	4 920	4 692

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des montants sur une base d'imposition comparable (bic) de 8 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, de 8 millions pour le deuxième trimestre de 2023, de 6 millions pour le troisième trimestre de 2022, de 24 millions pour le cumul 2023 et de 17 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat.

3) Des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 8 millions de dollars avant impôts liés à l'acquisition d'AIR MILES pour le troisième trimestre de 2023, ainsi que de 3 millions pour le deuxième trimestre 2023 et de 11 millions pour le cumul 2023 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Des montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions des Services bancaires PE de 106 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, de 105 millions pour le deuxième trimestre de 2023, de 1 million pour le troisième trimestre de 2022, de 213 millions pour le cumul 2023 et de 5 millions pour le cumul 2022 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est chiffré à 1 491 millions de dollars, en baisse de 42 millions, ou 3 % par rapport à l'exercice précédent et en baisse de 159 millions, ou 10 % par rapport au trimestre précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts	2 129	1 983	1 938	6 142	5 488
Revenus autres que d'intérêts	656	563	591	1 818	1 833
Total des revenus	2 785	2 546	2 529	7 960	7 321
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	209	173	104	536	290
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	60	55	(15)	125	(123)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	269	228	89	661	167
Charges autres que d'intérêts	1 256	1 126	1 134	3 499	3 218
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 260	1 192	1 306	3 800	3 936
Charge d'impôts sur le résultat	345	331	341	1 044	1 027
Bénéfice net comptable	915	861	965	2 756	2 909
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	11	9	11	30	32
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	904	852	954	2 726	2 877
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 2)	6	2	-	8	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	2	1	-	3	1
Bénéfice net ajusté	923	864	965	2 767	2 910
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	912	855	954	2 737	2 878
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 245	1 122	1 134	3 484	3 217
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	2 006	1 808	1 766	5 666	5 093
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	779	738	763	2 294	2 228
Croissance du bénéfice net (%)	(5,2)	(8,3)	16,6	(5,3)	23,5
Croissance des revenus (%)	10,1	6,7	12,9	8,7	12,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	10,9	6,1	10,3	8,8	10,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	10,0	5,9	10,3	8,4	10,3
Rendement des capitaux propres (%) 4)	25,6	25,1	32,0	27,0	33,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 4)	25,8	25,2	32,0	27,1	33,0
Levier d'exploitation (%)	(0,8)	0,6	2,6	(0,1)	2,6
Levier d'exploitation ajusté (%)	0,1	0,8	2,6	0,3	2,6
Ratio d'efficience (%)	45,1	44,2	44,8	44,0	44,0
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,77	2,70	2,72	2,72	2,69
Actif productif moyen	305 354	301 268	282 781	301 594	273 270
Solde moyen brut des prêts et acceptations	316 162	312 685	295 167	312 946	285 661
Solde moyen des dépôts	276 577	268 342	246 832	268 755	240 305

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de 8 millions de dollars avant impôts liés à l'acquisition d'AIR MILESsm pour le troisième trimestre de 2023, ainsi que de 3 millions pour le deuxième trimestre de 2023 et de 11 millions pour le cumul de 2023 ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Les montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions se sont chiffrés à 3 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 1 million pour le deuxième trimestre de 2023, à néant pour le troisième trimestre de 2022, à 4 millions pour le cumul 2023 et à 1 million pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

4) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE Canada s'est chiffré à 915 millions de dollars, en baisse de 50 millions, ou de 5 %, par rapport à l'exercice précédent.

Le total des revenus s'est établi à 2 785 millions de dollars, en hausse de 256 millions, ou de 10 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 191 millions, ou de 10 %, en raison de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 65 millions, ou de 11 %, du fait surtout de l'inclusion des résultats d'AIR MILES et de l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,77 %, a progressé de 5 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'accroissement des marges sur les dépôts et les prêts, contrebalancé en partie par un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires aux particuliers et entreprises ont augmenté de 240 millions de dollars, ou de 14 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 16 millions, ou de 2 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus nets d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 269 millions de dollars, en hausse de 180 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 209 millions, en hausse de 105 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées à nos Services bancaires Particuliers et entreprises et à nos Services bancaires aux grandes entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 60 millions a été enregistrée, comparativement à un recouvrement de 15 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 256 millions de dollars, en hausse de 122 millions, ou de 11 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'augmentation des frais liés au personnel, attribuable surtout à des indemnités de départ, l'incidence d'AIR MILES et les coûts liés à la technologie plus élevés, ce qui reflète les investissements dans les activités.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 21,0 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à il y a un an, pour s'établir à 316,2 milliards. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont progressé de 6 % et ceux des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 7 %, tandis que les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 19 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 29,7 milliards, ou de 12 %, pour s'établir à 276,6 milliards. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 14 % et les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 9 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a augmenté de 54 millions de dollars, ou de 6 %, comparativement au trimestre précédent.

Le total des revenus a augmenté de 239 millions de dollars, ou de 9 % par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 146 millions, ou de 7 %, en raison de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts et l'accroissement des soldes. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 93 millions, ou 17 %, ce qui est essentiellement attribuable à l'inclusion des résultats d'AIR MILES et à la hausse des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,77 %, a grimpé de 7 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison de l'élargissement des marges sur les dépôts et les prêts et d'un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 198 millions de dollars, ou de 11 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 41 millions, ou de 6 %, ce qui s'explique dans les deux cas par la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 41 millions de dollars, comparativement au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est accrue de 36 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 60 millions a été enregistrée, comparativement à une dotation de 55 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 130 millions de dollars, ou de 12 % par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète l'augmentation des frais liés au personnel, du fait surtout des indemnités de départ et de l'incidence d'AIR MILES.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 3,5 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 1 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises sont demeurés relativement inchangés et les soldes de cartes de crédit ont augmenté de 7 %. Le solde moyen des dépôts a augmenté de 8,2 milliards, ou de 3 % eu égard au trimestre précédent. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 2 % et les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 6 %, grâce surtout à la forte croissance des dépôts à terme.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 756 millions de dollars, en baisse de 153 millions, ou de 5 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 7 960 millions de dollars, en hausse de 639 millions, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 654 millions, ou de 12 %, en raison de l'accroissement des soldes et de l'élargissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 15 millions, ou de 1 %, du fait surtout de la baisse des profits sur les investissements dans nos Services bancaires aux grandes entreprises et du recul des revenus tirés des commissions de distribution de fonds d'investissement et des revenus tirés des commissions sur prêts, ce qui a été contré en partie par l'inclusion des résultats d'AIR MILES et l'augmentation des revenus générés par les cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,72 %, a progressé de 3 points de base par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des marges sur les dépôts, contrebalancé en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et un changement dans la composition des dépôts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 573 millions de dollars, ou de 11 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises se sont renforcés de 66 millions, ou de 3 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, ce qui a été compensé partiellement par une baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 661 millions de dollars, en hausse de 494 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 536 millions, en hausse de 246 millions, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des dotations aux provisions liées à nos Services bancaires Particuliers et entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 125 millions a été comptabilisée pour l'exercice à l'étude, comparativement à un recouvrement de 123 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 281 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui reflète l'augmentation des frais liés au personnel et les coûts liés à la technologie plus élevés, ainsi que l'incidence d'AIR MILES.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a progressé de 27,3 milliards de dollars, ou de 10 %, par rapport à l'exercice précédent. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises se sont accrus de 8 %, les soldes des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises, de 12 % et les soldes de cartes de crédit, de 20 %. Le solde moyen des dépôts a progressé de 28,5 milliards, ou de 12 %, par rapport à l'exercice précédent. Les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 14 % et les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont quant à eux augmenté de 7 %.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis) ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	2 066	2 156	1 278	5 711	3 575
Revenus autres que d'intérêts	419	441	298	1 162	974
Total des revenus (bic) 2)	2 485	2 597	1 576	6 873	4 549
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	119	66	22	233	60
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	84	3	46	101	(105)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	203	69	68	334	(45)
Charges autres que d'intérêts	1 565	1 539	772	3 937	2 209
Bénéfice avant impôts sur le résultat	717	989	736	2 602	2 385
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	141	200	168	539	548
Bénéfice net comptable	576	789	568	2 063	1 837
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	12	13	6	33	26
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	-	-	2	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	562	776	562	2 028	1 811
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	77	77	1	155	3
Bénéfice net ajusté	633	866	569	2 218	1 840
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	639	853	563	2 183	1 814
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 462	1 435	771	3 728	2 205
Croissance du bénéfice net (%)	1,4	34,0	3,2	12,3	10,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	14,7	46,8	2,3	20,5	9,2
Croissance des revenus (%)	57,7	78,7	16,5	51,1	10,2
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	102,6	112,5	11,5	78,2	6,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	89,7	98,5	12,5	69,1	7,9
Actif productif moyen	215 960	223 100	137 169	196 237	134 175
Solde moyen brut des prêts et acceptations	210 070	216 697	131 878	190 309	128 240
Solde moyen net des prêts et acceptations	208 177	214 639	131 070	188 701	127 422
Solde moyen des dépôts	210 099	221 294	142 865	193 001	144 549
(équivalents en millions de dollars américains)					
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	1 550	1 589	1 001	4 248	2 811
Revenus autres que d'intérêts	314	325	233	864	766
Total des revenus (bic) 2)	1 864	1 914	1 234	5 112	3 577
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	89	48	17	173	47
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	64	3	36	77	(82)
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	153	51	53	250	(35)
Charges autres que d'intérêts	1 175	1 134	604	2 930	1 736
Bénéfice avant impôts sur le résultat	536	729	577	1 932	1 876
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	105	148	132	400	431
Bénéfice net comptable	431	581	445	1 532	1 445
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	10	9	6	25	21
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	-	-	2	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	419	572	439	1 505	1 424
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 3)	58	57	1	116	3
Bénéfice net ajusté	489	638	446	1 648	1 448
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	479	629	440	1 623	1 427
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 097	1 056	603	2 773	1 732
Principaux facteurs et mesures de la performance (en dollars américains)					
Revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises	728	755	363	1 903	1 018
Revenus des Services bancaires aux grandes entreprises	1 136	1 159	871	3 209	2 559
Croissance du bénéfice net (%)	(3,0)	25,2	(0,2)	6,1	8,8
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	9,7	37,2	(1,1)	13,8	7,8
Croissance des revenus (%)	51,1	66,8	12,4	42,9	8,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	94,3	98,5	7,4	68,7	5,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	81,9	85,3	8,5	60,1	6,5
Rendement des capitaux propres (%) 4)	6,9	9,6	16,5	10,3	17,8
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 4)	7,9	10,6	16,6	11,1	17,8
Levier d'exploitation (%)	(43,2)	(31,7)	5,0	(25,8)	3,3
Levier d'exploitation ajusté (%)	(30,8)	(18,5)	3,9	(17,2)	2,3
Ratio d'efficience (%)	63,0	59,3	49,0	57,3	48,5
Ratio d'efficience ajusté (%)	58,8	55,2	48,9	54,2	48,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	3,80	3,96	3,70	3,89	3,56
Actif productif moyen	161 991	164 475	107 372	145 991	105 507
Solde moyen brut des prêts et acceptations	157 574	159 755	103 231	141 582	100 838
Solde moyen des dépôts	157 608	163 144	111 836	143 581	113 670

1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

- 2) Les montants sur une base d'imposition comparable (bic) se sont établis à 8 millions de dollars pour à la fois le troisième trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2023, à 6 millions pour le troisième trimestre 2022, à 24 millions pour le cumul 2023 et à 17 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils ont été pris en compte dans les ratios. Sur la base de la monnaie d'origine, les montants sur une base d'imposition comparable se sont établis à 6 millions de dollars américains pour à la fois le troisième trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2023, à 5 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, à 18 millions de dollars américains pour le cumul 2023 et à 14 millions de dollars américains pour le cumul 2022.
- 3) Les montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions se sont établis à 103 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 104 millions pour le deuxième trimestre de 2023, à 1 million pour le troisième trimestre de 2022, à 209 millions pour le cumul 2023 et à 4 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Sur la base de la monnaie d'origine, les montants avant impôts se sont établis à 78 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2023, à 78 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2023, à 1 million de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, à 157 millions de dollars américains pour le cumul 2023 et à 4 millions de dollars américains pour le cumul 2022.
- 4) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 576 millions de dollars, en hausse de 8 millions, ou de 1 %, comparativement à il y a un an. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 4 %, des revenus de 7 % et des charges de 8 %. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 431 millions de dollars, en baisse de 14 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, l'inclusion des résultats de Bank of the West ayant été plus que contrebalancée par une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus s'est établi à 1 864 millions de dollars, en hausse de 630 millions, ou de 51 %, par rapport à l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont progressé de 549 millions, ou de 55 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West et de l'accroissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 81 millions, ou de 35 %, du fait surtout de l'inclusion de Bank of the West, en partie compensée par la baisse des revenus tirés des dépôts, des revenus tirés des contrats de location simple et des revenus de commissions sur prêts. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,80 %, a augmenté de 10 points de base, principalement du fait de l'élargissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et des changements dans la combinaison des produits.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 365 millions de dollars, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts sous-jacents. Les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont grimpé de 265 millions, ou de 30 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West, contrebalancée en partie par le repli des revenus nets d'intérêts sous-jacents et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 153 millions de dollars, en hausse de 100 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 89 millions, soit une augmentation de 72 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises et aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 64 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une provision de 36 millions à l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 1 175 millions de dollars, en hausse de 571 millions, ou de 94 %, par rapport à l'an dernier, en raison essentiellement de l'incidence de Bank of the West et de l'augmentation des frais liés au personnel sous-jacents, y compris les indemnités de départ.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 54,3 milliards de dollars, ou de 53 %, par rapport à l'exercice précédent pour s'établir à 157,6 milliards, ce qui est essentiellement attribuable à l'inclusion de Bank of the West. Les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont progressé de 23,5 milliards et ceux des prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 30,9 milliards. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 45,8 milliards, ou de 41 % pour s'établir à 157,6 milliards, du fait surtout de l'inclusion de Bank of the West. Les dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises ont progressé de 21,3 milliards tandis que les dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont reculé de 24,5 milliards.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a reculé de 213 millions de dollars, ou de 27 %, par rapport au trimestre précédent. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable a diminué de 150 millions de dollars, ou de 26 %, par rapport à celui du trimestre précédent.

Le total des revenus a baissé de 50 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont diminué de 39 millions, ou de 3 %, en raison surtout du rétrécissement des marges nettes d'intérêts et d'une baisse des soldes des prêts et des dépôts, contrés en partie par l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude. Les revenus autres que d'intérêts ont diminué de 11 millions, ou de 3 %, ce qui s'explique par la baisse des revenus de commissions sur prêts, des revenus tirés des contrats de location et des revenus tirés des dépôts, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des revenus de commissions de consultation. La marge nette d'intérêts, qui s'est établie à 3,80 %, a diminué de 16 points de base par rapport au trimestre précédent, en raison surtout du rétrécissement des marges et de la baisse des soldes sur les dépôts, ainsi que du rétrécissement des marges sur les prêts.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont diminué de 27 millions de dollars, ou de 4 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont reculé de 23 millions, ou de 2 %, en raison essentiellement dans les deux cas de la baisse des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 102 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 41 millions, ce qui s'explique par l'augmentation des dotations aux provisions liées aux Services bancaires aux grandes entreprises et aux Services bancaires Particuliers et entreprises. Une dotation à la provision

pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 64 millions a été enregistrée au cours du trimestre à l'étude, comparativement à une dotation de 3 millions au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 41 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique essentiellement par les frais liés au personnel plus élevés, y compris les indemnités, ainsi que par l'augmentation des coûts de publicité et des autres coûts d'exploitation.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a diminué de 2,2 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent, en raison surtout d'une baisse de 3 % des soldes des Services bancaires aux grandes entreprises, contrebalancée en partie par la hausse de 2 % des soldes des Services bancaires Particuliers et entreprises. Le total des dépôts moyens a diminué de 5,5 milliards, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent, en raison d'une baisse de 5 % des dépôts des Services bancaires aux grandes entreprises et de 2 % des dépôts des Services bancaires Particuliers et entreprises.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 063 millions de dollars, en hausse de 226 millions, ou de 12 %, comparativement à l'an dernier. Le raffermissement du dollar américain a entraîné une hausse du bénéfice net de 6 %, des revenus, de 8 %, et des charges, de 10 %, respectivement. Tous les montants dans le reste de la présente section sont exprimés en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 532 millions de dollars, en hausse de 87 millions, ou de 6 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 5 112 millions de dollars, en hausse de 1 535 millions, ou de 43 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus nets d'intérêts ont avancé de 1 437 millions, ou de 51 %, en raison surtout de l'inclusion de Bank of the West, ainsi que l'accroissement des marges nettes d'intérêts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté de 98 millions, ou de 13 %, ce qui s'explique surtout par l'inclusion de Bank of the West et a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus tirés des dépôts, des contrats de location simple et de commissions sur prêts. La marge nette d'intérêts s'est élargie de 33 points de base pour s'établir à 3,89 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les dépôts, ce qui a été contré en partie par le rétrécissement des marges sur les prêts et par des changements dans la combinaison des produits.

Les revenus des Services bancaires Particuliers et entreprises ont augmenté de 885 millions de dollars, ou de 87 %, et les revenus des Services bancaires aux grandes entreprises ont augmenté de 650 millions, ou de 25 %, en raison de l'inclusion de Bank of the West et de la hausse des revenus nets d'intérêts sous-jacents, compensées en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts sous-jacents.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 250 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 35 millions à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est élevée à 173 millions, en hausse de 126 millions, ce qui s'explique surtout par une hausse des dotations à la provision liées aux Services bancaires Particuliers et entreprises et aux Services bancaires aux grandes entreprises. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 77 millions a été comptabilisée pour l'exercice à l'étude, comparativement à un recouvrement de 82 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 2 930 millions de dollars, ont augmenté de 1 194 millions, ou de 69 %, par rapport à l'an dernier, ce qui s'explique surtout par l'incidence de Bank of the West et la hausse des frais liés au personnel et des coûts de publicité.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 40,7 milliards de dollars, ou de 40 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 141,6 milliards, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence de Bank of the West. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises se sont accrus de 25,3 milliards et les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont quant à eux augmenté de 15,4 milliards. Le total des dépôts moyens a augmenté de 29,9 milliards, ou de 26 %, pour s'établir à 143,6 milliards, en raison de l'incidence de Bank of the West. Les soldes de prêts des Services bancaires aux grandes entreprises ont grimpé de 13,7 milliards et les soldes des prêts des Services bancaires Particuliers et entreprises ont quant à eux augmenté de 16,2 milliards.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Gestion de patrimoine ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts	367	372	314	1 052	864
Revenus autres que d'intérêts	1 055	1 588	1 391	4 834	2 730
Total des revenus	1 422	1 960	1 705	5 886	3 594
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	591	413	1 788	(314)
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 418	1 369	1 292	4 098	3 908
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	1	2	3	2
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	6	3	(12)	14	(7)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	7	4	(10)	17	(5)
Charges autres que d'intérêts	1 011	993	881	2 950	2 663
Bénéfice avant impôts sur le résultat	400	372	421	1 131	1 250
Charge d'impôts sur le résultat	97	88	97	267	297
Bénéfice net comptable	303	284	324	864	953
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	2	2	2	6	6
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	301	282	322	858	947
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions ²⁾					
Bénéfice net ajusté	304	285	325	867	956
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	302	283	323	861	950
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 009	991	880	2 945	2 659
Bénéfice net comptable Gestion d'actifs et de patrimoine	222	221	263	650	771
Bénéfice net ajusté Gestion d'actifs et de patrimoine	223	222	264	653	774
Bénéfice net comptable des activités d'assurance	81	63	61	214	182
Bénéfice net ajusté des activités d'assurance	81	63	61	214	182
Croissance du bénéfice net (%)	(6,5)	(9,7)	(14,4)	(9,4)	(8,1)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	(6,5)	(9,5)	(15,1)	(9,3)	(9,5)
Croissance des revenus (%)	(16,6)	305,1	(29,7)	63,8	(34,9)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	9,8	5,9	(10,4)	4,9	(7,3)
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	14,8	13,6	(6,6)	10,8	(6,7)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	14,7	13,5	(6,2)	10,7	(6,0)
Rendement des capitaux propres (%) ³⁾	17,8	17,8	24,3	18,3	24,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%) ³⁾	17,8	17,9	24,4	18,4	24,2
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	(5,0)	(7,7)	(3,8)	(5,9)	(0,6)
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	(4,9)	(7,6)	(4,2)	(5,8)	(1,3)
Ratio d'efficacité comptable (%)	71,1	50,6	51,7	50,1	74,1
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	71,4	72,5	68,3	72,0	68,2
Ratio d'efficacité ajusté (%)	71,0	50,5	51,6	50,0	74,0
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	71,2	72,4	68,2	71,9	68,1
Actifs sous gestion	340 184	338 172	310 469	340 184	310 469
Actifs sous administration ⁴⁾	432 828	429 233	419 901	432 828	419 901
Actif moyen	60 671	60 242	50 774	58 022	50 008
Solde moyen brut des prêts et acceptations	42 476	42 151	34 842	40 248	33 322
Solde moyen des dépôts	62 999	66 081	55 456	61 844	55 747

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus	214	218	142	573	431
Charges autres que d'intérêts	161	166	112	440	342
Bénéfice net comptable	38	40	28	99	71
Charges autres que d'intérêts ajustées	160	165	111	437	339
Bénéfice net ajusté	38	41	29	101	73
Solde moyen brut des prêts et acceptations	11 088	10 808	6 197	9 442	5 774
Solde moyen des dépôts	13 720	14 686	7 265	11 689	7 666

1) Les mesures des revenus, déduction faite des SCVPI, les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Les montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions se sont établis à 2 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 2 millions pour le deuxième trimestre de 2023, à 1 million pour le troisième trimestre de 2022, à 5 millions pour le cumul 2023 et à 4 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.

3) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements.

4) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 303 millions de dollars, en baisse de 21 millions, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la Gestion d'actifs et de patrimoine s'est établi à 222 millions, en baisse de 41 millions, ou de 16 %, par rapport à l'exercice précédent et le bénéfice net des activités d'assurance s'est quant à lui élevé à 81 millions, en hausse de 20 millions, ou de 34 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 422 millions de dollars, comparativement à 1 705 millions par rapport à l'exercice précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 1 418 millions, en hausse de 126 millions, ou de 10 %. Les revenus générés par la Gestion d'actifs et de patrimoine ont atteint 1 274 millions, ayant augmenté de 92 millions, ou de 8 %, du fait surtout de l'incidence de Bank of the West et de l'accroissement des actifs des clients, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 144 millions, ce qui représente une hausse de 34 millions, ou de 30 % par rapport à l'exercice précédent, en raison surtout de l'incidence des variations favorables des marchés au cours de l'exercice à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 011 millions de dollars, en hausse de 130 millions, ou de 15 %, en raison surtout de l'augmentation des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ, et de l'incidence de Bank of the West.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 29,7 milliards de dollars, ou de 10 % par rapport à l'exercice précédent, pour s'établir à 340,2 milliards, tandis que les actifs sous administration ont progressé de 12,9 milliards, ou de 3 %, pour se chiffrer à 432,8 milliards, en raison de l'incidence de Bank of the West, de l'accroissement des actifs nets des clients et des fluctuations favorables des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 22 % et de 14 %, ce qui s'explique essentiellement par l'inclusion de Bank of the West.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a augmenté de 19 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net comptable tiré de la Gestion d'actifs et de patrimoine est demeuré relativement inchangé par rapport au trimestre précédent, alors que le bénéfice net des activités d'assurance a grimpé de 18 millions, ou de 29 %.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 422 millions de dollars, contre 1 960 millions au trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, ont progressé de 49 millions, ou de 4 %. Les revenus générés par la Gestion d'actifs et de patrimoine se sont accrus de 21 millions, ou de 2 %, en raison surtout de l'incidence des trois jours de plus qu'a comptés le trimestre à l'étude et de l'accroissement des actifs des clients, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus nets d'intérêts. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 28 millions, ou de 24 %, en raison avant tout de la croissance des activités sous-jacentes et des variations plus favorables du marché au cours du trimestre à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 18 millions de dollars, ou de 2 %, du fait essentiellement de la hausse des frais liés au personnel, y compris les coûts liés aux indemnités de départ.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 2,0 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent, et les actifs sous administration ont augmenté de 3,6 milliards, ou de 1 %, ce qui reflète la croissance des actifs nets des clients et le raffermissement des marchés mondiaux, contrebalancés en partie par les fluctuations défavorables des cours de change par rapport au trimestre précédent. Le solde moyen brut des prêts a crû de 1 % alors que le solde moyen des dépôts a diminué de 5 %.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 864 millions de dollars, en baisse de 89 millions, ou de 9 %, comparativement à l'an dernier. Le bénéfice net comptable de Gestion d'actifs et de patrimoine s'est élevé à 650 millions, ce qui représente une diminution de 121 millions, ou de 16 %, et le bénéfice net des activités d'assurance s'est établi à 214 millions, en hausse de 32 millions, ou de 18 %.

Le total des revenus s'est établi à 5 886 millions de dollars, en hausse par rapport à ceux de 2 292 millions. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 4 098 millions, en hausse de 190 millions, ou de 5 %. Les revenus de Gestion d'actifs et de patrimoine ont été de 3 713 millions, en hausse de 125 millions, ou de 4 %, l'incidence de Bank of the West, les revenus nets d'intérêts plus élevés et la croissance des actifs nets des nouveaux clients ayant été contrebalancés en partie par la faiblesse des marchés mondiaux et la diminution des revenus de transactions de courtage en ligne. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 385 millions, en hausse de 65 millions, ou de 20 %, par rapport à l'exercice précédent, du fait surtout de la croissance des activités sous-jacentes et des variations plus favorables des marchés au cours de l'exercice à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 950 millions de dollars, en hausse de 287 millions, ou de 11 %, ce qui reflète l'incidence de Bank of the West et l'augmentation des frais liés au personnel et des coûts liés à la technologie.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

BMO Marchés des capitaux ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts (bic) 2)	587	601	750	1 907	2 419
Revenus autres que d'intérêts	891	985	514	2 875	2 348
Total des revenus (bic) 2)	1 478	1 586	1 264	4 782	4 767
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	1	–	(22)	(2)	(37)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	9	17	15	19	12
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	10	17	(7)	17	(25)
Charges autres que d'intérêts	1 076	1 060	920	3 227	2 890
Bénéfice avant impôts sur le résultat	392	509	351	1 538	1 902
Charge d'impôts sur le résultat (bic) 2)	82	129	89	345	487
Bénéfice net comptable	310	380	262	1 193	1 415
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	8	8	10	25	29
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	302	372	252	1 168	1 386
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	1	2	1	6	6
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	5	6	3	15	10
Bénéfice net ajusté	316	388	266	1 214	1 431
Bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	308	380	256	1 189	1 402
Charges autres que d'intérêts ajustées	1 067	1 050	913	3 199	2 868
Revenus des Marchés mondiaux	870	935	813	2 905	2 912
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	608	651	451	1 877	1 855
Croissance du bénéfice net (%)	18,1	(15,2)	(52,6)	(15,7)	(11,0)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	18,3	(14,3)	(52,2)	(15,2)	(11,0)
Croissance des revenus (%)	16,9	1,4	(20,1)	0,3	1,5
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	17,0	14,1	(0,6)	11,7	8,9
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	16,9	13,7	(0,5)	11,5	9,1
Rendement des capitaux propres (%) 5)	10,2	13,3	8,5	13,3	16,3
Rendement des capitaux propres ajusté (%) 5)	10,4	13,6	8,7	13,5	16,5
Levier d'exploitation (%)	(0,1)	(12,7)	(19,5)	(11,4)	(7,4)
Levier d'exploitation ajusté (%)	–	(12,3)	(19,6)	(11,2)	(7,6)
Ratio d'efficience (%)	72,8	66,8	72,7	67,5	60,6
Ratio d'efficience ajusté (%)	72,2	66,1	72,2	66,9	60,1
Actif moyen	410 667	406 721	384 257	414 043	384 065
Solde moyen brut des prêts et acceptations	77 283	76 380	64 264	75 960	60 462

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic) 2)	510	435	381	1 466	1 591
Charges autres que d'intérêts	397	406	341	1 205	1 071
Bénéfice net comptable	71	9	24	184	404
Charges autres que d'intérêts ajustées	393	402	336	1 193	1 055
Bénéfice net ajusté	74	12	28	193	417
Actif moyen	140 522	136 552	136 119	137 626	135 933
Solde moyen brut des prêts et acceptations	29 273	28 412	25 627	28 600	24 598

- 1) Les résultats et les ratios ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.
- 2) Les montants sur une base d'imposition comparable (bic) se sont établis à 81 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 84 millions pour le deuxième trimestre de 2023, à 61 millions pour le troisième trimestre de 2022, à 235 millions pour le cumul 2023 et à 185 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts, les revenus et la charge d'impôts sur le résultat, et ils ont été pris en compte dans les ratios. Pour nos activités aux États-Unis, les montants sur une base d'imposition comparable se sont établis à néant pour la fois le troisième trimestre de 2023 et le deuxième trimestre de 2023, à 3 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, à néant pour le cumul 2023 et à 10 millions de dollars américains pour le cumul 2022.
- 3) Les coûts liés à l'acquisition et à l'intégration avant impôts de Clearpool et de Radicle se sont établis à 2 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 2 millions à la fois pour le deuxième trimestre de 2023 et le troisième trimestre de 2022, à 8 millions pour le cumul 2023 et à 8 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 4) Les montants avant impôts liés à l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions se sont établis à 7 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2023, à 8 millions pour le deuxième trimestre de 2023, à 5 millions pour le troisième trimestre de 2022, à 20 millions pour le cumul 2023 et à 14 millions pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts.
- 5) Le rendement des capitaux propres est fondé sur les fonds propres imputés. À compter du premier trimestre de l'exercice 2023, notre taux d'imputation des fonds propres a été porté à 11,0 % des actifs pondérés en fonction des risques, contre 10,5 % pour l'exercice 2022. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 310 millions de dollars, en hausse de 48 millions, ou de 18 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus s'est établi à 1 478 millions de dollars, en hausse de 214 millions, ou de 17 %, comparativement à l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont progressé de 57 millions, ou de 7 %, sous l'effet de la hausse des revenus de négociation et de l'incidence du raffermissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 157 millions, ou de 35 %, ce qui s'explique par l'incidence des réductions de valeur sur les engagements de souscriptions de prêt au cours de l'exercice précédent, la hausse des revenus du secteur Banque d'affaires et l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 10 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 7 millions pour l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 1 million a été enregistrée au cours du trimestre considéré, comparativement à un recouvrement de 22 millions un an plus tôt. Une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions a été enregistrée pour le trimestre à l'étude, comparativement à une dotation de 15 millions inscrite un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 1 076 millions de dollars, en hausse de 156 millions, ou de 17 %, par rapport à l'an dernier, du fait de la hausse de la rémunération liée au rendement, des provisions pour frais juridiques et des coûts liés à la technologie, ainsi que de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations, établi à 77,3 milliards de dollars, a monté de 13,0 milliards, ou de 20 %, par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et le raffermissement du dollar américain.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

Le bénéfice net comptable a reculé de 70 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total des revenus a diminué de 108 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 65 millions, ou de 7 %, en raison de la baisse des revenus de négociation, contrebalancée en partie par l'accroissement des nouvelles émissions de titres d'emprunt et de capitaux propres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont diminué de 43 millions, ou de 7 %, ce qui s'explique par la baisse des revenus du secteur Banque d'affaires, contrebalancée en partie par les revenus liés aux services bancaires aux sociétés plus élevés.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 7 millions de dollars par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a augmenté de 1 million par rapport au trimestre précédent. Au cours du trimestre à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 9 millions a été enregistrée, comparativement à une dotation de 17 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 16 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, du fait surtout de la hausse des frais liés au personnel, y compris les indemnités de départ.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

Le bénéfice net comptable s'est établi à 1 193 millions de dollars, en baisse de 222 millions, ou de 16 %, comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus est demeuré relativement inchangé en regard de l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont diminué de 7 millions de dollars, la baisse des revenus de négociation et le recul des nouvelles émissions de titres de participation et des titres d'emprunt ayant été contrebalancés en partie par la hausse des revenus autres que de négociation se rapportant aux activités de titrisation, le raffermissement du dollar américain et l'accroissement des profits nets sur les titres. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté de 22 millions, ou de 1 %, en raison surtout de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés, des réductions de valeur sur les engagements de souscriptions de prêt se rapportant à l'exercice précédent et de l'incidence du raffermissement du dollar américain, facteurs contrebalancés en partie par la diminution des revenus de commissions de prise ferme et de consultation et le fléchissement des profits nets sur les titres.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 17 millions de dollars, comparativement à un total des recouvrements de 25 millions à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts douteux s'est fixé à 2 millions, comparativement à un recouvrement de 37 millions à l'exercice précédent. Au cours de l'exercice à l'étude, une dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 19 millions a été enregistrée, comparativement à une dotation de 12 millions pour l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 3 227 millions de dollars, en hausse de 337 millions, ou de 12 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique par la hausse des provisions pour frais juridiques, les coûts plus élevés liés à la technologie et l'augmentation des frais de déplacement et d'expansion des affaires, de même que par l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Le solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 15,5 milliards de dollars, ou de 26 %, par rapport à l'exercice précédent, en raison de l'accroissement des activités d'octroi de prêts dans l'ensemble de nos portefeuilles de prêts et de l'incidence du raffermissement du dollar américain.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Services d'entreprise ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T3-2023	T2-2023	T3-2022	Cumul 2023	Cumul 2022
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(155)	(206)	(16)	(813)	(26)
Compensation sur une bic des groupes	(89)	(92)	(67)	(259)	(202)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(244)	(298)	(83)	(1 072)	(228)
Revenus autres que d'intérêts	3	49	(892)	(1 590)	3 137
Total des revenus (bic)	(241)	(249)	(975)	(2 662)	2 909
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	3	3	(2)	2	(5)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	-	702	(2)	701	-
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	3	705	(4)	703	(5)
Charges autres que d'intérêts	730	855	152	2 019	438
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(974)	(1 809)	(1 123)	(5 384)	2 476
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(324)	(554)	(369)	(1 268)	536
Bénéfice net (perte nette) comptable	(650)	(1 255)	(754)	(4 116)	1 940
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	3	-	3	-
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	8	95	18	112	61
Bénéfice (perte) net attribuable aux actionnaires ordinaires	(658)	(1 353)	(772)	(4 231)	1 879
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis 2)	-	517	-	517	-
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	363	545	61	1 086	94
Incidence des dessaisissements 4)	-	-	6	-	63
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 5)	-	-	694	1 461	(2 331)
Provision pour frais juridiques 6)	(3)	6	-	9	-
Incidence des mesures fiscales canadiennes 7)	131	-	-	502	-
Bénéfice (perte) net ajusté	(159)	(187)	7	(541)	(234)
Bénéfice (perte) net ajusté attribuable aux actionnaires ordinaires	(167)	(285)	(11)	(656)	(295)
Total des revenus ajustés	(100)	(242)	(30)	(497)	(242)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances, après ajustement	3	-	(4)	(2)	(5)
Charges autres que d'intérêts ajustées	228	133	63	558	291

Activités aux États-Unis – Principales données financières (en millions de dollars américains)

Total des revenus (bic) 8)	209	97	(666)	(1 124)	2 586
Total des dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances	4	517	(2)	520	(4)
Charges autres que d'intérêts	463	583	60	1 281	88
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(82)	(269)	(199)	(812)	649
Bénéfice (perte) net comptable	(176)	(734)	(525)	(2 113)	1 853
Total des revenus ajustés	211	102	76	393	72
Charges autres que d'intérêts ajustées	100	54	(4)	213	43
Bénéfice (perte) net ajusté	96	49	68	171	43

1) Les résultats ajustés que renferme le présent tableau ne sont pas conformes aux PCGR et sont analysés à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

2) Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) liée au portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.

3) Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration liés à l'acquisition de Bank of the West imputés aux charges autres que d'intérêts. Le troisième trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 363 millions de dollars (487 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2023 tient compte d'un montant de 545 millions (722 millions avant impôts), et le troisième trimestre de 2022 tient compte d'un montant de 61 millions (82 millions avant impôts). Le cumul 2023 tient compte d'un montant de 1 086 millions (1 444 millions avant impôts) et le cumul 2022 tient compte d'un montant de 94 millions (125 millions avant impôts).

4) Le bénéfice net comptable de 2022 tient compte de l'incidence des dessaisissements de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Au troisième trimestre de 2022, les chiffres tiennent compte de charges de 6 millions de dollars (7 millions avant impôts). Pour le cumul 2022, les chiffres tiennent compte d'un montant de 63 millions (43 millions avant impôts), qui comprend des revenus autres que d'intérêts de 21 millions avant impôts et des charges autres que d'intérêts de 22 millions avant impôts.

5) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) liés à l'acquisition de Bank of the West, découlant de la gestion de l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt, survenues entre l'annonce et la clôture, sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du troisième trimestre de 2022 tiennent compte d'une perte de 694 millions de dollars (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 983 millions sur certains swaps de taux d'intérêt comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation, et des revenus d'intérêts avant impôts de 38 millions se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis, comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Les chiffres du cumul 2023 tiennent compte d'une perte de 1 461 millions (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions ainsi que des pertes de 383 millions avant impôts. Les chiffres du cumul 2022 tiennent compte de revenus de 2 331 millions (3 172 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché de 2 967 millions, avant impôts, et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 205 millions. Pour de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Acquisitions récentes.

6) Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2023 tient compte d'un recouvrement net de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts) lié à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée, ce qui comprend des charges d'intérêts de 3 millions avant impôts, déduction faite d'un ajustement de 7 millions avant impôts de la provision comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts. Les chiffres du deuxième trimestre de 2023 tiennent compte d'une provision de 6 millions (7 millions avant impôts). Les chiffres du cumul 2023 tiennent compte d'un montant de 9 millions (11 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 16 millions avant impôts et un recouvrement de 5 millions avant impôts de charges autres que d'intérêts, y compris des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

7) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. Le troisième trimestre de 2023 tient compte d'une charge de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) liée à une modification de la définition de « service financier » au titre de la TPS/TVH, laquelle comprend un montant de 115 millions (138 millions avant impôts) comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et un montant de 16 millions (22 millions avant impôts) comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts. Le cumul 2023 tient compte d'un montant de 502 millions (531 millions avant impôts), ce qui comprend un montant de 115 millions (138 millions avant impôts) comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts, un montant de 16 millions (22 millions avant impôts) comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts et un montant de 371 millions comptabilisé dans les impôts sur le résultat.

8) Les montants liés à la compensation sur une bic des groupes pour nos activités aux États-Unis se sont chiffrés à 6 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2023, à 6 millions de dollars américains pour le deuxième trimestre de 2023, à 8 millions de dollars américains pour le troisième trimestre de 2022, à 18 millions de dollars américains pour le cumul 2023 et à 24 millions de dollars américains pour le cumul 2022, et ont été comptabilisés dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat.

Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'incidence des éléments décrits dans les notes 2) à 8) du tableau.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, la trésorerie, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières et l'approvisionnement. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, y compris les données et les analyses, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie répartis aux quatre unités d'exploitation (PE Canada, PE États-Unis, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du troisième trimestre de 2022

La perte nette comptable des Services d'entreprise s'est établie à 650 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 754 millions à l'exercice précédent, et la perte nette ajustée s'est chiffrée à 159 millions, par rapport à un bénéfice net ajusté de 7 millions. Les résultats du trimestre considéré tiennent compte d'une charge liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. L'exercice précédent tenait compte d'une perte au titre des mesures de gestion de la juste valeur en lien avec l'acquisition de Bank of the West, de même que de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Les résultats des deux trimestres tiennent compte des coûts liés à l'acquisition et à l'intégration de Bank of the West. La perte nette comptable a été réduite en raison des éléments mentionnés ci-dessus.

La perte nette ajustée ne tient pas compte des facteurs susmentionnés et découle principalement de l'augmentation des charges, en raison de l'incidence de Bank of the West et des indemnités de départ, et de la baisse des revenus attribuable aux activités de gestion de la trésorerie, y compris le recul des profits sur titres, et à la baisse du bénéfice sur l'investissement de fonds propres non imputés, facteurs contrés en partie par l'incidence de Bank of the West, y compris la désactualisation de la juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts et les escomptes sur les titres, déduction faite de l'amortissement de la couverture de juste valeur.

Comparaison du troisième trimestre de 2023 et du deuxième trimestre de 2023

La perte nette comptable s'est établie à 650 millions de dollars, comparativement à une perte nette comptable de 1 255 millions pour le trimestre précédent, et la perte nette ajustée s'est chiffrée à 159 millions, comparativement à 187 millions au trimestre précédent. Le trimestre à l'étude tient compte des éléments d'ajustement précités. En outre, quant au trimestre précédent, il tenait compte d'une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West. La perte nette comptable a été réduite en raison des éléments mentionnés ci-dessus.

La perte nette ajustée ne tient pas compte des facteurs susmentionnés et découle de la hausse des revenus attribuable aux activités de gestion de la trésorerie, ce qui a été contrebalancé en partie par la hausse des charges attribuable aux indemnités de départ.

Comparaison des neuf premiers mois de 2023 et des neuf premiers mois de 2022

La perte nette comptable s'est établie à 4 116 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net comptable de 1 940 millions à l'exercice précédent. Les résultats reflètent les éléments susmentionnés ainsi que la charge d'impôts liée à certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien au premier trimestre de 2023, l'incidence des mesures de gestion de la juste valeur sur les deux exercices, ainsi que l'incidence de dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique à l'exercice précédent.

La perte nette ajustée s'est élevée à 541 millions de dollars, comparativement à une perte nette ajustée de 234 millions au cours de l'exercice précédent, en raison de la baisse des revenus et de la hausse des charges.

La baisse des revenus s'explique par les activités de gestion de la trésorerie, y compris le recul des profits sur titres, ce qui a été contrebalancé en partie par l'incidence de Bank of the West, y compris la désactualisation de la juste valeur de marché selon la méthode de l'acquisition à l'égard des prêts et des dépôts et les escomptes sur les titres, déduction faite de l'amortissement de la couverture de juste valeur. La hausse des charges est essentiellement attribuable à l'incidence de Bank of the West et de la charge liée aux indemnités de départ.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants non conformes aux PCGR de la présente section Analyse des résultats des groupes d'exploitation.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T3-2023	T2-2023	T1-2023	T4-2022	T3-2022	T2-2022	T1-2022	T4-2021
Revenus 1)	7 929	8 440	6 470	10 570	6 099	9 318	7 723	6 573
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	4	591	1 193	(369)	413	(808)	81	97
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	7 925	7 849	5 277	10 939	5 686	10 126	7 642	6 476
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	333	243	196	192	104	120	86	84
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	159	780	21	34	32	(70)	(185)	(210)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	492	1 023	217	226	136	50	(99)	(126)
Charges autres que d'intérêts)	5 638	5 573	4 421	4 776	3 859	3 713	3 846	3 803
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 795	1 253	639	5 937	1 691	6 363	3 895	2 799
Charge d'impôts sur le résultat	341	194	392	1 454	326	1 607	962	640
Bénéfice net comptable	1 454	1 059	247	4 483	1 365	4 756	2 933	2 159
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis 2)	-	517	-	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	370	549	181	145	62	28	10	1
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	85	85	6	6	5	6	6	14
Incidence des dessaisissements 5)	-	-	-	(8)	6	9	48	52
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 6)	-	-	1 461	(3 336)	694	(2 612)	(413)	-
Provision pour frais juridiques 8)	(3)	6	6	846	-	-	-	-
Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 9)	131	-	371	-	-	-	-	-
Bénéfice net ajusté	2 037	2 216	2 272	2 136	2 132	2 187	2 584	2 226
Bénéfice net comptable par groupe d'exploitation								
Bénéfice net comptable de PE Canada	915	861	980	917	965	940	1 004	933
Coûts liés à l'acquisition et à l'intégration 3)	6	2	-	-	-	-	-	-
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	2	1	-	-	-	1	-	-
Bénéfice net ajusté de PE Canada	923	864	980	917	965	941	1 004	933
Bénéfice net comptable de PE États-Unis	576	789	698	660	568	588	681	509
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	77	77	1	2	1	1	1	6
Bénéfice net ajusté de PE États-Unis	653	866	699	662	569	589	682	515
Bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine	303	284	277	298	324	314	315	345
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	1	1	1	-	1	1	1	4
Bénéfice net ajusté de BMO Gestion de patrimoine	304	285	278	298	325	315	316	349
Bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux	310	380	503	357	262	448	705	531
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	1	2	3	2	1	2	3	1
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 4)	5	6	4	4	3	3	4	4
Bénéfice net ajusté de BMO Marchés des capitaux	316	388	510	363	266	453	712	536
Bénéfice (perte) net comptable des Services d'entreprise	(650)	(1 255)	(2 211)	2 251	(754)	2 466	228	(159)
Dotation initiale à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs acquis 2)	-	517	-	-	-	-	-	-
Coûts d'acquisition et d'intégration 3)	363	545	178	143	61	26	7	-
Incidence des dessaisissements 5)	-	-	-	(8)	6	9	48	52
Gestion des variations de la juste valeur se rapportant à l'achat de Bank of the West 6)	-	-	1 461	(3 336)	694	(2 612)	(413)	-
Provision pour frais juridiques 7)	(3)	6	6	846	-	-	-	-
Incidence liée à des mesures fiscales canadiennes 8)	131	-	371	-	-	-	-	-
Bénéfice (perte) net ajusté des Services d'entreprise	(159)	(187)	(195)	(104)	7	(111)	(130)	(107)
Bénéfice de base par action (\$)	1,97	1,31	0,30	6,52	1,96	7,15	4,44	3,24
Bénéfice dilué par action (\$)	1,97	1,30	0,30	6,51	1,95	7,13	4,43	3,23
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	2,78	2,93	3,22	3,04	3,09	3,23	3,89	3,33

1) Les résultats ajustés excluent certaines composantes des résultats comptables et ils servent à calculer nos mesures ajustées, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessus. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles. Les revenus, déduction faite des SCVPI, les ratios comptables calculés déduction faite des SCVPI ainsi que les résultats, mesures et ratios ajustés figurant dans ce tableau ne sont pas conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières, et, pour obtenir des informations sur la composition des montants, mesures et ratios non conformes aux PCGR, ainsi que sur les mesures financières supplémentaires, il y a lieu de se reporter au Glossaire de termes financiers.

- Le bénéfice net comptable du deuxième trimestre de 2023 tient compte d'une dotation à la provision pour pertes sur créances de 517 millions de dollars (705 millions avant impôts) découlant du portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West.
- Le bénéfice net comptable tient compte de coûts d'acquisition et d'intégration comptabilisés dans les charges autres que d'intérêts. Les coûts liés à l'acquisition de Bank of the West ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 363 millions de dollars (487 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 545 millions (722 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 178 millions (235 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 comprennent 143 millions (191 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 61 millions (82 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 26 millions (35 millions avant impôts) et les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 7 millions (8 millions avant impôts). Les coûts liés à Radicle et à Clearpool ont été comptabilisés dans BMO Marchés des capitaux : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 1 million (2 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts), les chiffres du quatrième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 1 million (2 millions avant impôts), les chiffres du deuxième trimestre de 2022 comprennent 2 millions (2 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2022 comprennent 3 millions (4 millions avant impôts) et les chiffres du quatrième trimestre de 2021 comprennent 1 million (1 million avant impôts). Les coûts liés à l'acquisition d'AIR MILES ont été comptabilisés dans PE Canada : les chiffres du troisième trimestre de 2023 comprennent 6 millions (8 millions avant impôts) et les chiffres du deuxième trimestre de 2023 comprennent 2 millions (3 millions avant impôts).
- Le bénéfice net comptable tient compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts du groupe d'exploitation pertinent : les chiffres des troisième et deuxième trimestres de 2023 comprennent dans les deux cas 85 millions de dollars (115 millions avant impôts), les chiffres du premier trimestre de 2023 et du quatrième trimestre de 2022 comprennent dans les deux cas 6 millions (8 millions avant impôts), les chiffres du troisième trimestre de 2022 comprennent 5 millions (7 millions avant impôts), les chiffres des deuxième et premier trimestres de 2022 comprennent dans les deux cas 6 millions (8 millions avant impôts) et les chiffres du quatrième trimestre de 2021 comprennent 14 millions (20 millions avant impôts).
- Le bénéfice net comptable des exercices 2022 et 2021 tenait compte de l'incidence des dessaisissements liés à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis, comptabilisés dans les Services d'entreprise. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'un recouvrement de charges autres que d'intérêts de 8 millions de dollars (6 millions avant impôts); le troisième trimestre de 2022 tenait compte de charges de 6 millions (7 millions avant impôts), le deuxième trimestre de 2022 tenait compte d'un profit de 6 millions (8 millions avant impôts) se rapportant au transfert de certains clients des activités de gestion d'actifs aux États-Unis comptabilisés dans les revenus et de charges de 15 millions (18 millions avant impôts). Le premier trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 29 millions (avant et après impôts) liée à la conversion de monnaies étrangères qui a été reclassée du cumul des autres éléments du résultat global vers les revenus autres que d'intérêts, d'un recouvrement net avant impôts de charges autres que d'intérêts de 3 millions, y compris des impôts de 22 millions à la clôture de la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique. Le quatrième trimestre de 2021 tenait compte de charges de 52 millions (62 millions avant impôts).

- 6) Le bénéfice net comptable tient compte des revenus (pertes) afférents à l'acquisition de Bank of the West, attribuables à la gestion de l'incidence des variations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'une perte de 1 461 millions de dollars (2 011 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 1 628 millions afférentes à certains swaps de taux d'intérêt comptabilisées dans les revenus autres que d'intérêts liés à la négociation et des pertes de 383 millions avant impôts se rapportant à un portefeuille principalement composé de titres du Trésor des États-Unis et d'autres instruments inscrits au bilan comptabilisés dans les revenus nets d'intérêts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 3 336 millions (4 541 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 4 698 millions et des pertes de 157 millions avant impôts; le troisième trimestre de 2022 tenait compte d'une perte de 694 millions (945 millions avant impôts), ce qui comprend des pertes liées à l'évaluation à la valeur de marché de 983 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 38 millions; le deuxième trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 2 612 millions (3 555 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 3 433 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 122 millions et le premier trimestre de 2022 tenait compte de revenus de 413 millions (562 millions avant impôts), ce qui comprend des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché avant impôts de 517 millions et des revenus nets d'intérêts avant impôts de 45 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette acquisition, il y a lieu de se reporter à la section Acquisitions récentes.
- 7) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence d'une poursuite se rapportant à une banque absorbée, M&I Marshall and Ilsley Bank. Le bénéfice net comptable du troisième trimestre de 2023 tient compte d'un recouvrement net de 3 millions de dollars (4 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 3 millions avant impôts, déduction faite d'un ajustement avant impôts de 7 millions à la provision inscrite dans les charges autres que d'intérêts. Le deuxième trimestre de 2023 tient compte de charges d'intérêts de 6 millions (7 millions avant impôts) et le premier trimestre de 2023 tenait compte d'un montant de 6 millions (8 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 6 millions avant impôts et des frais juridiques de 2 millions avant impôts. Le quatrième trimestre de 2022 tenait compte d'une provision de 846 millions (1 142 millions avant impôts), ce qui comprend des charges d'intérêts de 515 millions avant impôts et des charges autres que d'intérêts de 627 millions avant impôts, y compris des frais juridiques de 22 millions. Ces montants ont été imputés aux Services d'entreprise. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Provisions et passifs éventuels à la note 24 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.
- 8) Le bénéfice net comptable tient compte de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien. Le troisième trimestre de 2023 tient compte d'une charge de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) liée à une modification de la définition de « service financier » au titre de la TPS/TVH, laquelle comprend un montant de 115 millions (138 millions avant impôts) comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et un montant de 16 millions (22 millions avant impôts) comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts. Le premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions, laquelle comprend un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et un montant de 59 millions se rapportant à l'incidence fiscale proportionnelle pour 2022 de l'augmentation du taux d'impôt de 1,5 %, déduction faite d'une réévaluation de l'actif d'impôt différé. Ces montants ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail à la section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice figurant dans le Rapport annuel de BMO pour 2022. Le bénéfice afférent à certains trimestres a subi une légère influence des facteurs saisonniers, notamment la hausse des frais liés au personnel découlant de l'accroissement des avantages du personnel et de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite, qui sont toujours passés en charges au premier trimestre de l'exercice, ainsi que l'incidence des quelques jours de moins que compte le deuxième trimestre comparativement aux autres trimestres. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West, ce qui a contribué à accroître les revenus et les charges au début du deuxième trimestre de 2023 les résultats d'exploitation étant principalement répartis entre PE États-Unis et BMO Gestion de patrimoine. Nous avons conclu la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique au cours du premier trimestre de 2022, ce qui a entraîné une baisse des revenus et des charges de BMO Gestion de patrimoine en 2022 comparativement à 2021. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le quatrième trimestre de 2021 et le troisième trimestre de 2023.

Tendances relatives au bénéfice

La performance financière qui témoigne d'une bonne dynamique opérationnelle, a également bénéficié de la solidité et de la diversification de nos activités. Les deux derniers trimestres reflètent l'inclusion de Bank of the West alors que les plus récents trimestres ont été touchés par la montée des taux d'intérêt, ce qui a donné lieu à la hausse des revenus nets d'intérêts, à l'incertitude économique se traduisant par une diminution des activités menées par les clients de nos groupes sensibles aux marchés ainsi qu'à une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances après avoir été à leur niveau le plus bas. Le rendement dégagé au premier semestre de 2022 et en 2021 a bénéficié du raffermissement des marchés et de l'intensification des activités des clients dans BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux, ainsi que d'une bonne croissance des volumes de nos Services bancaires PE.

Les résultats comptables des troisième et premier trimestres de 2023 tiennent compte de l'incidence de certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien, ce qui a eu des répercussions sur les revenus, les charges et la charge d'impôts sur le résultat. Les résultats du deuxième trimestre de 2023 comprennent une dotation initiale à la provision pour pertes sur créances sur le portefeuille de prêts productifs acquis de Bank of the West. Le premier trimestre de 2023 et l'exercice 2022 tiennent compte des revenus (pertes) découlant des mesures de gestion de la juste valeur liées à l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt survenues entre l'annonce et la clôture de l'acquisition de Bank of the West sur sa juste valeur et son écart d'acquisition. Les chiffres du quatrième trimestre de 2022 tiennent compte d'une provision pour frais juridiques liée à une poursuite relative à M&I Marshall and Ilsley Bank, une banque absorbée. Les résultats de 2022 et de 2021 tenaient compte de l'incidence des dessaisissements liée à la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis. Toutes les périodes tenaient compte de coûts liés à l'acquisition et à l'intégration et de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions qui ont augmenté au cours des récents trimestres suivant l'acquisition de Bank of the West.

Les revenus de nos Services bancaires PE ont bénéficié de l'acquisition de clients, de l'augmentation des volumes et de l'élargissement des marges, ce qui reflète le contexte de taux d'intérêt plus élevés tant au Canada qu'aux États-Unis. Les revenus de BMO Gestion de patrimoine ont bénéficié de la croissance soutenue des actifs des clients et de la progression des revenus nets d'intérêts, alors que les revenus autres que d'intérêts ont été touchés par les fluctuations des marchés à l'échelle mondiale. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, sont susceptibles de fluctuer en raison des variations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les revenus de BMO Marchés des capitaux des derniers trimestres ont subi l'incidence du contexte de ralentissement des activités de prise ferme, ce qui a été contré en partie par la progression des revenus liés aux services bancaires aux sociétés.

Alors que l'économie a connu une reprise suivant le ralentissement causé par la pandémie, nous avons comptabilisé une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux ainsi que des recouvrements de dotations à la provision pour pertes sur créances liés aux prêts productifs, ce qui reflète une amélioration des perspectives économiques, des conditions de crédit favorables et une migration favorable du crédit. Au cours de la dernière année, les dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux sont revenues à des niveaux plus près de la normale et les dotations à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs ont augmenté, ce qui reflète essentiellement la migration du crédit du portefeuille.

La croissance des charges autres que d'intérêts s'explique par des placements visant à stimuler la croissance des revenus et l'amélioration de l'efficacité, ce qui s'est traduit par la hausse des frais liés au personnel, y compris le renforcement de l'équipe de vente, la hausse des salaires et la rémunération liée au rendement, ainsi que l'augmentation des frais liés à la technologie et des coûts de publicité. Le trimestre considéré a été influencé par la charge liée aux indemnités de départ qui a été engagée afin d'accélérer les initiatives en matière d'efficacité dans l'ensemble de l'entreprise, ainsi que par les provisions pour frais juridiques comptabilisées par BMO Marchés des capitaux.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, le niveau du bénéfice comptable avant impôts et le montant des investissements ou des titres qui génèrent des crédits d'impôt ou du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts. Le taux d'impôt effectif comptable a été touché par certaines mesures fiscales adoptées par le gouvernement canadien susmentionnées, par les mesures de gestion de la juste valeur dans le cadre de l'acquisition de Bank of the West au cours des six derniers trimestres, de même que par la vente de nos activités de gestion d'actifs en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique ainsi qu'aux États-Unis en 2022 et en 2021.

Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières pour obtenir de plus amples renseignements sur les montants, les mesures et les ratios non conformes aux PCGR de la présente section Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2022 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan. Parmi ceux-ci, les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties, lesquels sont décrits à la section Arrangements hors bilan du Rapport annuel de BMO pour 2022. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, certaines entités de capital et de financement ainsi que d'autres entités structurées créées pour satisfaire à nos besoins et à ceux de nos clients. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes et américaines des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2022. L'acquisition de Bank of the West a eu une incidence négligeable sur notre exposition liée aux éléments hors bilan.

Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques

Le Rapport annuel de BMO pour 2022 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022 ainsi que la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à prendre connaissance de ces explications à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. Une augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la PD depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte des facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les résultats générés par les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons fait appel à notre jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour tenir compte de l'incidence continue du contexte incertain sur les conditions de crédit et l'économie. Nous avons mis en place des contrôles et processus qui régissent le processus afférent aux pertes sur créances attendues, y compris l'application de jugements et d'hypothèses pour déterminer la provision liée aux prêts productifs. Ces jugements et hypothèses peuvent changer au fil du temps et l'incidence de ces changements sera prise en compte dans les périodes futures.

Au 31 juillet 2023, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 986 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 3 400 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 586 millions (2 441 millions et 557 millions, respectivement, au 31 octobre 2022). La provision liée aux prêts productifs a augmenté de 959 millions par rapport au quatrième trimestre de 2022, du fait principalement de la dotation initiale à la provision sur le portefeuille de prêts productifs de Bank of the West et de la migration du crédit du portefeuille.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Par ailleurs, nous tenons également compte de variables propres aux secteurs d'activité, le cas échéant. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a aucun facteur unique auquel l'ensemble des provisions sont sensibles.

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 se trouvent à la section Total des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section Gestion des risques et à la section Provision pour pertes sur créances du Rapport annuel de BMO pour 2022, à la note 4 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et des passifs

Des jugements et des hypothèses importants ont été utilisés pour calculer la juste valeur des actifs et des passifs de Bank of the West, notamment le portefeuille de prêts, les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base, ainsi que les autres immobilisations incorporelles découlant de relations clients et les dépôts à échéance fixe.

Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et estimations et jugements comptables critiques renferme des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale (BISm)

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation, ou selon ce que précise la méthode d'évaluation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

L'indicateur BISm relatif aux prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers présenté auparavant au premier trimestre de 2023 a été révisé ultérieurement comme l'indique le tableau suivant.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique mondiale

(en millions de dollars canadiens)		Au 31 octobre	
Indicateurs		2022	2021
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	552 634	503 481
	2. Engagements transfrontières	527 644	472 642
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	1 286 878	1 135 164
C. Interdépendance	4. Actifs dans le service financier	172 647	142 328
	5. Passifs dans le service financier	78 230	71 275
	6. Encours de titres	322 757	283 723
D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière	7. Activités de paiement 1)	29 383 078	33 313 613
	8. Actifs sous conservation	320 251	207 267
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers 2)	96 507	110 126
	10. Volume des opérations (y compris les deux sous-indicateurs)		
	Volume des opérations : sous-indicateur des titres à revenu fixe	11 516 502	12 001 515
	Volume des opérations : sous-indicateur des titres de participation et des autres titres	4 779 866	2 733 512
	11. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	7 662 199	5 787 189
E. Complexité	12. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	54 178	52 472
	13. Actifs de niveau 3	5 289	3 263

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'une banque correspondante.

2) L'indicateur relatif aux prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers au 31 octobre 2022 et 2021 a été révisé.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la note 1 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022 ainsi qu'à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée des autres faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Nouvelles mesures fiscales canadiennes

Le 4 août 2023, le gouvernement du Canada a publié un projet de loi portant sur un certain nombre de mesures, notamment une taxe de 2 % sur les rachats d'actions effectués après le 31 décembre 2023 et le plan de réforme de la fiscalité internationale reposant sur deux piliers du cadre inclusif sur l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'« OCDE ») et du Groupe des 20 (le « G20 »), qui établira les règles d'un impôt minimum mondial de 15 % pour les exercices ouverts à compter du 31 décembre 2023 des entreprises multinationales.

Le 22 juin 2023, le gouvernement du Canada a adopté un projet de loi visant à modifier la définition de « service financier » afin de soumettre à la TPS/TVH les services de compensation pour les cartes de paiement, qui peut être appliqué rétroactivement à l'entrée en vigueur de cette mesure pour le recouvrement de la TPS. Le trimestre considéré tient compte d'une charge ponctuelle de 131 millions de dollars (160 millions avant impôts) laquelle comprend un montant de 138 millions avant impôts comptabilisé dans les revenus autres que d'intérêts et un montant de 22 millions avant impôts comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, les deux étant comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Par ailleurs, le budget fédéral canadien de 2023 propose un certain nombre de mesures fiscales, notamment une règle fiscale qui, dans certains cas, refuserait toute déduction pour les dividendes reçus après 2023. Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à des mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année). Le premier trimestre de 2023 tient compte d'une charge d'impôts ponctuelle de 371 millions, constituée d'un dividende pour la relance du Canada de 312 millions et d'un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation d'un actif d'impôt différé. Ces montants ont été comptabilisés dans les Services d'entreprise.

Faits nouveaux en matière de réglementation aux États-Unis

À la suite de la conclusion de l'acquisition de la Bank of the West et de l'augmentation de la taille et de la portée de nos activités aux États-Unis, la société de portefeuille américaine de BMO, BMO Financial Corp. (BFC), devrait franchir le seuil requis pour être désignée comme entreprise de catégorie III en vertu des normes prudentielles plus strictes (*Enhanced Prudential Standards*) du Conseil de la Réserve fédérale. Ce changement exigera de BFC qu'elle respecte certaines exigences réglementaires accrues en matière de fonds propres, de liquidités, de gestion des risques et de gouvernance.

Le 27 juillet 2023, les organismes de réglementation du système bancaire aux États-Unis ont proposé de nouvelles règles visant à réviser le cadre pour la gestion du capital réglementaire d'importantes sociétés de portefeuille bancaire américaines et de leurs institutions de dépôts, notamment BMO Financial Corp. et BMO Harris Bank N.A. Ces propositions instaурeraient des normes de capital fondées sur les risques prévues dans le cadre des réformes finales de Bâle III qu'a publiées le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Les répercussions de ces règles proposées sur nos résultats dépendront des règles définitives publiées par les agences bancaires américaines.

Le 11 mai 2023, la FDIC a publié un avis de projet de règlement pour recueillir les commentaires du public concernant les évaluations spéciales sur les institutions de dépôts afin de recouvrer les pertes subies par le Fonds d'assurance-dépôts attribuables aux coûts de la couverture des dépôts non assurés de Silicon Valley Bank et de Signature Bank. Le règlement proposé prévoit que l'évaluation spéciale serait calculée à un taux annuel d'environ 12,5 points de base sur les dépôts non assurés estimés d'une institution de dépôts américaine. L'incidence de ce projet de règlement sur nos résultats dépendra des règles définitives publiées par la FDIC.

Faits nouveaux sur la réglementation en matière de durabilité

Le 7 mars 2023, le BSIF a publié sa version finale de la ligne directrice B-15, *Gestion des risques climatiques* (la « ligne directrice B-15 ») qui énonce ses attentes en matière de gestion de ce type de risques pour les institutions financières fédérales (les « IFF ») au Canada. La ligne directrice B-15 vise à aider les IFF à accroître leur résilience face à ces risques et à mieux les gérer en ciblant les améliorations à apporter en matière de gouvernance et de communication d'informations financières en lien avec les changements climatiques. La Banque a surveillé de près l'élaboration et la publication de la ligne directrice B-15 et elle met en œuvre des plans qui lui permettront de satisfaire aux attentes du BSIF au moment où le premier volet des obligations d'informations stipulées par le BSIF entrera en vigueur le 29 avril 2025. Les autres mesures de communication d'informations stipulées par le BSIF entreront en vigueur à la clôture de l'exercice 2025.

Le 26 juin 2023, le conseil des normes internationales d'information sur la durabilité (International Sustainability Standards Board – ISSB) a publié deux normes, soit l'IFRS S1, *Obligations générales en matière d'informations financières liées à la durabilité* et l'IFRS S2, *Informations à fournir en lien avec les changements climatiques* (les « normes »). Les normes ont pour objectif d'offrir un langage commun et une base de référence mondiale aux fins des informations à fournir sur d'importants risques en lien avec la durabilité et les changements climatiques ainsi que les occasions que doit saisir un émetteur. Les normes s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2024. En ce qui a trait à BMO, elles entreront en vigueur pour l'exercice 2025 sur une base facultative, à moins que nos organismes de réglementation ne l'exigent. Nous continuerons de nous tenir au fait des mises à jour et des développements futurs.

Taux interbancaires offerts (TIO)

Le 27 juillet 2023, le Groupe de travail sur le taux de référence complémentaire pour le marché canadien (TARCOM) a annoncé que les prêteurs ne pourront plus offrir de nouveaux prêts au taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR) et au taux des acceptations bancaires après le 1^{er} novembre 2023, ce qui aidera les marchés des prêts au Canada à se distancer du CDOR et des taux des acceptations bancaires d'ici la date de cessation qui aura lieu en juin 2024. L'annonce n'a aucune incidence sur notre plan de projet.

Mise en garde

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Voir la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyberrisque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits dans la section Gestion globale des risques du Rapport annuel de BMO pour 2022. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2022.

Mise à jour sur la situation économique générale

L'évolution des conditions économiques peut avoir une incidence importante sur les résultats financiers de BMO, son efficacité opérationnelle, son orientation stratégique et ses clients. Les turbulences économiques continuent d'accabler l'Amérique du Nord, comme les taux d'intérêt élevés, le resserrement des conditions de prêt, les risques géopolitiques mondiaux et l'endettement élevé des ménages au Canada, bien que la croissance ait affiché une légère récupération, alimentée par l'épargne accrue et la demande soutenue persistante pour les voyages, les divertissements et les automobiles. Les récentes données économiques pour l'Amérique du Nord démontrent que l'inflation tend à s'améliorer tant au Canada qu'aux États-Unis. Le cycle de resserrement des politiques monétaires devrait être presque terminé malgré les récentes hausses de taux pratiquées par la Banque du Canada et la Réserve fédérale américaine. Les perspectives de croissance économique en Amérique du Nord pourraient être influencées par d'autres hausses de taux si l'inflation ne devait pas ralentir davantage. Cette situation ferait en sorte que des risques particulièrement graves pourraient peser sur les portefeuilles adossés à des biens immobiliers. Le secteur immobilier commercial est déjà miné par les taux d'intérêt élevés et les taux d'inoccupation à la hausse, ce qui, à court terme, pourrait entraîner des pertes.

Bien que la volatilité du marché provoquée par la faillite de certaines banques régionales aux États-Unis se soit atténuée et qu'il n'y ait pas eu d'autres effondrements, le secteur bancaire américain continue de subir des tensions, notamment une augmentation des provisions pour pertes sur prêts dans l'ensemble du secteur et un ralentissement de la croissance. En outre, les récentes révisions à la baisse des notes de crédit dans le secteur par certaines organisations de notation du crédit reconnues à l'échelle nationale (Nationally Recognized Statistical Rating Organizations) soulignent les difficultés persistantes du secteur et le risque d'un ralentissement de l'accès au crédit, lequel pourrait se répercuter sur la croissance économique aux États-Unis.

La direction surveille régulièrement le climat économique afin de repérer les changements importants et leurs répercussions sur nos activités et nos clients. Des mesures d'atténuation appropriées sont mises en œuvre pour faire face aux incertitudes et pour atténuer les répercussions sur les résultats de la Banque.

Prêts garantis par un bien immobilier

Les prêts garantis par un bien immobilier englobent les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire. Les tableaux suivants présentent une ventilation des prêts hypothécaires à l'habitation et des marges de crédit sur valeur domiciliaire par région ainsi que l'encours des prêts assurés et non assurés. Les prêts hypothécaires à l'habitation et les marges de crédit sur valeur domiciliaire sont garantis par des propriétés résidentielles.

Prêts garantis par un bien immobilier au Canada

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Prêts hypothécaires à l'habitation	Marges de crédit sur la valeur domiciliaire amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier amortissables	Prêts garantis par un bien immobilier non amortissables	Total des prêts garantis par un bien immobilier au Canada
Au 31 juillet 2023	147 704	35 520	183 224	13 021	196 245
Au 30 avril 2023	143 816	34 957	178 773	13 138	191 911

Prêts hypothécaires à l'habitation ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2023					Au 30 avril 2023				
	Encours				Pour le trimestre clos le	Encours				Pour le trimestre clos le
	Assurés 3)	Non assurés	Total	En % du total	RPV moyen non assuré 4)	Assurés 3)	Non assurés	Total	En % du total	RPV moyen non assuré 4)
Région 2)										
Atlantique	3 271	3 393	6 664	3,9 %	70 %	3 240	3 319	6 559	3,9 %	71 %
Québec	9 116	12 765	21 881	12,7 %	71 %	9 028	12 416	21 444	12,9 %	71 %
Ontario	14 460	55 134	69 594	40,4 %	70 %	14 482	52 554	67 036	40,2 %	71 %
Alberta	9 729	7 282	17 011	9,9 %	73 %	9 770	7 045	16 815	10,1 %	73 %
Colombie-Britannique	4 679	24 002	28 681	16,7 %	67 %	4 700	23 415	28 115	16,9 %	67 %
Ailleurs au Canada	2 238	1 635	3 873	2,3 %	73 %	2 231	1 616	3 847	2,3 %	74 %
Total au Canada	43 493	104 211	147 704	85,9 %	70 %	43 451	100 365	143 816	86,3 %	71 %
États-Unis	16	24 143	24 159	14,1 %	79 %	26	22 891	22 917	13,7 %	74 %
Total	43 509	128 354	171 863	100,0 %	72 %	43 477	123 256	166 733	100,0 %	71 %

Marges de crédit sur valeur domiciliaire ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Au 31 juillet 2023					Au 30 avril 2023				
	Portefeuille		Pour le trimestre clos le			Portefeuille		Pour le trimestre clos le		
	Encours	En %	Montants autorisés	En %	RPV moyen ⁴⁾	Encours	En %	Montants autorisés	En %	RPV moyen ⁴⁾
Région ²⁾										
Atlantique	994	1,8 %	1 906	1,7 %	62 %	981	1,8 %	1 876	1,7 %	59 %
Québec	9 101	16,6 %	17 907	16,0 %	68 %	9 029	16,6 %	17 612	15,9 %	67 %
Ontario	24 487	44,8 %	45 037	40,4 %	60 %	24 231	44,5 %	44 401	40,1 %	59 %
Alberta	3 208	5,9 %	6 953	6,2 %	64 %	3 231	5,9 %	6 934	6,3 %	60 %
Colombie-Britannique	10 004	18,3 %	18 755	16,8 %	61 %	9 876	18,1 %	18 438	16,6 %	58 %
Ailleurs au Canada	747	1,4 %	1 475	1,3 %	67 %	747	1,4 %	1 471	1,3 %	68 %
Total au Canada	48 541	88,8 %	92 033	82,4 %	62 %	48 095	88,3 %	90 732	81,9 %	61 %
États-Unis	6 147	11,2 %	19 639	17,6 %	60 %	6 383	11,7 %	20 057	18,1 %	61 %
Total	54 688	100,0 %	111 672	100,0 %	62 %	54 478	100,0 %	110 789	100,0 %	61 %

- 1) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF).
- 2) La région est déterminée selon l'adresse où se trouve la propriété grevée d'un prêt hypothécaire.
- 3) Les prêts hypothécaires assurés constituant le portefeuille s'entendent des prêts hypothécaires assurés individuellement ou par portefeuille par l'intermédiaire d'un assureur admissible (c.-à-d. la SCHL et Sagen MI CanadaSM).
- 4) Le ratio prêt/valeur (RPV) est fonction de la valeur de la propriété lors du montage du prêt hypothécaire, de l'encours des prêts hypothécaires et des montants autorisés pouvant être prélevés sur les marges de crédit sur valeur domiciliaire.

Prêts hypothécaires à l'habitation par période d'amortissement restante ^{1) 2)}

	Au 31 juillet 2023						
	Période d'amortissement						
	Moins de 5 ans (en %)	De 6 à 10 ans (en %)	De 11 à 15 ans (en %)	De 16 à 20 ans (en %)	De 21 à 25 ans (en %)	De 26 à 30 ans (en %)	Plus de 30 ans (en %)
Canada ³⁾	0,8 %	2,6 %	6,0 %	13,4 %	31,6 %	15,8 %	29,8 %
États-Unis ⁴⁾	0,5 %	2,3 %	6,0 %	2,8 %	11,1 %	76,1 %	1,2 %
Total	0,8 %	2,6 %	6,0 %	11,9 %	28,6 %	24,3 %	25,8 %

	Au 30 avril 2023						
	Période d'amortissement						
	Moins de 5 ans (en %)	De 6 à 10 ans (en %)	De 11 à 15 ans (en %)	De 16 à 20 ans (en %)	De 21 à 25 ans (en %)	De 26 à 30 ans (en %)	Plus de 30 ans (en %)
Canada ³⁾	0,8 %	2,6 %	6,0 %	13,5 %	31,8 %	14,3 %	31,0 %
États-Unis ⁴⁾	0,5 %	2,6 %	6,6 %	2,9 %	12,3 %	73,8 %	1,3 %
Total	0,8 %	2,6 %	6,1 %	12,1 %	29,0 %	22,5 %	26,9 %

- 1) La période d'amortissement restante tient compte de l'encours actuel, du taux d'intérêt, des montants des paiements effectués par les clients et de la fréquence des paiements au Canada. Des échéances contractuelles sont utilisées aux États-Unis.
- 2) Les méthodes de présentation de l'information utilisées sont conformes à ce qui est énoncé en vertu de la ligne directrice B-20 du BSIF.
- 3) À la suite des hausses des taux d'intérêt, le portefeuille comprenait des prêts hypothécaires à taux variables à amortissement négatif totalisant 32,8 milliards de dollars (28,4 milliards au 30 avril 2023) les paiements contractuels étant actuellement appliqués aux intérêts et la portion des intérêts non visée par des versements étant appliquée au capital.
- 4) Une vaste proportion des prêts hypothécaires contractés aux États-Unis dont les périodes d'amortissement sont les plus longues sont principalement consentis dans le cadre de programmes de modifications de prêts destinés aux emprunteurs en difficulté et de programmes de refinancement de prêts hypothécaires instaurés par un organisme de réglementation.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites à la section Risque de marché de son Rapport annuel pour 2022.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2023				Au 31 octobre 2022				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	Bilan consolidé	Exposés au risque de marché		Non exposés au risque de marché	
		Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)			Éléments négociés 1)	Éléments non négociés 2)		
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	81 262	–	81 262	–	87 466	–	87 466	–	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 658	166	4 492	–	5 734	142	5 592	–	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières 3)	311 830	124 631	187 199	–	273 262	108 303	164 959	–	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	113 442	–	113 442	–	113 194	–	113 194	–	Taux d'intérêt
Prêts et acceptations (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	630 837	3 694	627 143	–	551 339	3 501	547 838	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	33 153	28 854	4 299	–	48 160	45 537	2 623	–	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	9 554	–	9 554	–	13 235	–	13 235	–	Taux d'intérêt
Actifs divers	63 818	5 517	23 105	35 196	46 809	3 030	26 561	17 218	Taux d'intérêt
Total des actifs	1 248 554	162 862	1 050 496	35 196	1 139 199	160 513	961 468	17 218	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	883 569	35 759	847 810	–	769 478	26 305	743 173	–	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	43 276	37 328	5 948	–	59 956	46 803	13 153	–	Taux d'intérêt, change
Acceptations	9 554	–	9 554	–	13 235	–	13 235	–	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	46 442	46 442	–	–	40 979	40 979	–	–	
Titres mis en pension ou prêtés	96 149	–	96 149	–	103 963	–	103 963	–	Taux d'intérêt
Passifs divers	87 308	64	87 168	76	72 400	60	71 815	525	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	8 062	–	8 062	–	8 150	–	8 150	–	Taux d'intérêt
Total des passifs	1 174 360	119 593	1 054 691	76	1 068 161	114 147	953 489	525	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour un complément d'informations sur les valeurs mobilières.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation a diminué d'un trimestre à l'autre en raison des variations des risques liés aux titres de participation alors que la moyenne du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension a augmenté du fait des variations des risques de taux d'intérêt et des risques liés à la négociation de prêts hypothécaires.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023				30 avril 2023	31 juillet 2022
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	2,8	2,4	3,5	1,7	1,7	3,4
VaR liée aux actions	11,4	12,5	18,9	8,5	15,7	13,8
VaR liée au change	4,4	3,4	5,3	2,1	3,2	1,7
VaR liée aux taux d'intérêt 3)	21,5	26,9	38,3	20,5	27,8	19,5
Risque propre à la dette	9,5	10,1	12,7	7,9	11,1	7,0
Diversification	(27,9)	(24,7)	n. s.	n. s.	(25,5)	(16,8)
Total de la VaR - Négociation	21,7	30,6	44,2	21,7	34,0	28,6
Total de la VaR en période de tension - Négociation	79,8	75,3	89,9	53,2	73,7	54,7

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. - non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt ont diminué par rapport au 30 avril 2023, alors que l'avantage d'une hausse des taux d'intérêt pour le résultat structurel et l'exposition à une baisse des taux d'intérêt ont augmenté par rapport au 30 avril 2023, du fait surtout d'un recul des actifs à taux fixe dans les deux cas.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
			31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022			31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022
	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total 4)	Canada 3)	États-Unis	Total	Total	Total
Hausse de 100 points de base	(811,0)	(704,5)	(1 515,5)	(2 001,5)	(809,8)	41,9	266,1	308,0	281,5	524,8
Baisse de 100 points de base	687,0	239,9	926,9	1 355,5	48,9	(53,2)	(294,4)	(347,7)	(323,7)	(761,6)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau. Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2023 donnerait lieu à une augmentation de 12 millions de dollars du résultat avant impôts (46 millions au 30 avril 2023 et 40 millions au 31 juillet 2022). Une baisse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 juillet 2023 donnerait lieu à une diminution de 8 millions du résultat avant impôts (54 millions au 30 avril 2023 et 38 millions au 31 juillet 2022). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2023 entraînerait une augmentation de 15 millions du résultat avant impôts (15 millions au 30 avril 2023 et 17 millions au 31 juillet 2022). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 juillet 2023 entraînerait une diminution de 12 millions du résultat avant impôts (13 millions au 30 avril 2023 et 16 millions au 31 juillet 2022). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser les variations des taux d'intérêt et des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours du troisième trimestre de 2023. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé.

3) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au troisième trimestre de 2023. Les dépôts des clients ont affiché une augmentation avec la croissance des dépôts sous-jacents, ce qui a été en grande partie contré par l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Les prêts des clients ont diminué car la croissance des prêts sous-jacents a été plus que compensée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain. Le financement de gros a augmenté, reflet des émissions nettes. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 356,9 milliards de dollars au 31 juillet 2023 comparativement à 347,7 milliards au 30 avril 2023. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation de la trésorerie compensée en partie par des soldes de titres moins élevés.

Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés.

Actifs liquides

	Au 31 juillet 2023					Au 30 avril 2023
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	81 262	–	81 262	99	81 163	68 391
Dépôts à d'autres banques	4 658	–	4 658	–	4 658	5 275
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	148 513	99 911	248 424	139 219	109 205	120 764
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	82 109	7 785	89 894	31 763	58 131	58 558
Titres de créance d'entreprises et autres	24 213	21 404	45 617	8 016	37 601	32 519
Titres de participation d'entreprises	56 995	52 408	109 403	61 652	47 751	43 878
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés 3)	311 830	181 508	493 338	240 650	252 688	255 719
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 4)	23 206	–	23 206	4 770	18 436	18 357
Total des actifs liquides	420 956	181 508	602 464	245 519	356 945	347 742

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour un complément d'informations sur le total des valeurs mobilières.

4) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 juillet 2023					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	85 920	–	99	–	85 821
Valeurs mobilières 5)	516 544	192 179	53 241	15 937	255 187
Prêts	607 631	97 800	628	327 792	181 411
Autres actifs					
Instruments dérivés	33 153	–	–	33 153	–
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 554	–	–	9 554	–
Bureaux et matériel	6 012	–	–	6 012	–
Écart d'acquisition	15 913	–	–	15 913	–
Immobilisations incorporelles	5 121	–	–	5 121	–
Actifs d'impôt exigible	1 925	–	–	1 925	–
Actifs d'impôt différé	2 880	–	–	2 880	–
Actifs divers	31 967	7 463	–	24 504	–
Total des autres actifs	106 525	7 463	–	99 062	–
Total des actifs	1 316 620	297 442	53 968	442 791	522 419

	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 30 avril 2023					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	73 770	–	104	–	73 666
Valeurs mobilières 5)	521 749	196 626	51 047	15 514	258 562
Prêts	611 659	95 064	657	334 720	181 218
Autres actifs					
Instruments dérivés	31 960	–	–	31 960	–
Engagements de clients aux termes d'acceptations	10 591	–	–	10 591	–
Bureaux et matériel	6 111	–	–	6 111	–
Écart d'acquisition	16 025	–	–	16 025	–
Immobilisations incorporelles	5 158	–	–	5 158	–
Actifs d'impôt exigible	2 127	–	–	2 127	–
Actifs d'impôt différé	2 369	–	–	2 369	–
Actifs divers	33 474	9 213	–	24 261	–
Total des autres actifs	107 815	9 213	–	98 602	–
Total des actifs	1 314 993	300 903	51 808	448 836	513 446

1) Les actifs bruts comprennent des actifs inscrits au bilan et des actifs hors bilan.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que les dépôts minimaux requis auprès de banques centrales et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de valeurs mobilières d'un montant de 15,9 milliards de dollars au 31 juillet 2023, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par notre unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts compris dans les actifs pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de BMO, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances de la Federal Home Loan Bank des États-Unis.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Stratégie de financement

Selon la stratégie de financement de BMO, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

Nous maintenons une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable, qui, conjugués à notre situation en matière de capital importante, constitue de solides assises, favorisent le maintien d'une saine position de liquidité et réduisent notre dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 629,8 milliards de dollars au 31 juillet 2023, en hausse par rapport à ceux de 628,5 milliards au 30 avril 2023. La croissance sous-jacente des dépôts des clients au cours du trimestre considéré a été essentiellement compensée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Au 31 juillet 2023, l'encours du financement de gros, garanti et non garanti, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 265,0 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 79,6 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 185,4 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 261,6 milliards au 30 avril 2023 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre considéré. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau suivant. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan. Nous maintenons un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 356,9 milliards au 31 juillet 2023 et qui, tel qu'il est décrit à la section sur les actifs liquides non grevés, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, type d'instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par les comités de la haute direction à qui incombent des responsabilités précises connexes, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Échéances du financement de gros ¹⁾

	Au 31 juillet 2023								Au 30 avril 2023
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Total partiel – Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	Total
(en millions de dollars canadiens)									
Dépôts d'autres banques	4 523	1 421	2 205	976	9 125	–	–	9 125	9 330
Certificats de dépôt et papier commercial	13 089	21 197	33 829	25 997	94 112	–	–	94 112	91 914
Billets de dépôt au porteur	410	356	186	213	1 165	–	–	1 165	985
Papier commercial adossé à des actifs	1 285	1 407	2 130	264	5 086	–	–	5 086	2 998
Billets à moyen terme non garantis									
de premier rang	169	3 900	2 479	13 074	19 622	16 017	28 786	64 425	64 950
Billets structurés non garantis de									
premier rang ²⁾	–	78	130	15	223	14	8 277	8 514	8 827
Financement garanti									
Titrisations de créances hypothécaires et de									
marges de crédit sur valeur domiciliaire	7	1 495	566	2 287	4 355	3 738	12 252	20 345	20 068
Obligations couvertes	–	2 536	2 303	–	4 839	3 294	22 389	30 522	28 236
Autres titrisations adossées à des actifs ³⁾	–	–	–	–	–	436	5 603	6 039	5 554
Avances de la Federal Home Loan Bank	725	329	–	–	1 054	12 604	3 976	17 634	20 549
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	8 061	8 061	8 194
Total	20 208	32 719	43 828	42 826	139 581	36 103	89 344	265 028	261 605
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	2 017	5 767	4 999	2 551	15 334	20 072	44 220	79 626	77 405
Financement non garanti	18 191	26 952	38 829	40 275	124 247	16 031	45 124	185 402	184 200
Total ⁴⁾	20 208	32 719	43 828	42 826	139 581	36 103	89 344	265 028	261 605

1) Le financement de gros englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans la section Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 48,5 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 216,5 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 juillet 2023.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la section Risque de liquidité et de financement du Rapport annuel de BMO pour 2022. Il y a également lieu de se reporter à la section Gestion des risques.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important pour la Banque dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de ses activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attractifs. Si les cotes de BMO se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur des cotes de BMO pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 des états financiers consolidés annuels audités du Rapport annuel de BMO pour 2022.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Le 20 juin 2023, Fitch a confirmé ses cotes octroyées à BMO et révisé sa perspective qui est passée de négative à stable, reflet des niveaux d'adéquation des fonds propres solides et supérieurs à la cible en raison de l'acquisition réussie de Bank of the West. Au cours du troisième trimestre de 2023, Moody's, Standard & Poor's (« S&P ») et DBRS ont confirmé l'attribution de leurs cotes et maintenu une perspective stable à BMO.

Au 31 juillet 2023

Agence de notation	Dettes à court terme	Dettes de premier rang 1)	Dépôts à long terme / ancienne dette de premier rang 2)	Dettes subordonnées – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Stable
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant. Au 31 juillet 2023, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 113 millions de dollars, 385 millions et 808 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Le ratio de liquidité à court terme (RLCT) est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) et est résumé dans le tableau ci-après. Le RLCT est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité détenus au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le BSIF sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. (BFC) en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BFC et la banque mère. Les banques d'importance systémique nationale (BISN), y compris BMO, sont tenues de maintenir un RLCT minimal de 100 %. Le RLCT moyen quotidien pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 a été de 131 %, ce qui correspond à un excédent de 55,1 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RLCT a augmenté de 2 % par rapport à 129 % au trimestre précédent, en raison de la hausse des actifs liquides de haute qualité et de la baisse des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides.

(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	230,5
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	292,4	20,9
Dépôts stables	138,2	4,1
Dépôts moins stables	154,2	16,8
Financement de gros non garanti, dont :	286,3	128,9
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	142,9	35,5
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	119,0	69,0
Dettes non garanties	24,4	24,4
Financement de gros garanti	*	21,5
Exigences supplémentaires, dont :	242,4	46,2
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	25,7	7,2
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,7	2,7
Facilités de crédit et de liquidité	214,0	36,3
Autres obligations de financement contractuelles	1,3	-
Autres obligations de financement conditionnelles	516,2	9,9
Total des sorties de trésorerie	*	227,4
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	153,3	33,4
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	18,8	10,1
Autres entrées de trésorerie	8,5	8,5
Total des entrées de trésorerie	180,6	52,0

	Total de la valeur ajustée 4)
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023	
Total des actifs liquides de haute qualité	230,5
Total des sorties nettes de trésorerie	175,4
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)	131

	Total de la valeur ajustée 4)
Pour le trimestre clos le 30 avril 2023	
Total des actifs liquides de haute qualité	229,1
Total des sorties nettes de trésorerie	177,1
Ratio de liquidité à court terme (%)	129

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 64 jours ouvrables au troisième trimestre de 2023.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF. Contrairement au RLCT, lequel est une mesure à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du FSD représente la part des fonds propres et des passifs censée être disponible de manière fiable à un horizon de un an (ce qui comprend les dépôts de clients, le financement de gros à long terme et le capital). Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont établies par le BSIF et fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BIS) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 %. Le RSLLT de BMO était de 114 % au 31 juillet 2023, ce qui équivaut à un excédent de 86,5 milliards de dollars par rapport au seuil réglementaire minimal. Le RSLLT a augmenté par rapport à celui de 113 % au trimestre précédent, en raison de la hausse du financement stable disponible et de la baisse du financement stable requis.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	-	-	-	87,5	87,5
Fonds propres réglementaires	-	-	-	87,5	87,5
Autres instruments de fonds propres	-	-	-	-	-
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	229,3	51,9	32,0	59,6	340,9
Dépôts stables	119,0	18,8	12,6	13,9	156,9
Dépôts moins stables	110,3	33,1	19,4	45,7	184,0
Financement de gros :	268,5	255,0	57,5	108,5	271,5
Dépôts opérationnels	132,3	-	-	-	66,1
Autres financements de gros	136,2	255,0	57,5	108,5	205,4
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	2,0	1,4	11,2	-
Autres passifs :	4,9	*	*	38,1	4,9
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	16,9	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	4,9	16,2	0,2	4,8	4,9
FSD total	*	*	*	*	704,8
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	15,9
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	0,2	-	-	0,1
Prêts et titres productifs :	184,8	174,3	53,2	366,0	515,4
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	-	72,3	2,6	0,3	3,3
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	28,6	52,8	5,9	17,7	55,1
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	112,4	37,3	36,5	195,0	298,9
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	13,0	9,4	7,8	138,2	117,8
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	13,0	9,4	7,8	138,2	117,8
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	30,8	2,5	0,4	14,8	40,3
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	2,0	1,4	11,2	-
Autres actifs :	41,3	*	*	56,8	67,2
Produits de base physiques, y compris l'or	5,9	*	*	*	5,0
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contreparties centrales	*	*	*	12,6	10,8
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	6,2	-
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	23,3	1,2
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	35,4	6,1	0,2	8,4	50,2
Éléments hors bilan	*	*	*	*	19,7
FSR total	*	*	*	*	618,3
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	114
Trimestre clos le 30 avril 2023					
FSD total	Valeur pondérée 2)				
FSR total	704,7				
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	625,5				
	113				

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

- 1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.
- 2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSD et au FSR.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, nous établissons des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant (escompte), de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Instruments financiers inscrits au bilan									
Actifs									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	79 014	-	-	-	-	-	-	-	2 248 81 262
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 339	714	232	264	109	-	-	-	- 4 658
Valeurs mobilières	3 362	6 049	6 605	4 636	6 742	24 772	64 524	138 144	56 996 311 830
Titres pris en pension ou empruntés	93 924	10 322	5 649	1 568	1 729	250	-	-	- 113 442
Prêts 1)									
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 605	3 361	4 073	3 135	4 386	22 512	108 333	24 415	43 171 863
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	512	789	1 137	1 173	1 497	7 236	37 443	28 431	25 351 103 569
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	11 700 11 700
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	19 349	11 295	10 214	12 437	17 804	50 420	110 344	25 999	89 363 347 225
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 520) (3 520)
Total des prêts, déduction faite de la provision	21 466	15 445	15 424	16 745	23 687	80 168	256 120	78 845	122 937 630 837
Autres actifs									
Instruments dérivés	1 962	2 425	3 012	1 798	1 946	6 940	8 464	6 606	- 33 153
Engagements de clients aux termes d'acceptations	6 010	3 356	186	2	-	-	-	-	- 9 554
Divers	3 303	586	439	14	16	10	20	7 318	52 112 63 818
Total des autres actifs	11 275	6 367	3 637	1 814	1 962	6 950	8 484	13 924	52 112 106 525
Total des actifs	212 380	38 897	31 547	25 027	34 229	112 140	329 128	230 913	234 293 1 248 554

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Passifs et capitaux propres									
Dépôts 2) 3)	45 398	57 264	74 244	46 347	55 391	44 659	78 418	19 656	462 192 883 569
Autres passifs									
Instruments dérivés	2 728	5 116	6 201	1 979	1 559	6 658	9 693	9 342	- 43 276
Acceptations	6 010	3 356	186	2	-	-	-	-	- 9 554
Titres vendus à découvert 4)	46 442	-	-	-	-	-	-	-	- 46 442
Titres mis en pension ou prêtés 4)	85 407	8 668	58	648	-	1 368	-	-	- 96 149
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	107	1 620	785	1 195	2 137	5 323	8 934	6 566	- 26 667
Divers	15 291	508	1 310	100	12 727	778	2 675	6 132	21 120 60 641
Total des autres passifs	155 985	19 268	8 540	3 924	16 423	14 127	21 302	22 040	21 120 282 729
Dettes subordonnées 5)	-	-	-	-	-	-	25	8 037	- 8 062
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	74 194 74 194
Total des passifs et des capitaux propres	201 383	76 532	82 784	50 271	71 814	58 786	99 745	49 733	557 506 1 248 554

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 29 621 millions de dollars au 31 juillet 2023 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

5) Le 8 août 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter, le 5 octobre 2023, la totalité de nos débentures subordonnées (FPUNV) à 4,338 % pour 850 millions de dollars américains. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle.

(en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2023								
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance Total
Engagements hors bilan									
Crédits fermes 1)	2 250	4 675	8 085	9 419	19 371	39 452	123 395	5 447	- 212 094
Lettres de crédit 2)	1 326	3 357	5 956	4 466	5 500	3 323	5 217	48	- 29 193
Concours de trésorerie	-	765	746	633	2 097	4 968	8 224	319	- 17 752
Contrats de location	-	-	-	1	1	5	27	57	- 91
Obligations d'achat	45	120	98	80	83	312	564	94	- 1 396

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	86 003	–	–	–	–	–	–	–	1 463	87 466
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 844	1 662	86	44	98	–	–	–	–	5 734
Valeurs mobilières	4 189	4 284	5 480	5 375	6 060	18 272	68 521	108 072	53 009	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	83 861	21 736	5 101	2 448	48	–	–	–	–	113 194
Prêts 1)										
Prêts hypothécaires à l'habitation	526	1 519	3 708	5 778	6 501	14 665	105 285	10 810	88	148 880
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	211	553	940	1 693	1 537	4 844	37 742	14 084	24 499	86 103
Prêts sur cartes de crédit	–	–	–	–	–	–	–	–	9 663	9 663
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	13 003	9 595	11 724	9 300	11 394	37 250	105 009	17 776	94 259	309 310
Provision pour pertes sur créances	–	–	–	–	–	–	–	–	(2 617)	(2 617)
Total des prêts, déduction faite de la provision	13 740	11 667	16 372	16 771	19 432	56 759	248 036	42 670	125 892	551 339
Autres actifs										
Instruments dérivés	5 362	7 147	3 359	2 552	2 225	7 787	11 636	8 092	–	48 160
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 752	3 461	19	3	–	–	–	–	–	13 235
Divers	2 735	625	225	21	2	10	19	5 817	37 355	46 809
Total des autres actifs	17 849	11 233	3 603	2 576	2 227	7 797	11 655	13 909	37 355	108 204
Total des actifs	209 486	50 582	30 642	27 214	27 865	82 828	328 212	164 651	217 719	1 139 199

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 2) 3)	38 064	44 637	49 626	47 908	48 444	39 992	62 978	16 265	421 564	769 478
Autres passifs										
Instruments dérivés	3 370	11 764	4 399	3 814	2 895	7 619	14 092	12 003	–	59 956
Acceptations	9 752	3 461	19	3	–	–	–	–	–	13 235
Titres vendus à découvert 4)	40 979	–	–	–	–	–	–	–	–	40 979
Titres mis en pension ou prêtés 4)	94 215	6 476	1 046	2 226	–	–	–	–	–	103 963
Titrisation et passifs liés aux entités structurées	14	2 803	1 300	794	1 673	5 136	9 342	6 006	–	27 068
Divers	12 143	4 980	101	97	146	872	2 558	5 722	18 713	45 332
Total des autres passifs	160 473	29 484	6 865	6 934	4 714	13 627	25 992	23 731	18 713	290 533
Dettes subordonnées	–	–	–	–	–	–	25	8 125	–	8 150
Total des capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	–	71 038	71 038
Total des passifs et des capitaux propres	198 537	74 121	56 491	54 842	53 158	53 619	88 995	48 121	511 315	1 139 199

1) Les prêts à vue sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

3) Des dépôts de 29 966 millions de dollars au 31 octobre 2022 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée.

4) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2022

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 932	3 610	10 461	13 373	14 753	38 057	119 430	5 490	–	207 106
Lettres de crédit 2)	1 680	4 601	4 936	4 662	4 922	2 832	3 680	57	–	27 370
Concours de trésorerie	–	585	393	1 438	1 275	3 465	9 189	985	–	17 330
Contrats de location	–	–	–	–	–	3	44	256	–	303
Obligations d'achat	27	98	55	55	58	217	309	22	–	841

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

2) Les lettres de crédit peuvent faire l'objet de prélèvements en tout temps. Elles sont classées en fonction de leurs échéances contractuelles déclarées.

Expositions internationales

Sur le plan géographique, à l'extérieur du Canada et des États-Unis, les expositions de BMO sont assujetties à un cadre de gestion des risques qui met en jeu des évaluations des risques économiques et politiques dans chaque région ou pays ainsi qu'à la gestion des expositions conformément à des limites établies en fonction du produit, de l'entité et du pays où le risque final est assumé. Nos expositions à ces régions au 31 juillet 2023 sont présentées dans le tableau ci-après.

Le 26 octobre 2021, le BSIF a recommandé que les banques canadiennes d'importance systémique mondiale (BIS^m) cessent de fournir les informations par pays relatives aux expositions en Europe et que les expositions sur des États souverains commencent à être présentées par région (continent) à compter du premier trimestre de 2022.

Le tableau ci-dessous indique les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux engagements inutilisés, aux titres, dont des produits de trésorerie, des titres de crédit négociables et des swaps sur défaillance, aux opérations de type mise en pension et aux dérivés. Les expositions associées aux opérations de type mise en pension et aux dérivés sont présentées à la valeur de marché. Les dérivés comprennent la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

Expositions par région

	Au 31 juillet 2023											Au 30 avril 2023	
(en millions de dollars canadiens)	Tranche financée des prêts et engagements				Titres				Opérations de type mise en pension et dérivés				
Région	Banque	Sociétés	États souverains	Total	Banque	Sociétés	États souverains	Total	Banque	Sociétés	États souverains	Total	Total montant net
Europe (excl. Royaume-Uni)	406	2 748	–	3 154	514	100	5 005	5 619	281	343	34	658	9 431
Royaume-Uni	20	4 823	435	5 278	145	112	736	993	98	512	32	642	6 913
Amérique latine	3 172	6 875	–	10 047	2	52	–	54	7	501	11	519	10 620
Asie-Pacifique	2 946	3 331	8	6 285	952	42	3 071	4 065	230	304	108	642	10 992
Afrique et Moyen-Orient	893	616	–	1 509	–	–	18	18	–	1	890	891	2 418
Autres 1)	–	5	44	49	–	–	4 091	4 091	–	–	1 389	1 389	5 529
Total	7 437	18 398	487	26 322	1 613	306	12 921	14 840	616	1 661	2 464	4 741	45 903

1) Reflète l'exposition à des institutions supranationales.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Glossaire de termes financiers

Acceptation bancaire Lettre de change ou autre effet négociable tiré par un emprunteur pour paiement à l'échéance et qui est accepté par une banque.

L'acceptation bancaire constitue une garantie de paiement de la Banque et l'effet ainsi accepté peut être négocié sur le marché monétaire. La banque qui offre cette garantie perçoit une commission d'acceptation.

Actif productif moyen Solde moyen quotidien des dépôts auprès de banques centrales, des dépôts à d'autres banques, des titres pris en pension ou empruntés, des valeurs mobilières et des prêts pour une période de un an.

Actifs pondérés en fonction des risques Actifs définis comme les expositions inscrites au bilan et hors bilan qui sont pondérées en fonction des risques selon les lignes directrices établies par le BSIF. Cette mesure est utilisée aux fins de la gestion du capital et de la présentation de l'information pour répondre aux exigences réglementaires.

Actifs sous administration et actifs sous gestion

Actifs administrés ou gérés par une institution financière et appartenant effectivement à des clients; ces actifs ne sont donc pas inscrits au bilan de l'institution financière qui les administre ou les gère.

Base d'imposition comparable (bic) Les revenus des unités d'exploitation sont présentés sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat de BMO Marchés des capitaux et de PE États-Unis relativement aux titres exonérés d'impôt sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter les comparaisons des revenus des sources imposables et de sources exemptes d'impôt. La compensation des ajustements sur une bic des unités d'exploitation est reflétée dans les revenus et la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Bénéfice avant dotation et impôts Bénéfice calculé comme étant le bénéfice avant la charge d'impôts sur le résultat et la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances. Nous utilisons le bénéfice avant dotation et impôts sur une base comptable et ajustée pour évaluer notre capacité à générer une croissance soutenue des revenus à l'exception des pertes sur créances, qui sont influencées par la nature cyclique d'un cycle de crédit.

Bénéfice et mesures ajustés

La direction considère que les résultats comptables et les résultats ajustés sont utiles pour évaluer la performance des activités poursuivies sous-jacentes, tel qu'il est indiqué à la section Mesures non conformes aux PCGR et autres mesures financières.

- **Revenus ajustés** – Ils sont calculés comme les revenus, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents, et les revenus nets ajustés correspondent aux revenus ajustés déduction faite des SCVPI.
- **Provision pour pertes sur créances ajustée** – Elle est calculée comme la provision pour pertes sur créances, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents.
- **Charges autres que d'intérêts ajustées** – Elles sont calculées comme les charges autres que d'intérêts, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents.
- **Bénéfice net ajusté** – Il est calculé comme le bénéfice net, compte non tenu de l'incidence de certains éléments non récurrents.

Bénéfice par action (BPA) Bénéfice calculé en divisant le bénéfice net, déduction faite des dividendes sur actions privilégiées et des distributions sur d'autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation. Le BPA ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté. Le BPA dilué, qui sert de base à BMO et au secteur pour évaluer la performance, tient compte des conversions possibles d'instruments financiers en actions ordinaires qui auraient pour conséquence de réduire le BPA. La note 9 des états financiers consolidés intermédiaires non audités contient plus de détails sur cette mesure.

Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) Canada Organisme gouvernemental responsable de la réglementation des banques, des sociétés d'assurance, des sociétés de fiducie, des sociétés de prêt et des régimes de retraite au Canada.

Capacité totale d'absorption des pertes (Total Loss Absorbing Capacity ou TLAC) Elle s'entend du total des fonds propres et de la dette de premier rang non garantie admissibles aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada, moins certaines déductions réglementaires.

Capital économique Il correspond aux fonds propres que doit détenir l'organisation, compte tenu des risques économiques sous-jacents à ses activités commerciales. Il représente l'estimation par la direction de l'ampleur potentielle des pertes économiques qui pourraient découler de circonstances extrêmement défavorables. Le capital économique est calculé pour divers types de risques, y compris le risque de crédit, le risque de marché (lié aux activités de négociation et autres), le risque opérationnel non financier, le risque d'entreprise et le risque d'assurance, en fonction d'un horizon de un an et selon un degré de confiance préétabli.

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Ces capitaux propres constituent la forme la plus permanente de capital. Aux fins des fonds propres réglementaires, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, moins les déductions du capital.

Capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Ces capitaux propres correspondent aux capitaux propres des actionnaires ordinaires, moins les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes.

Contrats à terme de gré à gré et contrats à terme standardisés

Ces contrats sont des ententes contractuelles portant sur la vente ou l'achat d'un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à un prix et à une date ultérieure prédéterminés. Le contrat à terme de gré à gré est un contrat sur mesure négocié sur le marché hors cote. Le contrat à terme standardisé se négocie selon des montants préétablis sur des marchés boursiers réglementés et fait l'objet d'exigences quotidiennes sur les marges de sécurité.

Conventions-cadre de compensation Accords entre deux parties afin de réduire le risque de crédit lié à de multiples transactions sur dérivés au moyen de la création d'un droit juridique de contrebalancer l'exposition au risque dans le cas d'une défaillance.

Couverture Technique de gestion des risques utilisée pour neutraliser, gérer ou contrebalancer les risques qui sont liés aux taux d'intérêt, aux devises, aux titres de participation, aux produits de base ou au crédit, et qui découlent d'activités bancaires normales.

Dette admissible aux fins de recapitalisation interne

Elle s'entend de la dette de premier rang non garantie admissible aux fins du régime de recapitalisation interne des banques au Canada. Cette dette inclut la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. Une partie ou la totalité de cette dette peut être, selon la loi, convertie en actions ordinaires de la Banque aux termes du régime de recapitalisation interne si la Banque dépose une résolution.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Charge portée en résultat, d'un montant jugé adéquat par la direction pour absorber toute perte de valeur des portefeuilles de prêts et acceptations et d'autres instruments de crédit, étant donné la composition des portefeuilles, la probabilité de défaut des emprunteurs, la conjoncture économique et la provision pour pertes sur créances déjà établie. La dotation à la provision pour pertes sur créances se compose de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs. Pour obtenir de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter aux sections Risque de crédit et de contrepartie – Dotation à la provision pour pertes sur créances et Estimations et jugements comptables critiques – Provision pour pertes sur créances ainsi qu'à la note 3 des états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Entités structurées (ES) Elles s'entendent des entités pour lesquelles les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui contrôle l'entité. BMO est tenue de consolider une ES si elle contrôle cette entité, à savoir qu'elle détient le pouvoir sur celle-ci, qu'elle est exposée à des rendements variables en raison de ses liens avec elle et qu'elle a la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur le montant de ces rendements.

Évaluation à la valeur de marché Évaluation d'instruments financiers à la juste valeur (tel que défini précédemment) à la date du bilan.

Exigences supplémentaires liées au risque (IRC)

Elles sont un complément aux mesures de la VaR et de la VaR en période de tension et représentent une estimation des risques de défaillance et de migration de produits autres que de titrisation détenus dans le portefeuille de négociation étant exposés au risque de taux d'intérêt, mesurée sur un an à un niveau de confiance de 99,9 %.

Expositions aux fins du ratio de levier Elles sont composées de la somme des éléments figurant au bilan et des éléments hors bilan spécifiés, moins les ajustements spécifiés.

Fonds propres de catégorie 1 Ils sont constitués des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires. Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires sont constitués des actions privilégiées et des autres instruments de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires, moins les déductions réglementaires.

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires

Ces fonds propres comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui pourraient inclure une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

Fonds propres de catégorie 2 Ils se composent de débetures subordonnées et peuvent inclure certaines provisions pour pertes sur créances, moins les déductions réglementaires.

Garanties et lettres de crédit de soutien Obligation de la Banque qui s'engage, pour le compte d'un client, à effectuer des paiements à un tiers si le client n'est pas en mesure de le faire ou qu'il n'est pas en mesure de respecter ses autres engagements contractuels.

Instruments dérivés Contrats qui nécessitent peu ou pas du tout d'investissement initial dont la valeur est dérivée des mouvements des taux d'intérêt ou de change, du cours des titres de participation ou des produits de base ou d'autres indicateurs sous-jacents. L'instrument dérivé est utilisé pour transférer, modifier ou réduire les risques existants ou prévus résultant de fluctuations des taux ou des cours.

Instruments financiers hors bilan Ils s'entendent des divers arrangements financiers offerts aux clients, notamment les instruments dérivés de crédit, les options de vente position vendeur, les concours de trésorerie, les lettres de crédit de soutien, les garanties de bonne exécution, les facilités de rehaussement de crédit, les crédits fermes, le prêt de titres, les crédits documentaires et les lettres de crédit commerciales et d'autres types d'indemnisation.

Juste valeur Elle s'entend du montant de la contrepartie qui serait convenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes agissant en toute liberté dans une transaction normale sur le marché.

Levier d'exploitation Écart entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustées.

Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI Écart entre le taux de croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (ce qui correspond aux revenus nets), et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts. Le levier d'exploitation net ajusté correspond à l'écart entre le taux de croissance des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI, et le taux de croissance des charges autres que d'intérêts ajustées. La Banque évalue sa performance au moyen des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI.

Marge nette d'intérêts Elle correspond au ratio des revenus nets d'intérêts à l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base. La marge nette d'intérêts, compte non tenu des activités de négociation, est calculée de la même manière que si l'on excluait les revenus d'intérêts et l'actif productif lié à la négociation.

Montant nominal de référence Montant de capital utilisé pour calculer les intérêts et autres paiements aux termes d'instruments dérivés. Le montant de capital ne change pas de mains selon les modalités des instruments dérivés, sauf dans le cas de swaps de devises.

Options Contrats donnant à l'acheteur le droit, mais non l'obligation, d'acheter ou de vendre un montant déterminé d'une devise, d'un produit de base, d'un instrument financier sensible aux taux d'intérêt ou d'un titre à une date prédéterminée ou à n'importe quel moment dans une période future préétablie.

Papier commercial adossé à des actifs Instrument de placement à court terme. Le papier commercial est adossé à des actifs, tels que des comptes clients, et est généralement utilisé pour répondre à des besoins de financement à court terme.

Point de base Il équivaut à un centième de point.

Prêts douteux Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus.

Prêts douteux acquis Prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus. Ces prêts sont considérés comme douteux lors de la comptabilisation initiale.

Provision pour pertes sur créances Montant jugé approprié par la direction pour éponger les pertes sur les créances liées aux prêts et acceptations et aux autres instruments de crédit, conformément aux normes comptables applicables. Une *provision liée aux prêts productifs* est maintenue afin de couvrir la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Une *provision liée aux prêts douteux* est maintenue afin de ramener la valeur comptable des prêts qui ont été individuellement désignés comme douteux au montant recouvrable attendu.

Ratio de distribution Ce ratio représente les dividendes sur les actions ordinaires exprimés en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires. Il correspond aux dividendes par action divisés par le bénéfice de base par action. Le ratio de distribution ajusté est calculé de la même façon, à partir du bénéfice net ajusté.

Ratio d'efficience (ou ratio des charges aux revenus) Ce ratio est une mesure de la productivité. Il se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus (sur une base d'imposition comparable pour les groupes d'exploitation) et est exprimé en pourcentage.

Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI Ce ratio se calcule en divisant les charges autres que d'intérêts par le total des revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI). Le ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI, se calcule de la même façon, à partir des revenus ajustés, déduction faite des SCVPI et des charges autres que d'intérêts ajustées.

Ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la mesure du TLAC, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio de levier Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les expositions aux fins du ratio de levier.

Ratio de levier de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) Ce ratio reflète la TLAC, divisée par les expositions aux fins du levier.

Ratio de liquidité à court terme Ce ratio est une mesure réglementaire calculée selon Bâle III et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension sur 30 jours conformément à un scénario de tension prévu par le BSIF.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 Ce ratio représente les fonds propres de catégorie 1, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires Ce ratio s'entend des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui comprennent les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, nets des déductions pour les écarts d'acquisition, les immobilisations incorporelles, les actifs au titre des régimes de retraite, certains actifs d'impôt différé et d'autres éléments qui peuvent comprendre une portion des provisions pour pertes sur créances attendues, divisés par les actifs pondérés en fonction des risques. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires est calculé conformément à la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF.

Ratio du total des fonds propres Ce ratio représente le total des fonds propres, divisé par les actifs pondérés en fonction des risques.

Ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT) Ce ratio est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs et est calculé selon la ligne directrice Normes de liquidités (NL) établie par le BSIF.

Rendement de l'action Dividendes par action ordinaire divisés par le cours de clôture de l'action.

Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAA) Rendement calculé à partir du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAA ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement des capitaux propres ordinaires ou attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) Ce rendement équivaut au bénéfice net moins les dividendes sur actions privilégiées et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres, exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comprennent le capital social ordinaire, le surplus d'apport, le cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) et les résultats non distribués. Le RCP ajusté est calculé à partir du bénéfice net ajusté plutôt qu'à partir du bénéfice net.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) Rendement annualisé qui correspond au rendement total moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début de la période visée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Rendement total des capitaux propres (RTCP) annuel moyen Correspond au rendement total annuel moyen d'un placement en actions ordinaires de BMO effectué au début d'une période déterminée. Le rendement tient compte de l'évolution du cours des actions et du réinvestissement des dividendes dans d'autres actions ordinaires.

Revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI Ils désignent les revenus d'assurance, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus de négociation Ils se composent des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts qui proviennent d'opérations inscrites au bilan et hors bilan effectuées à des fins de négociation. La gestion de ces opérations comprend généralement leur évaluation quotidienne à la valeur de marché. Les revenus de négociation comprennent également les revenus (charges) et les profits (pertes) relatifs aux instruments inscrits au bilan ainsi qu'aux contrats suivants : contrats de taux d'intérêt et de change (y compris les opérations au comptant), contrats sur titres de participation et sur produits de base et contrats de crédit.

Revenus nets autres que d'intérêts Ils correspondent aux revenus autres que d'intérêts, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Revenus nets d'intérêts Ils correspondent aux revenus perçus sur les actifs, notamment les prêts et les valeurs mobilières, y compris les revenus d'intérêts et certains revenus de dividendes, moins les charges d'intérêts liées aux passifs, notamment les dépôts. Les revenus nets d'intérêts, compte non tenu des revenus de négociation, sont présentés sur une base qui exclut les revenus d'intérêts liés à la négociation.

Risque d'assurance Ce risque correspond au risque qu'une perte soit causée par une situation qui, dans les faits, diffère de ce qui avait été envisagé lors de la conception et de la tarification d'un produit d'assurance, et se compose du risque de réclamation, du risque lié au comportement des titulaires de police et du risque lié aux frais.

Risque de crédit et de contrepartie Ce risque désigne la possibilité de subir une perte sur créances si un débiteur (p. ex. un emprunteur, un endosseur, un garant ou une contrepartie) ne respecte pas son obligation de rembourser un prêt ou de s'acquitter de toute autre obligation financière préalable.

Risque de liquidité et de financement Ce risque désigne la possibilité de subir une perte si nous ne sommes pas en mesure de respecter nos engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance. Les engagements financiers comprennent les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre de prêts, d'investissements et de nantissements.

Risque de marché Ce risque représente le risque que la valeur de nos actifs et de nos passifs affiche des fluctuations défavorables par suite de variations de paramètres du marché, notamment les taux d'intérêt, les cours de change, les cours des titres de participation et le prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite et les écarts de taux. Il désigne également les risques de migration du crédit et de défaillance de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation et de prise ferme Ce risque est associé à l'achat et à la vente de produits financiers pour répondre aux besoins des clients, y compris les activités de tenue de marché et de financement connexes, et à l'appui offert aux clients pour lever des fonds au moyen de l'émission de titres.

Risque de modèle Ce risque désigne la possibilité que des décisions fondées sur des résultats obtenus au moyen de modèles erronés ou mal utilisés aient des conséquences négatives, dont une perte financière, la prise de décisions inappropriées ou une atteinte à la réputation.

Risque de réputation Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice lié à la marque BMO, ce qui peut se produire même si les autres risques sont gérés adéquatement.

Risque de stratégie Ce risque découle de la possibilité que la Banque puisse subir une perte financière ou d'autres types de préjudices en raison des changements du contexte commercial et de l'incapacité de s'adapter de manière efficace à ces changements à cause d'un défaut d'agir, de l'utilisation de stratégies inappropriées ou de l'application déficiente des stratégies. Le risque de stratégie comprend également le risque d'entreprise, lequel découle des activités propres à une entreprise, ainsi que des effets que ces activités pourraient avoir sur son résultat.

Risque environnemental et social Ce risque correspond au risque de perte ou de préjudice, directement ou indirectement, découlant de facteurs environnementaux et sociaux qui ont une incidence sur BMO ou ses clients, et de l'impact de BMO.

Risque juridique et réglementaire Ce risque désigne le risque de perte ou de préjudice qui découle du non-respect des lois, des obligations contractuelles ou des exigences réglementaires, notamment le risque de ne pas se conformer à la loi (dans son esprit et dans sa lettre) ou de ne pas maintenir les normes de diligence, de ne pas mettre en œuvre des exigences légales ou réglementaires, de ne pas exécuter ou de ne pas se conformer à des modalités contractuelles, de ne pas faire valoir des droits non contractuels, de ne pas régler efficacement les litiges ou de ne pas agir de manière à préserver notre réputation.

Risque opérationnel non financier Ce risque englobe une vaste gamme de risques non financiers, y compris ceux qui touchent les changements organisationnels, la confiance des clients, la réputation et les données et qui peuvent entraîner une perte financière. Ces pertes peuvent provenir de processus ou de systèmes internes inadéquats ou de leur défaillance, d'erreurs humaines, ou d'inconduite, et d'événements externes qui sont susceptibles d'avoir une incidence directe ou indirecte sur la juste valeur des actifs que nous détenons dans nos portefeuilles de prêts ou de placements. Ces risques comprennent notamment le risque lié à la cybersécurité et à la sécurité infonuagique, les risques technologiques, le risque de fraude, le risque lié à la continuité des opérations et le risque lié aux ressources humaines, mais ils excluent les risques juridiques et réglementaires, le risque d'entreprise, le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et d'autres types de risques financiers.

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation) Ce risque englobe le risque de taux d'intérêt qui découle de nos activités bancaires (prêts et dépôts) et le risque de change qui résulte de nos opérations en devises et expositions aux devises.

Sensibilité de la valeur économique Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur la valeur marchande d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Sensibilité du résultat Elle constitue une mesure de l'incidence des fluctuations éventuelles des taux d'intérêt sur le bénéfice net avant impôts projeté sur 12 mois d'un portefeuille d'actifs, de passifs et de positions hors bilan, compte tenu de variations des taux d'intérêt parallèles et prescrites, les taux d'intérêt étant limités à un taux plancher de zéro.

Solde brut des prêts et acceptations douteux Il est calculé comme le solde des prêts douteux et des engagements de clients aux termes d'acceptations.

Solde moyen net des prêts et acceptations Solde quotidien ou mensuel moyen des prêts et des engagements de clients aux termes d'acceptations, déduction faite de la provision pour pertes sur créances, pour une période de un an.

Swap Contrat entre deux parties visant l'échange d'une série de flux de trésorerie. Les divers contrats de swaps que BMO conclut sont les suivants :

- *Swap d'actions* – les contreparties s'échangent le rendement d'une action ou d'un groupe d'actions contre un rendement fondé sur un taux d'intérêt fixe ou variable ou le rendement d'une autre action ou d'un autre groupe d'actions.
- *Swap de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap de produits de base* – les contreparties s'échangent généralement des versements à taux fixe et variable, fondés sur la valeur nominale de référence d'un seul produit de base.
- *Swap de taux d'intérêt* – les contreparties s'échangent habituellement des versements d'intérêts à taux fixe et variable, fondés sur une valeur nominale de référence dans une même devise.
- *Swap de taux d'intérêt et de devises* – les contreparties s'échangent des versements d'intérêts à taux fixe et variable, et des montants en capital dans des devises différentes.
- *Swap sur défaillance* – une contrepartie verse des frais à l'autre contrepartie en échange d'un accord par lequel cette dernière accepte de faire un paiement si un incident de crédit survient, comme une faillite ou un défaut de paiement.

- *Swap sur rendement total* – une contrepartie accepte de payer à l'autre contrepartie ou de recevoir d'elle des sommes en trésorerie dont le montant est fonction des variations de la valeur d'un actif ou d'un groupe d'actifs de référence, y compris les rendements comme l'intérêt gagné sur ces actifs, en échange de sommes dont le montant est fonction des taux de financement en vigueur sur le marché.

Taux d'impôt effectif ajusté Taux calculé comme la charge d'impôts sur le résultat après ajustement divisée par le bénéfice ajusté avant charge d'impôts sur le résultat.

Taux de recommandation net (TRN) S'entend du pourcentage de clients sondés qui recommanderaient BMO à un ami ou à un collègue. Les données sont recueillies dans le cadre d'un sondage qui utilise une échelle de 0 à 10 points. « Détracteurs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 0 à 6, « Passifs » s'entend de ceux qui attribuent une note de 7 ou 8, et « Ambassadeurs », de ceux qui attribuent une note de 9 ou 10. Le TRN est calculé en soustrayant le pourcentage de « Détracteurs » du pourcentage d'« Ambassadeurs ».

Titres garantis par des créances hypothécaires Titres de créance comportant plusieurs tranches émis par des entités structurées et garantis par des portefeuilles de créances hypothécaires. Chaque tranche comporte différents termes, taux d'intérêt et risques.

Titres mis en pension ou prêtés Passifs à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent le prêt ou la vente de titres.

Titres pris en pension ou empruntés Instruments à faible coût et à risque peu élevé, souvent étayés du nantissement de garanties liquides, et résultant de transactions qui nécessitent l'emprunt ou l'achat de titres.

Titrisation Elle consiste à vendre des lots de titres de créance contractuels, tels que des prêts hypothécaires résidentiels, des prêts automobiles et des créances sur cartes de crédit, à des tiers ou à des fiduciaires, qui, en général émettent des titres adossés à des actifs à l'intention des investisseurs pour financer l'achat des titres de créance contractuels.

Total des fonds propres Il inclut les fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2.

Valeur à risque (VaR) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour. La VaR est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

Valeur à risque en période de tension (VaR en période de tension) Elle mesure la perte maximale susceptible de survenir dans les portefeuilles de négociation et de prise ferme, selon un niveau de confiance de 99 %, sur une période de détention de un jour, les données d'entrée des modèles étant définies d'après les données historiques enregistrées dans une période caractérisée par de fortes tensions financières. La VaR en période de tension est calculée en fonction des diverses catégories de risques que posent les activités de négociation et de prise ferme de BMO, ce qui englobe les taux d'intérêt, les cours de change, les écarts de taux, les cours des titres de participation et prix des produits de base ainsi que leur volatilité implicite.

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions					
Prêts	10 693 \$	10 005 \$	5 311 \$	28 892 \$	13 589 \$
Valeurs mobilières (notes 2 et 12)	3 099	2 895	1 505	8 132	3 824
Dépôts à d'autres banques	1 029	882	228	2 950	360
	14 821	13 782	7 044	39 974	17 773
Charges d'intérêts					
Dépôts	7 102	6 262	1 743	18 647	3 302
Dette subordonnée	109	103	57	313	153
Autres passifs	2 705	2 603	1 047	7 274	2 200
	9 916	8 968	2 847	26 234	5 655
Revenus nets d'intérêts	4 905	4 814	4 197	13 740	12 118
Revenus autres que d'intérêts					
Commissions et droits sur titres	253	258	262	774	825
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	404	395	338	1 115	999
Revenus de négociation (note 12)	400	340	(975)	(543)	3 453
Commissions sur prêts	388	383	351	1 153	1 070
Frais de services de cartes	126	173	131	446	405
Frais de gestion de placements et de garde de titres	476	462	432	1 377	1 339
Revenus tirés de fonds d'investissement	316	307	315	936	1 003
Commissions de prise ferme et de consultation	253	269	220	730	962
Profits sur titres, autres que de négociation (note 2)	36	36	85	147	309
Profits de change, autres que de négociation	67	59	47	180	128
Revenus d'assurance	166	726	542	2 223	61
Quote-part du bénéfice des entreprises associées et des coentreprises	(2)	66	99	133	215
Autres	141	152	55	428	253
	3 024	3 626	1 902	9 099	11 022
Total des revenus	7 929	8 440	6 099	22 839	23 140
Dotation à la provision pour pertes sur créances (notes 3 et 12)	492	1 023	136	1 732	87
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	4	591	413	1 788	(314)
Charges autres que d'intérêts					
Rémunération du personnel	3 065	2 975	2 135	8 606	6 521
Bureaux et matériel	1 216	1 261	918	3 432	2 596
Amortissement des immobilisations incorporelles	286	280	151	729	448
Publicité et expansion des affaires	219	195	135	554	356
Communications	95	91	67	260	206
Honoraires	280	312	182	824	517
Autres	477	459	271	1 227	774
	5 638	5 573	3 859	15 632	11 418
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	1 795	1 253	1 691	3 687	11 949
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	341	194	326	927	2 895
Bénéfice net	1 454 \$	1 059 \$	1 365 \$	2 760 \$	9 054 \$
Attribuable à ce qui suit :					
Actionnaires de la Banque	1 452	1 056	1 365	2 755	9 054
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	3	–	5	–
Bénéfice net	1 454 \$	1 059 \$	1 365 \$	2 760 \$	9 054 \$
Bénéfice par action ordinaire (en dollars canadiens) (note 9)					
De base	1,97 \$	1,31 \$	1,96 \$	3,61 \$	13,49 \$
Dilué	1,97	1,30	1,95	3,60	13,45
Dividendes par action ordinaire	1,47	1,43	1,39	4,33	4,05

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le			Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	30 avril 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Bénéfice net	1 454 \$	1 059 \$	1 365 \$	2 760 \$	9 054 \$
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts					
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net					
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	4	23	(2)	169	(302)
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(4)	(17)	(8)	(27)	(30)
	-	6	(10)	142	(332)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie					
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(1 722)	(144)	546	(742)	(2 365)
Reclassement, dans le résultat et l'écart d'acquisition, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période (note 12) 4)	334	26	(80)	595	(329)
	(1 388)	(118)	466	(147)	(2 694)
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger					
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 498)	937	(77)	(1 411)	1 053
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	262	(174)	(25)	111	(217)
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements 6)	-	-	-	-	29
	(1 236)	763	(102)	(1 300)	865
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net					
Profits (pertes) latents nets sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 7)	-	-	(1)	-	1
Profits (pertes) nets sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 8)	48	5	(95)	(11)	511
Profits (pertes) nets sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 9)	(89)	174	415	(325)	1 019
	(41)	179	319	(336)	1 531
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	(2 665)	830	673	(1 641)	(630)
Total du résultat global (de la perte globale)	(1 211)\$	1 889 \$	2 038 \$	1 119 \$	8 424 \$
Attribuable à ce qui suit :					
Actionnaires de la Banque	(1 213)	1 886	2 038	1 114	8 424
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	2	3	-	5	-
Total du résultat global (de la perte globale)	(1 211)\$	1 889 \$	2 038 \$	1 119 \$	8 424 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de néant, de (7) millions de dollars et de néant pour le trimestre et de (55) millions et de 105 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 2 millions de dollars, de 7 millions et de 3 millions pour le trimestre et de 11 millions et de 11 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 635 millions de dollars, de 49 millions et de (208) millions pour le trimestre et de 367 millions et de 842 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de (126) millions de dollars, de 7 millions et de 29 millions pour le trimestre et de (223) millions et de 119 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (104) millions de dollars, de 67 millions et de 12 millions pour le trimestre et de (96) millions et de 83 millions pour la période de neuf mois, respectivement.

6) Après (la charge) d'impôts sur le résultat de s. o., de s. o. et de s. o. pour le trimestre et de s. o. et de néant pour la période de neuf mois, respectivement.

7) Après le recouvrement d'impôts sur le résultat de néant, de néant et de 1 million de dollars pour le trimestre et de néant et de néant pour la période de neuf mois, respectivement.

8) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (19) millions de dollars, de (2) millions et de 35 millions pour le trimestre et de (19) millions et de (185) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

9) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 42 millions de dollars, de (67) millions et de (152) millions pour le trimestre et de 114 millions et de (370) millions pour la période de neuf mois, respectivement.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	31 juillet 2023	Au 30 avril 2023	31 octobre 2022
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	81 262 \$	68 495 \$	87 466 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	4 658	5 275	5 734
Valeurs mobilières (notes 2 et 12)			
Titres de négociation	124 600	119 081	108 177
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	16 512	16 764	13 641
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	53 831	56 519	43 561
Titres de créance au coût amorti	115 509	122 102	106 590
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 378	1 490	1 293
	311 830	315 956	273 262
Titres pris en pension ou empruntés	113 442	118 575	113 194
Prêts (notes 3 et 12)			
Prêts hypothécaires à l'habitation	171 863	166 733	148 880
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	103 569	104 357	86 103
Prêts sur cartes de crédit	11 700	11 063	9 663
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	347 225	355 972	309 310
	634 357	638 125	553 956
Provision pour pertes sur créances (notes 3 et 12)	(3 520)	(3 350)	(2 617)
	630 837	634 775	551 339
Autres actifs			
Instruments dérivés	33 153	31 960	48 160
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 554	10 591	13 235
Bureaux et matériel	6 012	6 111	4 841
Écart d'acquisition (note 12)	15 913	16 025	5 285
Immobilisations incorporelles (note 12)	5 121	5 158	2 193
Actifs d'impôt exigible	1 925	2 127	1 421
Actifs d'impôt différé	2 880	2 369	1 175
Actifs divers	31 967	33 474	31 894
	106 525	107 815	108 204
Total des actifs	1 248 554 \$	1 250 891 \$	1 139 199 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (notes 4 et 12)	883 569 \$	875 443 \$	769 478 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	43 276	41 802	59 956
Acceptations	9 554	10 591	13 235
Titres vendus à découvert	46 442	45 302	40 979
Titres mis en pension ou prêtés	96 149	105 179	103 963
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	26 667	25 759	27 068
Passifs divers	60 641	62 535	45 332
	282 729	291 168	290 533
Dettes subordonnées (note 4)	8 062	8 195	8 150
Total des passifs	1 174 360 \$	1 174 806 \$	1 068 161 \$
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	6 958	6 958	6 308
Actions ordinaires (note 5)	22 474	22 062	17 744
Surplus d'apport	330	327	317
Résultats non distribués	44 500	44 143	45 117
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(89)	2 576	1 552
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires	74 173	76 066	71 038
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales (note 5)	21	19	–
Total des capitaux propres	74 194	76 085	71 038
Total des passifs et des capitaux propres	1 248 554 \$	1 250 891 \$	1 139 199 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	6 958 \$	5 708 \$	6 308 \$	5 558 \$
Émises au cours de la période	-	500	650	1 250
Rachetées au cours de la période	-	(500)	-	(1 100)
Solde à la clôture de la période	6 958	5 708	6 958	5 708
Actions ordinaires (note 5)				
Solde à l'ouverture de la période	22 062	17 038	17 744	13 599
Émises en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires	405	346	1 170	647
Émises en vertu du régime d'options sur actions	8	12	47	55
Rachetées aux fins d'annulation et actions propres vendues ou achetées	(1)	(4)	-	(15)
Émises pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF (note 5)	-	-	3 360	-
Émises aux fins des acquisitions (notes 5 et 12)	-	-	153	3 106
Solde à la clôture de la période	22 474	17 392	22 474	17 392
Surplus d'apport				
Solde à l'ouverture de la période	327	318	317	313
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	2	(3)	12	2
Autres	1	-	1	-
Solde à la clôture de la période	330	315	330	315
Résultats non distribués				
Solde à l'ouverture de la période	44 143	41 275	45 117	35 497
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 452	1 365	2 755	9 054
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(41)	(47)	(206)	(154)
Dividendes sur les actions ordinaires	(1 054)	(938)	(3 089)	(2 694)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	-	(2)	(73)	(50)
Escompte net à la vente d'actions propres	-	-	(4)	-
Solde à la clôture de la période	44 500	41 653	44 500	41 653
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(217)	(149)	(359)	171
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	4	(2)	169	(302)
Profits (pertes) latents sur les titres de capitaux propres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	-	(1)	-	1
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(4)	(8)	(27)	(30)
Solde à la clôture de la période	(217)	(160)	(217)	(160)
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	(3 888)	(2 975)	(5 129)	185
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	(1 722)	546	(742)	(2 365)
Reclassement, dans le résultat et l'écart d'acquisition, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période (note 12)	334	(80)	595	(329)
Solde à la clôture de la période	(5 276)	(2 509)	(5 276)	(2 509)
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	5 104	3 236	5 168	2 269
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 498)	(77)	(1 411)	1 053
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	262	(25)	111	(217)
Reclassement, dans le résultat, de pertes nettes liées aux dessaisissements	-	-	-	29
Solde à la clôture de la période	3 868	3 134	3 868	3 134
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	885	891	944	285
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	48	(95)	(11)	511
Solde à la clôture de la période	933	796	933	796
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts				
Solde à l'ouverture de la période	692	250	928	(354)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	(89)	415	(325)	1 019
Solde à la clôture de la période	603	665	603	665
Total du cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale)	(89)	1 926	(89)	1 926
Total des capitaux propres	74 173	66 994	74 173	66 994
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales				
Solde à l'ouverture de la période	19	-	-	-
Acquisition (note 12)	-	-	16	-
Bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle	2	-	5	-
Solde à la clôture de la période	21	-	21	-
Total des capitaux propres	74 194 \$	66 994 \$	74 194 \$	66 994 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Bénéfice net	1 454 \$	1 365 \$	2 760 \$	9 054 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation				
(Profits) sur titres, autres que de négociation (note 2)	(36)	(85)	(147)	(309)
Amortissement des bureaux et du matériel	252	192	724	579
Amortissement d'autres actifs	14	24	50	74
Amortissement des immobilisations incorporelles	286	151	729	448
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	492	136	1 732	87
Impôts différés	(586)	(79)	(655)	530
Perte nette liée aux dessaisissements	-	-	-	29
Variation des actifs et des passifs d'exploitation				
(Augmentation) nette des titres de négociation	(7 607)	(10 729)	(18 622)	(3 983)
Variation des instruments dérivés - (augmentation) diminution des actifs dérivés	(564)	4 647	20 820	(4 356)
- augmentation (diminution) des passifs dérivés	1 359	2 437	(19 324)	11 711
(Augmentation) diminution nette des actifs d'impôt exigible	85	(293)	(611)	137
Augmentation (diminution) nette des passifs d'impôt exigible	(31)	154	(421)	(8)
Variation des intérêts courus - (augmentation) diminution des intérêts à recevoir	284	(129)	(355)	(509)
- augmentation des intérêts à payer	618	380	2 607	490
Variation nette des autres éléments et charges à payer	617	12	3 495	(6 671)
Augmentation nette des dépôts	19 164	16 443	35 157	28 736
(Augmentation) nette des prêts	(4 347)	(20 938)	(14 203)	(58 680)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	1 980	1 968	6 162	8 896
Augmentation (diminution) nette des titres mis en pension ou prêtés	(7 088)	3 970	(11 734)	1 255
(Augmentation) diminution nette des titres pris en pension ou empruntés	3 242	(1 925)	(1 963)	255
Augmentation (diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	1 090	333	(170)	(667)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	10 678	(1 966)	6 031	(12 902)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	(2 347)	3 161	2 456	6 927
Produit de l'émission d'obligations sécurisées	2 916	3 203	8 027	10 486
Remboursement/rachats d'obligations sécurisées	-	(2 252)	(8 175)	(4 474)
Produit de l'émission de la dette subordonnée	-	-	-	1 587
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	-	(850)	-	(850)
Produit de l'émission d'actions privilégiées, déduction faite des frais d'émission (note 5)	-	498	648	1 247
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	-	(500)	-	(1 100)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires (note 5)	6	15	3 324	3 112
Achats nets d'actions propres	(1)	(4)	-	(15)
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(742)	(599)	(2 047)	(1 962)
Remboursement des obligations locatives	(92)	(79)	(259)	(215)
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(260)	2 593	3 974	14 743
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	489	376	924	1 281
Achats de titres, autres que de négociation	(7 645)	(12 131)	(35 096)	(78 054)
Échéances de titres, autres que de négociation	5 669	4 545	15 595	16 793
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 896	6 444	19 318	33 594
Bureaux et matériel - achats nets	(190)	(175)	(566)	(476)
Logiciels achetés et développés - achats nets	(178)	(188)	(572)	(484)
Acquisition 1) (note 12)	(155)	-	(15 107)	-
Produit net de dessaisissements	-	-	-	1 226
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	3 886	(1 129)	(15 504)	(26 120)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(1 537)	(198)	(705)	604
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	12 767	(700)	(6 204)	(23 675)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	68 495	70 286	87 466	93 261
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	81 262 \$	69 586 \$	81 262 \$	69 586 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie				
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :				
Intérêts versés au cours de la période 2)	9 313 \$	2 445 \$	23 493 \$	5 086 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	319 \$	788 \$	2 302 \$	1 779 \$
Intérêts reçus au cours de la période	14 571 \$	6 519 \$	37 729 \$	16 013 \$
Dividendes reçus au cours de la période	698 \$	537 \$	1 777 \$	1 407 \$

1) Ce montant est présenté déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis de 63 millions de dollars et de 3 646 millions dans le cadre des acquisitions, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023. Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondent aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat de Bank of the West libellé en dollars canadiens à la clôture de la transaction.

2) Comprend les dividendes versés sur les titres vendus à découvert.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

31 juillet 2023 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, en plus de l'ajout de la comptabilisation des prêts acquis à la note 3 et de la participation ne donnant pas le contrôle décrite ci-après, par suite de notre acquisition de Bank of the West et de ses filiales (Bank of the West) au cours du deuxième trimestre. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 29 août 2023.

Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales

La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est présentée dans notre bilan consolidé comme une composante distincte des capitaux propres qu'il faut distinguer des capitaux propres attribuables aux actionnaires. Le bénéfice net attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales est présenté séparément dans notre état consolidé des résultats.

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

BMO a procédé à la transition de l'ensemble de ses expositions au TIO en dollars américains vers des taux de référence complémentaires. La transition vers le taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR) se poursuit et elle devrait prendre fin avant le 28 juin 2024. Il y a lieu de consulter la note 1 de nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 pour un complément d'informations sur la réforme des taux de référence.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les indemnités de départ, les transferts d'actifs financiers ainsi que la consolidation d'entités structurées. Nous posons des jugements pour évaluer le modèle économique utilisé pour les actifs financiers de même que la question de savoir si la quasi-totalité des risques et des avantages a été transférée lorsque nous procédons à des transferts d'actifs financiers et pour établir si nous contrôlons les entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

Les perspectives économiques sont soumises à plusieurs risques qui pourraient entraîner une plus sérieuse contraction de l'économie nord-américaine, notamment la persistance d'une inflation élevée entraînant de nouvelles hausses importantes des taux d'intérêt, une nouvelle pression éventuelle exercée sur le secteur bancaire régional aux États-Unis, une escalade des risques géopolitiques et une montée des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine. L'incidence sur nos activités, nos résultats d'exploitation, notre réputation et notre situation financière, ce qui inclut le potentiel de pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, nos notations de crédit et nos ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que l'incidence sur nos clients et nos concurrents dépendra de l'évolution de la situation, qui demeure incertaine. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers consolidés portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les jugements posés pour estimer ces montants sont bien contrôlés, vérifiés de façon indépendante, et que nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 juillet 2023.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante.

Pour déterminer s'il y a eu une augmentation importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes sur créances attendues, nous devons nous fonder sur des estimations et exercer notre jugement à l'égard de questions dont l'issue est incertaine. Par exemple, l'évolution de la situation peut faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances. Lors du calcul des pertes sur créances attendues, les prévisions de la conjoncture économique future sont prises en considération de façon explicite. Nous avons conçu des modèles qui incorporent des variables macroéconomiques spécifiques propres à chaque portefeuille. Les principales variables économiques propres aux portefeuilles de prêts aux particuliers comprennent les principaux marchés où nous exerçons nos activités, soit le Canada, les États-Unis et les marchés régionaux qui sont considérés comme importants. Les prévisions de la Banque sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, qui tient compte de données externes et de notre appréciation de la conjoncture économique future. Nous exerçons un jugement éclairé concernant la qualité du crédit afin d'intégrer diverses prévisions économiques qui sont pondérées en fonction de la probabilité pour déterminer les pertes sur créances attendues définitives. La provision est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Acquisition de Bank of the West – Évaluation des actifs et passifs

Des jugements et des hypothèses importants ont été utilisés pour calculer la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris de Bank of the West, notamment le portefeuille de prêts, les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base, les autres immobilisations incorporelles découlant de relations clients ainsi que les dépôts à échéance fixe.

Pour établir la juste valeur des prêts, il convient d'estimer les flux de trésorerie devant être obtenus relativement à tous les prêts acquis puis de les actualiser à leur valeur actualisée. Nous avons estimé les flux de trésorerie attendus en fonction de modèles qui intègrent la meilleure estimation de la direction quant aux hypothèses clés actuelles telles que les taux de défaillance, l'ampleur des taux de perte, le calendrier des remboursements anticipés et les garanties. Pour déterminer le taux d'actualisation, nous avons tenu compte de divers facteurs, dont les coûts que nous engageons pour mobiliser des fonds sur le marché actuel, la prime de risque associée aux prêts et les frais de gestion des portefeuilles.

La juste valeur des immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base est calculée selon une approche axée sur les flux de trésorerie actualisés, en comparant la valeur actualisée du coût de maintien des dépôts acquis et du coût des modes de financement de rechange. La valeur actualisée relative au coût engagé pour maintenir les dépôts acquis tient compte d'une estimation des charges d'intérêts futures et des charges d'exploitation au titre des dépôts de base acquis. Les dépôts de base correspondent à des sources de financement que nous considérons stables à des taux inférieurs à ceux du marché. Le retrait de dépôts a été estimé à l'aide de données historiques sur l'attrition, ce qui a été comparé aux sources du marché à la date de l'acquisition.

Nous avons calculé la juste valeur des relations clients acquises afférentes aux portefeuilles de gestion de patrimoine et de cartes de crédit en fonction de l'excédent des entrées de trésorerie futures estimées (c.-à-d. les revenus provenant de relations acquises) sur les sorties de trésorerie estimées connexes (c.-à-d. les coûts d'exploitation et les charges relatives aux actifs contributifs) sur la durée d'utilité estimée de la clientèle.

Pour obtenir la juste valeur des dépôts à échéance fixe, nous avons estimé les flux de trésorerie devant être versés pour ensuite les actualiser à leur valeur actualisée. Le montant et le moment des sorties de trésorerie tient compte du jugement qu'a exercé la direction en ce qui a trait à la probabilité de rachat anticipé et au moment où le client effectuera un retrait. Les taux d'actualisation s'appuient sur les taux en vigueur que nous avons payés sur des dépôts semblables à la date d'acquisition.

La juste valeur de tous les autres actifs et passifs, y compris les biens immobiliers, a été obtenue par application des données de marché, dans la mesure du possible, ainsi que du jugement exercé par la direction pour déterminer le prix qui serait obtenu dans le cadre d'une transaction conclue dans des conditions normales de concurrence entre deux parties averties et consentantes.

Il y a lieu de consulter les notes 3 et 12 pour des renseignements complémentaires concernant la méthode de comptabilisation afférente à l'acquisition.

Changements futurs des IFRS

Contrats d'assurance

L'IFRS 17, *Contrats d'assurance* (« IFRS 17 ») entrera en vigueur pour notre exercice ouvert le 1^{er} novembre 2023, remplaçant ainsi la norme existante IFRS 4, *Contrats d'assurance* (« IFRS 4 »). La nouvelle norme modifie les principes fondamentaux utilisés dans la comptabilisation et l'évaluation des contrats d'assurance, comme les contrats d'assurance vie, les contrats de réassurance et les contrats d'investissement avec participation discrétionnaire. Conformément à l'IFRS 17, nous devons évaluer les groupes de contrats en fonction de notre estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus qui découleront de l'exécution des contrats, un ajustement explicite au titre du risque propre à l'assurance et une marge sur services contractuels qui représente les profits non acquis. La marge sur services contractuels est un composant du passif au titre des contrats d'assurance qui sera amortie en résultat à mesure que les services et la couverture d'assurance sont fournis. Les pertes sur les groupes de contrats déficitaires sont constatées immédiatement en résultat. En juillet 2023, le BSIF a publié une ligne directrice permettant l'inclusion de la marge sur services contractuels dans le calcul du ratio des fonds propres de catégorie 1 et des ratios connexes. Nous ne nous attendons pas à ce que la transition à l'IFRS 17 ait une incidence significative sur les ratios des fonds propres de la Banque.

Le taux d'actualisation que nous utilisons en vertu de l'IFRS 4 est lié au rendement net des actifs détenus en vue de soutenir les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Aux termes de l'IFRS 17, le taux d'actualisation tiendra compte des caractéristiques inhérentes aux passifs relatifs aux contrats d'assurance. Nous avons choisi la méthode comptable aux termes de l'IFRS 17 nous permettant de prendre en compte les modifications apportées au taux d'actualisation afférent aux passifs relatifs aux contrats d'assurance à l'état consolidé des résultats.

Au moment de la transition, nous devons utiliser l'application rétrospective intégrale pour retraiter les chiffres des périodes antérieures comme si nous avions toujours appliqué l'IFRS 17, à moins que ce ne soit impraticable, auquel cas nous recourrons soit à une application rétrospective modifiée si nous devons apporter des modifications précises à l'application rétrospective intégrale, soit à l'approche fondée sur la juste valeur pour évaluer les contrats à la juste valeur afin d'établir une valeur afférente à la marge sur services contractuels. Nous avons pratiquement terminé notre évaluation de l'IFRS 17 et nous opterons pour l'application rétrospective intégrale à l'égard de nos activités visant les créances et pour l'approche fondée sur la juste valeur pour tous les autres produits.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 16 512 millions de dollars (13 641 millions au 31 octobre 2022), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 6 417 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 10 095 millions (4 410 millions et 9 231 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 53 831 millions de dollars (43 561 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (3 millions au 31 octobre 2022).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 115 509 millions de dollars (106 590 millions au 31 octobre 2022), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (3 millions au 31 octobre 2022).

Titres au coût amorti

Le tableau qui suit présente un sommaire de la valeur comptable et de la juste valeur des titres de créance au coût amorti :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023		31 octobre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :				
l'administration fédérale canadienne	5 785	5 779	7 136	7 129
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 906	4 915	5 588	5 583
l'administration fédérale américaine	55 285	50 119	59 245	51 717
des municipalités, agences et États américains	182	178	109	105
d'autres administrations publiques	1 096	1 091	1 387	1 377
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines 1)	46 552	42 124	31 013	26 864
Titres de créance d'entreprises	1 703	1 654	2 112	2 057
Total	115 509	105 860	106 590	94 832

1) Ces montants sont étayés par des prêts hypothécaires assurés ou représentent des titres émis par des agences américaines et des entreprises parrainées par un gouvernement. LNH signifie *Loi nationale sur l'habitation*.

La valeur comptable des titres qui font partie de la relation de couverture de juste valeur est ajustée en fonction des profits (pertes) connexes sur les contrats de couverture.

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	16 335	11	396	15 950	12 498	11	208	12 301
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 469	–	170	4 299	4 724	6	159	4 571
l'administration fédérale américaine	4 064	15	204	3 875	3 403	–	293	3 110
des municipalités, agences et États américains	5 315	8	106	5 217	3 863	5	154	3 714
d'autres administrations publiques	7 007	5	93	6 919	6 532	4	125	6 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	14 464	8	333	14 139	9 572	13	317	9 268
Titres de créance d'entreprises	3 393	4	124	3 273	4 203	25	195	4 033
Titres de participation d'entreprises	129	30	–	159	122	31	–	153
Total	55 176	81	1 426	53 831	44 917	95	1 451	43 561

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	689	153	1 812	343
Au coût amorti	991	365	2 406	837
Total	1 680	518	4 218	1 180

Revenus autres que d'intérêts

Les profits et pertes nets provenant des titres, compte non tenu des profits et des pertes sur les titres de négociation, ont été constatés dans notre état consolidé des résultats comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	34	75	111	272
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global – profits nets réalisés 1)	2	12	36	39
Perte de valeur	–	(2)	–	(2)
Profits sur titres, autres que de négociation	36	85	147	309

1) Les profits réalisés sont présentés déduction faite des (pertes) sur les contrats de couverture.

Les revenus d'intérêts et de dividendes et les profits (pertes) sur les titres détenus relativement à nos activités d'assurance sont pris en compte dans les revenus autres que d'intérêts, au poste revenus d'assurance de notre état consolidé des résultats. Ils comprennent :

- Des revenus d'intérêts et de dividendes de 117 millions de dollars et de 334 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, respectivement (103 millions et 293 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement). Les revenus d'intérêts sont calculés à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Des profits (pertes) sur titres à la juste valeur par le biais du résultat net de (280) millions de dollars et de 329 millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, respectivement (51 millions et (1 303) millions pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement);
- Des profits réalisés sur titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de néant et de 1 million de dollars pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, respectivement (néant pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement).

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Prêts acquis

Les prêts acquis sont initialement évalués à la juste valeur et ils sont désignés soit comme des prêts productifs acquis (prêts pour lesquels les paiements d'intérêts et de capital sont toujours faits dans les délais prévus) ou comme des prêts douteux acquis (prêts pour lesquels il n'est plus raisonnable de croire qu'il sera possible de recouvrer le capital ou les intérêts dans les délais prévus). Ces prêts sont par la suite évalués au coût amorti ou à la juste valeur, selon le modèle opérationnel.

Prêts productifs acquis

Pour les prêts à échéance fixe, la juste valeur de marché est amortie par imputations dans les revenus nets d'intérêts sur la durée d'utilité attendue du prêt à l'aide de la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur de marché des prêts renouvelables est amortie dans les revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des prêts. Lors du remboursement des prêts, le reliquat de la juste valeur de marché non amortie afférente à ces prêts est comptabilisé dans les revenus nets d'intérêts dans la période au cours de laquelle le prêt est remboursé. Tous les prêts productifs acquis ont été initialement comptabilisés à l'étape 1 aux fins du calcul des pertes sur créances attendues.

Le 1^{er} février 2023, nous avons comptabilisé des prêts productifs acquis d'une juste valeur de 76 068 millions de dollars. La juste valeur reflétait une estimation des pertes sur créances futures attendues à la date d'acquisition de 1 047 millions ainsi que des primes ou escomptes sur les taux d'intérêt par rapport aux taux en vigueur sur le marché. Les créances contractuelles brutes se sont élevées à 78 931 millions. Au 31 juillet 2023, les prêts productifs acquis inscrits au bilan consolidé ont totalisé 63 536 millions, ce qui comprend une juste valeur de marché résiduelle de (2 394) millions.

Prêts douteux acquis

Nous réévalueons sur une base régulière le montant que nous prévoyons recouvrer sur les prêts douteux acquis. Une augmentation des flux de trésorerie attendus donne lieu à un recouvrement de pertes sur créances ainsi qu'à une baisse de la provision pour pertes sur créances ou bien, si aucune provision n'a été constituée, à une hausse de la valeur comptable en cours des prêts acquis. Une diminution des flux de trésorerie attendus donne lieu à une charge portée à la dotation à la provision pour pertes sur créances et à une hausse de la provision pour pertes sur créances. Nous comptabilisons les revenus d'intérêts à l'aide de la méthode du taux d'intérêt attendu sur la durée prévue du prêt. Les prêts douteux acquis relèvent de l'étape 3.

Le 1^{er} février 2023, nous avons comptabilisé des prêts douteux acquis d'une juste valeur totale de 415 millions de dollars, ce qui comprend une juste valeur de marché de (168) millions.

Le tableau suivant présente de plus amples renseignements sur les prêts douteux de la Bank of the West que nous avons acquis :

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023	30 avril 2023
	Total	Total
Solde du capital impayé 1)	369	491
Ajustement de la juste valeur	(121)	(152)
Valeur comptable	248	339
Provision à l'étape 3	20	2
Valeur comptable, déduction faite de la provision connexe	268	341

1) Exclut les prêts qui ont été sortis en totalité du bilan avant la date d'acquisition.

Engagements et lettres de crédit acquis

Dans le cadre de notre acquisition de Bank of the West, nous avons comptabilisé un passif afférent à des engagements non capitalisés et à des lettres de crédit. La juste valeur de marché totale associée aux engagements non capitalisés et aux lettres de crédit est amortie dans les revenus nets d'intérêts selon le mode linéaire sur la durée contractuelle des engagements acquis. Tous les engagements et les lettres de crédit que nous avons acquis relevaient initialement de l'étape 1 aux fins du calcul des pertes sur créances attendues. Des pertes sur créances attendues sont comptabilisées à l'égard de ces engagements dans le cours normal des activités.

Le 1^{er} février 2023, nous avons inscrit une juste valeur de marché relative aux engagements non capitalisés et aux lettres de crédit de (37) millions de dollars dans les autres passifs du bilan consolidé. Au 31 juillet 2023, la juste valeur de marché restante de ces engagements se chiffrait à (31) millions.

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 juillet 2023 et au 31 octobre 2022. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	3	-	-	3	7	-	-	7
Très faible	83 187	342	-	83 529	94 743	81	-	94 824
Bas	49 613	10 981	-	60 594	31 617	3 134	-	34 751
Moyen	5 647	5 196	-	10 843	13 474	3 871	-	17 345
Haut	213	1 899	-	2 112	138	341	-	479
Non coté 2)	14 268	133	-	14 401	1 126	53	-	1 179
Douteux	-	-	381	381	-	-	295	295
Solde brut des prêts hypothécaires à l'habitation	152 931	18 551	381	171 863	141 105	7 480	295	148 880
Provision pour pertes sur créances	78	159	5	242	59	66	10	135
Valeur comptable	152 853	18 392	376	171 621	141 046	7 414	285	148 745
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 471	5	-	1 476	1 792	35	-	1 827
Très faible	37 897	56	-	37 953	33 554	83	-	33 637
Bas	21 083	1 079	-	22 162	24 369	1 307	-	25 676
Moyen	8 265	6 525	-	14 790	13 536	4 633	-	18 169
Haut	696	1 984	-	2 680	873	1 525	-	2 398
Non coté 2)	23 769	282	-	24 051	4 052	32	-	4 084
Douteux	-	-	457	457	-	-	312	312
Solde brut des prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	93 181	9 931	457	103 569	78 176	7 615	312	86 103
Provision pour pertes sur créances	227	380	141	748	101	288	102	491
Valeur comptable	92 954	9 551	316	102 821	78 075	7 327	210	85 612
Prêts sur cartes de crédit 3)								
Exceptionnellement faible	1 631	-	-	1 631	2 920	-	-	2 920
Très faible	1 898	1	-	1 899	442	1	-	443
Bas	1 771	44	-	1 815	1 569	51	-	1 620
Moyen	3 568	865	-	4 433	2 918	792	-	3 710
Haut	478	699	-	1 177	316	563	-	879
Non coté 2)	670	75	-	745	90	1	-	91
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Solde brut des prêts sur cartes de crédit	10 016	1 684	-	11 700	8 255	1 408	-	9 663
Provision pour pertes sur créances	116	241	-	357	69	207	-	276
Valeur comptable	9 900	1 443	-	11 343	8 186	1 201	-	9 387
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 4)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	195 266	4 046	-	199 312	187 245	6 765	-	194 010
Catégorie spéculative	119 666	26 260	-	145 926	98 451	22 390	-	120 841
Liste de surveillance	918	8 617	-	9 535	-	6 310	-	6 310
Douteux	-	-	2 006	2 006	-	-	1 384	1 384
Solde brut des prêts aux entreprises et aux administrations publiques	315 850	38 923	2 006	356 779	285 696	35 465	1 384	322 545
Provision pour pertes sur créances	875	868	430	2 173	608	675	432	1 715
Valeur comptable	314 975	38 055	1 576	354 606	285 088	34 790	952	320 830
Total du solde brut des prêts et acceptations	571 978	69 089	2 844	643 911	513 232	51 968	1 991	567 191
Total du solde net des prêts et acceptations	570 682	67 441	2 268	640 391	512 395	50 732	1 447	564 574
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	188 120	1 332	-	189 452	182 153	5 134	-	187 287
Catégorie spéculative	50 414	13 259	-	63 673	45 920	14 047	-	59 967
Liste de surveillance	287	2 821	-	3 108	2	2 176	-	2 178
Douteux	-	-	310	310	-	-	292	292
Engagements de prêt et contrats de garantie financière, montant brut	238 821	17 412	310	256 543	228 075	21 357	292	249 724
Provision pour pertes sur créances	269	187	10	466	194	174	13	381
Valeur comptable 5) 6)	238 552	17 225	300	256 077	227 881	21 183	279	249 343

1) Comprend les prêts douteux de Bank of the West que nous avons acquis. Au 31 juillet 2023, les soldes sur les prêts douteux acquis s'établissaient à 32 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation, à 51 millions de prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers et à 165 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques.

2) Comprend les portefeuilles constitués et certains cas où des paramètres de notation interne du risque ne sont pas attribués. On recourt à d'autres sources d'évaluation de la qualité du risque de crédit ainsi qu'à des méthodes, des politiques et des outils de notation du crédit pour gérer le risque de crédit auquel sont exposés ces portefeuilles.

3) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

4) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

5) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

6) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès de contreparties.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 juillet 2023, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 986 millions de dollars (2 998 millions au 31 octobre 2022), dont une tranche de 3 520 millions (2 617 millions au 31 octobre 2022) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 466 millions (381 millions au 31 octobre 2022), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances. En outre, les prêts productifs acquis dans le cadre de l'acquisition de Bank of the West étaient assujettis aux pertes sur créances attendues à la date d'acquisition, ce qui cadre avec le processus qui a été suivi pour les prêts montés. Une provision pour pertes sur créances de 705 millions de dollars a été initialement comptabilisée à l'état consolidé des résultats au cours du deuxième trimestre.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2023 et le 31 juillet 2022. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 juillet 2023				31 juillet 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	77	133	8	218	37	36	16	89
Transfert à l'étape 1	25	(25)	-	-	9	(8)	(1)	-
Transfert à l'étape 2	(4)	7	(3)	-	(1)	2	(1)	-
Transfert à l'étape 3	-	(2)	2	-	-	(1)	1	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(26)	59	9	42	(13)	11	1	(1)
Montages des prêts	8	-	-	8	9	-	-	9
Acquisitions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(1)	(3)	-	(4)	(1)	(2)	-	(3)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	2	5	-	7
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	2	36	8	46	5	7	-	12
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(1)	(1)	-	-	(1)	(1)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	2	2	-	-	3	3
Change et autres	(1)	(2)	(7)	(10)	-	(1)	(3)	(4)
Solde à la clôture de la période	78	167	10	255	42	42	15	99
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	257	364	130	751	106	306	92	504
Transfert à l'étape 1	66	(63)	(3)	-	54	(52)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(15)	27	(12)	-	(8)	16	(8)	-
Transfert à l'étape 3	(3)	(27)	30	-	(2)	(18)	20	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(68)	111	86	129	(59)	73	29	43
Montages des prêts	17	3	-	20	24	-	-	24
Acquisitions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(7)	(12)	-	(19)	(4)	(9)	-	(13)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	2	(12)	-	(10)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	(10)	39	101	130	7	(2)	39	44
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(98)	(98)	-	-	(52)	(52)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	19	19	-	-	20	20
Change et autres	(5)	(3)	(11)	(19)	1	(1)	(5)	(5)
Solde à la clôture de la période	242	400	141	783	114	303	94	511
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	156	270	-	426	98	203	-	301
Transfert à l'étape 1	41	(41)	-	-	29	(29)	-	-
Transfert à l'étape 2	(12)	12	-	-	(8)	8	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(43)	43	-	-	(27)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(33)	88	54	109	(18)	51	22	55
Montages des prêts	20	1	-	21	13	-	-	13
Acquisitions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(2)	(6)	-	(8)	(1)	(6)	-	(7)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(8)	26	-	18
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	14	11	97	122	7	23	49	79
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(115)	(115)	-	-	(63)	(63)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	28	28	-	-	18	18
Change et autres	(2)	-	(10)	(12)	1	(1)	(4)	(4)
Solde à la clôture de la période	168	281	-	449	106	225	-	331
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	1 162	871	405	2 438	736	752	412	1 900
Transfert à l'étape 1	74	(65)	(9)	-	59	(51)	(8)	-
Transfert à l'étape 2	(52)	61	(9)	-	(40)	45	(5)	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(58)	60	-	(1)	(8)	9	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(94)	236	85	227	39	(7)	20	52
Montages des prêts	58	-	-	58	91	-	-	91
Acquisitions de prêts	-	-	-	-	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(27)	(54)	-	(81)	(111)	(33)	-	(144)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	18	(26)	-	(8)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	(43)	120	127	204	55	(80)	16	(9)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(91)	(91)	-	-	(40)	(40)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	10	10	-	-	8	8
Change et autres	(42)	(4)	(16)	(62)	3	-	(9)	(6)
Solde à la clôture de la période	1 077	987	435	2 499	794	672	387	1 853
Total à la clôture de la période	1 565	1 835	586	3 986	1 056	1 242	496	2 794
Composition : Prêts	1 296	1 648	576	3 520	835	1 095	482	2 412
Autres instruments de crédit 4)	269	187	10	466	221	147	14	382

1) Inclut les variations à la provision liée aux prêts productifs acquis de (18) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2023. Le montant total des pertes sur créances attendues au moment de la comptabilisation initiale des prêts productifs acquis s'est élevé à 79 millions.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (10) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (10 millions pour le trimestre clos le 31 juillet 2022).

3) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

4) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2023				31 juillet 2022			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3 1)	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	59	67	16	142	46	40	19	105
Transfert à l'étape 1	64	(64)	-	-	29	(27)	(2)	-
Transfert à l'étape 2	(15)	22	(7)	-	(3)	8	(5)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(8)	9	-	-	(5)	5	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(58)	93	9	44	(51)	27	5	(19)
Montages des prêts	21	-	-	21	24	-	-	24
Acquisitions de prêts	31	-	-	31	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(3)	(5)	-	(8)	(4)	(6)	-	(10)
Changements apportés à un modèle	(19)	63	-	44	2	5	-	7
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	20	101	11	132	(3)	2	3	2
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(6)	(6)	-	-	(5)	(5)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	5	5	-	-	6	6
Change et autres	(1)	(1)	(16)	(18)	(1)	-	(8)	(9)
Solde à la clôture de la période	78	167	10	255	42	42	15	99
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	111	304	102	517	128	357	91	576
Transfert à l'étape 1	193	(185)	(8)	-	183	(176)	(7)	-
Transfert à l'étape 2	(40)	72	(32)	-	(30)	51	(21)	-
Transfert à l'étape 3	(16)	(71)	87	-	(4)	(61)	65	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(177)	313	209	345	(199)	173	62	36
Montages des prêts	44	4	-	48	60	-	-	60
Acquisitions de prêts	179	-	-	179	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(20)	(26)	-	(46)	(16)	(30)	-	(46)
Changements apportés à un modèle	(26)	(8)	-	(34)	(9)	(13)	-	(22)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	137	99	256	492	(15)	(56)	99	28
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(242)	(242)	-	-	(144)	(144)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	48	48	-	-	59	59
Change et autres	(6)	(3)	(23)	(32)	1	2	(11)	(8)
Solde à la clôture de la période	242	400	141	783	114	303	94	511
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	115	250	-	365	114	245	-	359
Transfert à l'étape 1	126	(126)	-	-	114	(114)	-	-
Transfert à l'étape 2	(32)	32	-	-	(25)	25	-	-
Transfert à l'étape 3	(2)	(116)	118	-	(1)	(83)	84	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(116)	258	135	277	(125)	151	48	74
Montages des prêts	59	1	-	60	38	-	-	38
Acquisitions de prêts	25	-	-	25	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(5)	(17)	-	(22)	(4)	(17)	-	(21)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	(6)	18	-	12
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	55	32	253	340	(9)	(20)	132	103
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(299)	(299)	-	-	(177)	(177)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	70	70	-	-	58	58
Change et autres	(2)	(1)	(24)	(27)	1	-	(13)	(12)
Solde à la clôture de la période	168	281	-	449	106	225	-	331
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	746	789	439	1 974	662	855	401	1 918
Transfert à l'étape 1	212	(199)	(13)	-	226	(188)	(38)	-
Transfert à l'étape 2	(124)	180	(56)	-	(96)	147	(51)	-
Transfert à l'étape 3	(19)	(109)	128	-	(1)	(40)	41	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(286)	449	193	356	(266)	23	124	(119)
Montages des prêts	199	3	-	202	383	-	-	383
Acquisitions de prêts	470	-	-	470	-	-	-	-
Décomptabilisations et échéances	(105)	(147)	-	(252)	(184)	(124)	-	(308)
Changements apportés à un modèle	-	(1)	-	(1)	19	(32)	-	(13)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances 2)	347	176	252	775	81	(214)	76	(57)
Montants sortis du bilan 3)	-	-	(234)	(234)	-	-	(96)	(96)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	35	35	-	-	26	26
Change et autres	(16)	22	(57)	(51)	51	31	(20)	62
Solde à la clôture de la période	1 077	987	435	2 499	794	672	387	1 853
Total à la clôture de la période	1 565	1 835	586	3 986	1 056	1 242	496	2 794
Composition : Prêts	1 296	1 648	576	3 520	835	1 095	482	2 412
Autres instruments de crédit 4)	269	187	10	466	221	147	14	382

1) Inclut les variations à la provision liée aux prêts productifs acquis de (20) millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023. Le montant total des pertes sur créances attendues au moment de la comptabilisation initiale des prêts productifs acquis s'est élevé à 79 millions.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (7) millions de dollars pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (11 million pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022).

3) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de l'exercice, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

4) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 juillet 2023 et au 31 octobre 2022 se présentent comme suit :

	31 juillet 2023				31 octobre 2022			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	359 509	412	1 247	357 850	342 430	363	1 102	340 965
États-Unis	264 006	164	1 677	262 165	200 439	176	959	199 304
Autres pays	10 842	–	20	10 822	11 087	5	12	11 070
Total	634 357	576	2 944	630 837	553 956	544	2 073	551 339

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 10 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 456 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (368 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 juillet 2023 et au 31 octobre 2022 :

	31 juillet 2023				31 octobre 2022	
	Solde brut des prêts douteux	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 3)	Solde net des prêts douteux	Solde brut des prêts douteux	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 3)	Solde net des prêts douteux
Prêts hypothécaires à l'habitation	381	5	376	295	10	285
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	457	141	316	312	102	210
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	2 006	430	1 576	1 384	432	952
Total	2 844	576	2 268	1 991	544	1 447
Répartition géographique 2) :						
Canada	1 360	412	948	1 158	363	795
États-Unis	1 479	164	1 315	820	176	644
Autres pays	5	–	5	13	5	8
Total	2 844	576	2 268	1 991	544	1 447

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 10 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (13 millions au 31 octobre 2022), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 juillet 2023 et au 31 octobre 2022. Les prêts en souffrance depuis moins de 30 jours sont exclus, car ils ne sont pas d'ordinaire représentatifs de la capacité des emprunteurs d'honorer leurs obligations de paiement.

	31 juillet 2023			31 octobre 2022		
	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	548	7	555	411	19	430
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	620	104	724	392	84	476
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	319	11	330	198	38	236
Total	1 487	122	1 609	1 001	141	1 142

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 9 millions de dollars et à 43 millions au 31 juillet 2023 et au 31 octobre 2022, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Parmi les facteurs, nombreux sont ceux qui ont un niveau élevé d'interdépendance, mais les provisions pour dépréciation de prêts prises dans leur ensemble ne sont pas sensibles à un facteur unique en particulier.

Le scénario optimiste au 31 juillet 2023 suppose un contexte économique beaucoup plus solide que les prévisions du scénario de référence, compte tenu d'un taux de chômage nettement plus bas.

Au 31 juillet 2023, notre scénario de référence prévoit un léger ralentissement économique à court terme essentiellement en raison des taux d'intérêt plus élevés et d'un resserrement des conditions de prêt ainsi qu'une reprise économique modérée à moyen terme étant donné que l'inflation devrait s'atténuer et de ce fait, entraîner une baisse des taux d'intérêt en 2024. En revanche, selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2022, nous avons prévu un contexte économique plus modéré au cours de la période visée par les prévisions.

En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 425 millions de dollars au 31 juillet 2023 (1 900 millions au 31 octobre 2022) contre 3 400 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Au 31 juillet 2023, notre scénario économique défavorable fait état, à court terme, d'une contraction relativement forte de l'économie tant au Canada qu'aux États-Unis. Le scénario défavorable au 31 octobre 2022 prévoyait un contexte économique largement similaire au cours de la période visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 5 500 millions de dollars au 31 juillet 2023 (3 250 millions au 31 octobre 2022), contre 3 400 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (2 441 millions au 31 octobre 2022).

En cas de récession, les résultats réels différeront puisque la composition de notre portefeuille changera en raison des migrations, de la croissance, des mesures visant à atténuer les risques et d'autres facteurs. En outre, notre provision reflétera les trois scénarios économiques employés pour évaluer la provision, les pondérations liées aux scénarios défavorables et favorables étant souvent inégales, et les pondérations varieront au fil du temps.

Le tableau qui suit présente les principales variables économiques utilisées pour évaluer les prévisions en matière de provision liée aux prêts productifs pour les 12 prochains mois ou sur la durée de vie. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans les modèles sous-jacents, et nous prenons en compte divers facteurs ayant une incidence sur certains secteurs lorsque cela est approprié.

	Au 31 juillet 2023						Au 31 octobre 2022					
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)	12 premiers mois	Durée résiduelle 1)
Taux de croissance du PIB réel 2)												
Canada	3,4 %	2,5 %	0,6 %	1,8 %	(3,6)%	1,2 %	3,7 %	2,2 %	1,5 %	1,1 %	(2,3)%	0,4 %
États-Unis	3,2 %	2,5 %	0,5 %	2,0 %	(3,6)%	1,4 %	2,4 %	2,1 %	0,2 %	1,3 %	(3,3)%	0,6 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,8 %	1,8 %	2,4 %	2,0 %	4,2 %	3,5 %	1,9 %	1,9 %	2,4 %	2,2 %	3,7 %	3,9 %
États-Unis	1,5 %	1,8 %	2,3 %	2,1 %	4,6 %	3,4 %	1,8 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	4,2 %	3,9 %
Taux de chômage												
Canada	4,0 %	3,5 %	5,6 %	5,1 %	8,9 %	9,7 %	4,3 %	3,6 %	5,9 %	6,5 %	8,0 %	9,9 %
États-Unis	2,9 %	2,5 %	4,3 %	4,1 %	7,4 %	8,2 %	3,2 %	2,6 %	4,2 %	4,8 %	6,5 %	8,4 %
Indice des prix des habitations 2)												
Canada 3)	6,7 %	7,4 %	2,4 %	4,9 %	(23,5)%	(5,0)%	(6,7)%	2,1 %	(10,0)%	(1,0)%	(13,6)%	(8,0)%
États-Unis 4)	0,5 %	3,8 %	(2,6)%	2,4 %	(20,3)%	(4,3)%	1,6 %	(0,7)%	(0,9)%	(2,6)%	(7,5)%	(8,4)%

1) La période de prévision restante est de deux ans.

2) Le produit intérieur brut (PIB) réel et l'indice des prix des habitations sont des moyennes des taux de croissance trimestriels d'un exercice à l'autre.

3) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé des prix des habitations HPI.

4) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité, en présumant que l'ensemble de nos prêts productifs relèvent de l'étape 1, nos modèles généreraient une provision liée aux prêts productifs d'environ 2 675 millions de dollars (1 850 millions au 31 octobre 2022), comparativement à la provision comptable liée aux prêts productifs de 3 400 millions (2 441 millions au 31 octobre 2022).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue		Dépôts à préavis	Dépôts à échéance fixe 2) 3)	31 juillet 2023	31 octobre 2022
	Productifs d'intérêts	Non productifs d'intérêts				
Catégories de déposants :						
Banques 1)	4 069	1 698	1 582	22 394	29 743	30 901
Entreprises et administrations publiques	54 025	62 587	157 947	278 929	553 488	495 831
Particuliers	14 022	40 951	125 311	120 054	300 338	242 746
Total 4)	72 116	105 236	284 840	421 377	883 569	769 478
Domiciliation :						
Canada	50 828	69 847	126 098	301 232	548 005	515 290
États-Unis	21 165	35 380	156 567	79 038	292 150	217 720
Autres pays	123	9	2 175	41 107	43 414	36 468
Total	72 116	105 236	284 840	421 377	883 569	769 478

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend 62 624 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 juillet 2023, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (51 746 millions au 31 octobre 2022). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

3) Des dépôts de 29 621 millions de dollars au 31 juillet 2023 (29 966 millions au 31 octobre 2022) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé, en totalité ou en partie, par le client sans pénalité. Ils ont été classés comme étant exigibles à une date fixe en fonction de leur échéance contractuelle restante.

4) Comprend des dépôts de 471 171 millions de dollars libellés en dollars américains au 31 juillet 2023 (384 080 millions au 31 octobre 2022) et des dépôts de 56 134 millions libellés en d'autres monnaies étrangères (46 830 millions au 31 octobre 2022).

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 juillet 2023	261 405	70 619	41 104	373 128
Au 31 octobre 2022	230 475	50 542	34 241	315 258

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe et supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 juillet 2023	53 207	35 888	59 169	113 141	261 405
Au 31 octobre 2022	46 792	28 826	55 288	99 569	230 475

Dette subordonnée

Le 8 août 2023, nous avons fait part de notre intention de racheter la totalité de nos billets subordonnés à 4,338 % (fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)) pour un montant de 850 millions de dollars américains au pair majoré des intérêts courus et impayés jusqu'à la date de rachat du 5 octobre 2023, exclusivement.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)			31 juillet 2023			31 octobre 2022		
	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action 6)	Nombre d'actions	Montant	Dividendes déclarés par action 6)	Convertibles en	
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres								
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	0,72	20 000 000	500	0,96	catégorie B – Série 28	2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	0,68	16 000 000	400	0,91	catégorie B – Série 30	2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	0,72	12 000 000	300	0,96	catégorie B – Série 32	2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	0,57	8 000 000	200	0,76	catégorie B – Série 34	2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	0,91	16 000 000	400	1,21	catégorie B – Série 45	2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	0,96	14 000 000	350	1,28	catégorie B – Série 47	2) 3)
Catégorie B – Série 50	500 000	500	36,87	500 000	500	24,64	–	3)
Catégorie B – Série 52 12)	650 000	650	22,23	–	–	–	–	3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		3 300			2 650			
Recours aux								
Autres instruments de capitaux propres								
Billets subordonnés aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires à 4,800 % (billets de catégorie 1)		658			658		–	3) 5)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,300 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1)		1 250			1 250		Actions privilégiées, série 48	3) 4) 5)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2 à 5,625 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 2)		750			750		Actions privilégiées, série 49	3) 4) 5)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3 à 7,325 % (billets avec remboursement de capital à recours limité, série 3)		1 000			1 000		Actions privilégiées, série 51	3) 4) 5)
Autres instruments de capitaux propres		3 658			3 658			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		6 958			6 308			
Actions ordinaires 7) 8) 9) 10) 11)	716 672 738	22 474	4,33	677 106 878	17 744	5,44		

1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2022.

2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes, sous réserve de certaines conditions.

3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les FPUNV, ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, aux actions privilégiées, série 49 et aux actions privilégiées, série 51 (collectivement, les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité) au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1, série 2 et série 3 (collectivement, les billets avec remboursement de capital à recours limité), respectivement, puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III (voir la note 4 ci-dessous). Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité et les billets de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.

4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité, chacune des séries étant émises en même temps que les billets avec remboursement de capital à recours limité correspondants, lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où les actions privilégiées au titre des billets avec remboursement de capital à recours limité seraient converties en actions ordinaires de la Banque aux termes de la clause concernant les FPUNV, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion.

5) Les taux représentent le taux d'intérêt annuel applicable aux billets émis à la date de clôture.

6) Les dividendes déclarés par action représentent les dividendes déclarés par action pour le premier semestre, à la date de clôture. Les dividendes non cumulatifs sur les actions privilégiées doivent être versés une fois par trimestre si le Conseil d'administration en déclare, à l'exception des dividendes sur les actions privilégiées de catégorie B, série 50 et série 52, qui doivent être versés semestriellement.

7) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 6 693 527 actions ordinaires au 31 juillet 2023 (5 976 870 actions ordinaires au 31 octobre 2022) dont 2 970 813 peuvent être exercées au 31 juillet 2023 (2 648 426 au 31 octobre 2022).

8) Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, nous avons émis 3 561 234 et 9 492 623 actions ordinaires, respectivement, dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (2 675 927 et 4 792 102 actions ordinaires pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022) et nous avons émis 100 379 et 588 018 actions ordinaires, dans le cadre du régime d'options sur actions (155 300 et 710 897 actions ordinaires au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022, respectivement).

9) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 183 408 actions propres au 31 juillet 2023 (174 689 actions propres au 31 octobre 2022).

10) Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars relativement à l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour un complément d'information.

11) Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes de l'offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022 (se reporter à la note 7).

12) Le 31 janvier 2023, nous avons émis des actions privilégiées de catégorie B, série 52 pour un montant de 650 millions de dollars.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres et fait partie de notre clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires. Les distributions semestrielles sont comptabilisées en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 31 janvier 2023, nous avons émis 650 000 actions privilégiées de catégorie B à taux fixe rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 52 (FPUNV), au prix de 1 000 \$ par action pour un produit brut de 650 millions de dollars. Les actions donnent droit à des dividendes en trésorerie semestriels fixes préférentiels et non cumulatifs, s'ils sont déclarés, à 70,57 \$ par action, à un taux de 7,057 % par année pour la période initiale à taux fixe, mais excluant le 26 mai 2028. Le taux de dividende sera rajusté le 26 mai 2028 et tous les cinq ans par la suite, et il correspondra alors au taux des obligations sur cinq ans du gouvernement du Canada majoré de 4,250 %.

Actions ordinaires

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons émis 1 162 711 actions pour un montant de 153 millions de dollars pour l'acquisition de Radicle Group Inc. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour de plus amples renseignements.

Le 16 décembre 2022, nous avons émis 13 575 750 actions ordinaires pour un montant de 1 610 millions de dollars aux termes d'une offre publique et 8 431 700 actions ordinaires pour un montant de 1 000 millions dans le cadre d'un placement privé. Le 25 janvier 2023, nous avons émis 6 323 777 actions ordinaires supplémentaires pour un montant de 750 millions en faveur de BNP Paribas S.A. aux termes d'un placement privé. Au total, nous avons émis 28 331 227 actions ordinaires pour un montant de 3 360 millions pour rendre la situation en matière de capital conforme aux exigences réglementaires accrues annoncées par le BSIF le 8 décembre 2022.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les actions ordinaires émises par la Banque en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le régime) seront de nouvelles actions comportant un escompte de 2 % calculé conformément aux modalités du régime. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, nous avons émis 3 561 234 et 9 492 623 actions ordinaires, respectivement, aux termes du régime (2 675 927 et 4 792 102 actions ordinaires au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022).

Participation ne donnant pas le contrôle

La participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales qui se rapporte à notre acquisition de Bank of the West s'établissait à 21 millions de dollars au 31 juillet 2023 (néant au 31 octobre 2022). Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour un complément d'informations.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il ya lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022 pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2023		31 octobre 2022	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres 1)				
Titres comptabilisés au coût amorti	115 509	105 860	106 590	94 832
Prêts 1) 2)				
Prêts hypothécaires à l’habitation	170 230	163 837	148 569	142 526
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	102 821	100 614	85 612	83 948
Prêts sur cartes de crédit	11 343	11 343	9 387	9 387
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	339 637	338 216	302 079	300 173
	624 031	614 010	545 647	536 034
Dépôts 3)	847 067	844 201	742 419	739 339
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées 4)	24 290	23 480	25 816	24 989
Passifs divers 5)	3 953	3 239	4 088	3 181
Dette subordonnée	8 062	7 800	8 150	7 743

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, certains autres actifs, certains autres passifs, les acceptations et les titres mis en pension ou prêtés.

1) La valeur comptable est présentée déduction faite des provisions pour pertes sur créances.

2) Ne tient pas compte de 1 391 millions de dollars de prêts hypothécaires à l'habitation classés à la juste valeur par le biais du résultat net, de 5 378 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 58 millions de prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (176 millions, 5 496 millions et 60 millions, respectivement, au 31 octobre 2022).

3) Ne tient pas compte de 35 759 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés (26 305 millions au 31 octobre 2022), de 573 millions de dépôts structurés (536 millions au 31 octobre 2022) et de 170 millions de dépôts de métaux (218 millions au 31 octobre 2022) mesurés à la juste valeur.

4) Ne tient pas compte de 2 377 millions de dollars de passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (1 252 millions au 31 octobre 2022).

5) Les passifs divers comprennent certains autres passifs de filiales autres que des dépôts.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers. La juste valeur de nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou de cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts hypothécaires à l'habitation, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les autres actifs, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)								
				31 juillet 2023			31 octobre 2022	
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	4 440	5 595	-	10 035	6 981	3 955	-	10 936
des provinces et municipalités canadiennes	1 577	5 255	-	6 832	1 120	4 990	-	6 110
l'administration fédérale américaine	17 440	4 062	-	21 502	7 326	9 373	-	16 699
des municipalités, agences et États américains	-	628	-	628	56	83	-	139
d'autres administrations publiques	831	1 657	-	2 488	1 085	2 885	-	3 970
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	20 640	757	21 397	-	13 327	985	14 312
Titres de créance d'entreprises	3 243	8 462	19	11 724	1 445	8 144	3	9 592
Prêts détenus à des fins de transaction	-	292	-	292	-	346	-	346
Titres de participation d'entreprises	49 702	-	-	49 702	46 073	-	-	46 073
	77 233	46 591	776	124 600	64 086	43 103	988	108 177
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	107	119	-	226	319	174	-	493
des provinces et municipalités canadiennes	57	1 201	-	1 258	36	1 044	-	1 080
l'administration fédérale américaine	1	1 981	-	1 982	-	4	-	4
d'autres administrations publiques	-	48	-	48	-	87	-	87
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	20	-	20	-	8	-	8
Titres de créance d'entreprises	189	7 029	11	7 229	62	6 409	8	6 479
Titres de participation d'entreprises	1 743	5	4 001	5 749	1 440	6	4 044	5 490
	2 097	10 403	4 012	16 512	1 857	7 732	4 052	13 641
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	4 605	11 345	-	15 950	3 544	8 757	-	12 301
des provinces et municipalités canadiennes	845	3 454	-	4 299	972	3 599	-	4 571
l'administration fédérale américaine	1 438	2 437	-	3 875	1 443	1 667	-	3 110
des municipalités, agences et États américains	2	5 215	-	5 217	-	3 713	1	3 714
d'autres administrations publiques	1 273	5 646	-	6 919	1 795	4 616	-	6 411
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH, titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	-	14 139	-	14 139	-	9 268	-	9 268
Titres de créance d'entreprises	350	2 923	-	3 273	355	3 678	-	4 033
Titres de participation d'entreprises	-	-	159	159	-	-	153	153
	8 513	45 159	159	53 831	8 109	35 298	154	43 561
Prêts								
Prêts hypothécaires à l'habitation	-	1 391	-	1 391	-	176	-	176
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	-	5 301	135	5 436	-	5 536	20	5 556
	-	6 692	135	6 827	-	5 712	20	5 732
Autres actifs 1)	7 122	64	61	7 247	4 148	60	49	4 257
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	31 626	14 816	-	46 442	18 465	22 514	-	40 979
Passifs liés aux billets structurés 2)	-	35 759	-	35 759	-	26 305	-	26 305
Dépôts structurés 3)	-	573	-	573	-	536	-	536
Autres passifs 4)	1 373	3 333	7	4 713	1 179	2 298	2	3 479
	32 999	54 481	7	87 487	19 644	51 653	2	71 299
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	44	10 858	-	10 902	80	12 682	-	12 762
Contrats de change	4	14 974	9	14 987	21	22 475	26	22 522
Contrats sur produits de base	895	1 311	14	2 220	1 514	4 810	-	6 324
Contrats sur titres de participation	83	4 921	3	5 007	939	5 552	-	6 491
Swaps sur défaillance	-	37	-	37	-	61	-	61
	1 026	32 101	26	33 153	2 554	45 580	26	48 160
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	38	14 618	-	14 656	58	16 540	-	16 598
Contrats de change	12	13 452	-	13 464	2	25 108	-	25 110
Contrats sur produits de base	910	923	-	1 833	1 523	2 066	-	3 589
Contrats sur titres de participation	318	12 970	-	13 288	1 203	13 381	-	14 584
Swaps sur défaillance	12	21	2	35	-	73	2	75
	1 290	41 984	2	43 276	2 786	57 168	2	59 956

1) Les autres actifs comprennent les métaux précieux, les actifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, à certains débiteurs et à d'autres éléments mesurés à la juste valeur.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Représentent certaines options incorporées liées aux dépôts structurés au coût amorti.

4) Les autres passifs comprennent des contrats de placement et les passifs de fonds distincts qui se rapportent à nos activités d'assurance, certains créditeurs et des dépôts de métaux qui ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net de même que certains passifs liés à la titrisation et aux entités structurées désignées comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 juillet 2023 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées	Titres de participation d'entreprises	4 001	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative	s. o.	s. o.
				Coefficient	3x	19x
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	757	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation	3 %	65 %
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 2)	(3,37)	5,20

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement (en dollars canadiens).

s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Les tableaux qui suivent indiquent les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2023 et le 31 juillet 2022.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 juillet 2023		31 juillet 2022	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	550	8 446	589	7 994
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	32	175	17	489
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	469	2 981	343	6 480
Titres vendus à découvert	185	8 357	990	10 845

(en millions de dollars canadiens)

Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2023		31 juillet 2022	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	6 594	14 437	5 377	10 661
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	343	486	158	506
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 406	5 074	9 222	10 138
Titres vendus à découvert	3 255	12 177	2 721	11 999

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Les tableaux suivants présentent un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos le 31 juillet 2023 et le 31 juillet 2022, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

	Variation de la juste valeur			Fluctuations			Transferts		Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)	
	Solde au 30 avril 2023	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2023	
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	786	(80)	(20)	140	(105)	-	88	(52)	757	(73)
Titres de créance d'entreprises	12	-	-	11	(1)	-	2	(5)	19	-
Total des titres de négociation	798	(80)	(20)	151	(106)	-	90	(57)	776	(73)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	11	-	-	-	-	-	-	-	11	-
Titres de participation d'entreprises	6 089	(89)	(45)	179	(36)	-	-	(2 097)	4 001	(7)
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	6 100	(89)	(45)	179	(36)	-	-	(2 097)	4 012	(7)
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	-	-	-	-	-	-	-	-	-	s. o.
Titres de participation d'entreprises	157	-	-	2	-	-	-	-	159	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	157	-	-	2	-	-	-	-	159	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	201	-	(5)	21	-	(82)	-	-	135	-
Autres actifs	60	1	-	1	-	(1)	-	-	61	1
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	9	-	-	-	-	-	-	9	9
Contrats sur produits de base	10	4	-	-	-	-	-	-	14	4
Contrats sur titres de participation	4	(1)	-	-	-	-	-	-	3	(1)
Total des actifs dérivés	14	12	-	-	-	-	-	-	26	12
Autres passifs	5	(1)	-	3	-	-	-	-	7	(1)
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	-	-	2	-

	Variation de la juste valeur				Fluctuations			Transferts			Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
	Solde au 31 octobre 2022	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats 3)	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2023		
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023 (en millions de dollars canadiens)											
Titres de négociation											
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	985	(96)	(31)	406	(353)	-	310	(464)	757		(74)
Titres de créance d'entreprises	3	-	-	21	(1)	-	3	(7)	19		-
Total des titres de négociation	988	(96)	(31)	427	(354)	-	313	(471)	776		(74)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net											
Titres de créance d'entreprises	8	-	-	3	-	-	-	-	11		-
Titres de participation d'entreprises	4 044	(127)	(41)	2 507	(284)	(1)	-	(2 097)	4 001		28
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	4 052	(127)	(41)	2 510	(284)	(1)	-	(2 097)	4 012		28
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global											
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	(1)	-	-	-		s. o.
Titres de participation d'entreprises	153	-	-	7	(1)	-	-	-	159		s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	154	-	-	7	(1)	(1)	-	-	159		s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	20	-	(3)	215	-	(97)	-	-	135		-
Autres actifs	49	-	-	23	-	(11)	-	-	61		-
Actifs dérivés											
Contrats de change	26	(17)	-	-	-	-	-	-	9		9
Contrats sur produits de base	-	1	-	13	-	-	-	-	14		1
Contrats sur titres de participation	-	2	-	-	-	-	1	-	3		2
Total des actifs dérivés	26	(14)	-	13	-	-	1	-	26		12
Autres passifs	2	(1)	-	6	-	-	-	-	7		(1)
Passifs dérivés											
Contrats de change	-	12	-	-	-	(12)	-	-	-		(38)
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	-	-	2		-
Total des passifs dérivés	2	12	-	-	-	(12)	-	-	2		(38)

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2023 ont été inscrites dans le résultat de la période.

3) Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent des titres de participation à hauteur de 969 millions de dollars de la Federal Home Loan Bank et de la Federal Reserve Bank ainsi que des placements à hauteur de 587 millions dans des entités ouvrant droit au crédit d'impôt pour la construction de logements à prix abordable, qui ont été acquis en lien avec l'acquisition de Bank of the West.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

	Variation de la juste valeur				Fluctuations			Transferts		Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
	Solde au 30 avril 2022	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2022	
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	721	(60)	(1)	216	(146)	-	95	(70)	755	(11)
Titres de créance d'entreprises	4	-	-	-	-	-	1	-	5	-
Total des titres de négociation	725	(60)	(1)	216	(146)	-	96	(70)	760	(11)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-
Titres de participation d'entreprises	3 397	45	(3)	321	(89)	-	56	-	3 727	61
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	3 397	45	(3)	329	(89)	-	56	-	3 735	61
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	151	-	(2)	4	(1)	-	-	-	152	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	152	-	(2)	4	(1)	-	-	-	153	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Autres actifs	-	-	-	9	-	-	-	-	9	-
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	3	-	4	-

	Variation de la juste valeur				Fluctuations			Transferts		Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 2)
	Solde au 31 octobre 2021	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 juillet 2022	
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022 (en millions de dollars canadiens)										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	675	(158)	29	818	(555)	-	251	(305)	755	(18)
Titres de créance d'entreprises	7	(2)	(1)	11	(4)	-	1	(7)	5	(1)
Total des titres de négociation	682	(160)	28	829	(559)	-	252	(312)	760	(19)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	8	-	-	-	-	8	-
Titres de participation d'entreprises	2 442	197	50	1 238	(256)	-	56	-	3 727	223
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	2 442	197	50	1 246	(256)	-	56	-	3 735	223
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	s. o.
Titres de participation d'entreprises	132	-	-	15	(1)	-	6	-	152	s. o.
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	133	-	-	15	(1)	-	6	-	153	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	6	-	-	-	-	-	-	-	6	-
Autres actifs	-	-	-	9	-	-	-	-	9	-
Actifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur produits de base	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats sur titres de participation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des actifs dérivés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres passifs	-	-	-	1	-	-	-	-	1	-
Passifs dérivés										
Contrats de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps sur défaillance	2	-	-	-	-	-	3	(1)	4	-
Total des passifs dérivés	2	-	-	-	-	-	3	(1)	4	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux actifs et aux passifs détenus par nos établissements à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 juillet 2022 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 juillet 2023, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 3,0 % applicable aux BISⁱ. En décembre 2022, le niveau de la réserve pour stabilité intérieure était fixé à 3 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} février 2023. De plus, la réserve pour stabilité intérieure passera à une fourchette de 0 % à 4 % (plutôt que de 0 % à 2,5%). En juin 2023, le BSIF a annoncé que le niveau de la réserve pour stabilité intérieure augmentera à 3,5 % du total des actifs pondérés en fonction du risque à compter du 1^{er} novembre 2023. Notre situation en matière de capital au 31 juillet 2023 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital de notre rapport de gestion intermédiaire.

La mise en œuvre au Canada des réformes de Bâle III afférentes aux exigences en matière de fonds propres, de levier financier, de liquidité et de communication de l'information a pris effet au deuxième trimestre de 2023. Les modifications touchant les fonds propres en vertu de ces réformes comprennent des règles révisées visant le risque de crédit et le risque opérationnel. Depuis le 1^{er} février 2023, les BISⁱ sont tenues de satisfaire à une exigence de réserve de 0,5 % pour ce qui est du ratio de levier et du ratio de la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) fondé sur les risques en plus des exigences minimales. Les révisions visant le risque de marché et le risque lié au rajustement de la valeur du crédit prendront effet au cours du premier trimestre de 2024.

Mesures des fonds propres réglementaires et de capacité totale d'absorption des pertes, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 juillet 2023	31 octobre 2022
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	50 895	60 891
Fonds propres de catégorie 1	57 767	67 121
Total des fonds propres	66 504	75 309
TLAC	110 810	120 663
Actifs pondérés en fonction des risques	412 943	363 997
Exposition aux fins du ratio de levier	1 369 745	1 189 990
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,3 %	16,7 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,0 %	18,4 %
Ratio du total des fonds propres	16,1 %	20,7 %
Ratio TLAC	26,8 %	33,1 %
Ratio de levier	4,2 %	5,6 %
Ratio de levier TLAC	8,1 %	10,1 %

1) Calculé conformément aux lignes directrices Normes de fonds propres, Exigences de levier et Capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) du BSIF.

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Nous n'avons attribué aucune option sur action au cours du trimestre clos le 31 juillet 2023 ou 2022. Au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2023, nous avons attribué un total de 1 322 817 options sur actions (1 028 255 options sur actions au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022), d'une juste valeur moyenne pondérée de 18,94 \$ l'option (14,17 \$ l'option au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2022).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours de la période de neuf mois close le	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Rendement attendu des actions	4,5 % - 4,6 %	4,2 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,9 %	16,8 %
Taux de rendement sans risque	3,2 %	1,8 % - 1,9 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 - 7,0	6,5 - 7,0
Prix d'exercice (\$)	122,31	135,58

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
Pour les trimestres clos le	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Coût des services rendus au cours de la période	40	60	1	2
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(17)	(7)	11	8
Coût des services passés (crédit)	-	(1)	-	-
Profit découlant du règlement	-	-	-	-
Charges administratives	3	1	-	-
Charge au titre des prestations	26	53	12	10
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	94	61	-	-
Charge au titre des cotisations définies	63	37	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	183	151	12	10

(en millions de dollars canadiens)

	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
Pour les périodes de neuf mois closes le	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Coût des services rendus au cours de la période	122	178	4	6
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	(49)	(21)	32	26
Coût des services passés (crédit)	(1)	(1)	-	-
Profit découlant du règlement	-	(1)	-	-
Charges administratives	7	3	-	-
Charge au titre des prestations	79	158	36	32
Charge pour les régimes de retraite gouvernementaux 1)	291	201	-	-
Charge au titre des cotisations définies	207	138	-	-
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	577	497	36	32

1) Comprend le régime de pensions du Canada, le régime de rentes du Québec et la U.S. Federal Insurance Contributions Act.

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes à payer sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Bénéfice net attribuable aux actionnaires de la Banque	1 452	1 365	2 755	9 054
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions sur les autres instruments de capitaux propres	(41)	(47)	(206)	(154)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 411	1 318	2 549	8 900
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	715 432	673 301	706 044	659 909
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,97	1,96	3,61	13,49

Bénéfice dilué par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les trimestres clos le		Pour les périodes de neuf mois closes le	
	31 juillet 2023	31 juillet 2022	31 juillet 2023	31 juillet 2022
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 411	1 318	2 549	8 900
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	715 432	673 301	706 044	659 909
Incidence des instruments dilutifs				
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	4 320	5 032	4 531	5 252
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(3 375)	(3 529)	(3 299)	(3 420)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	716 377	674 804	707 276	661 741
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	1,97	1,95	3,60	13,45

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 270 156 et 2 178 439 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 135,00 \$ et de 136,27 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 (1 028 255 et 915 260 options dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 142,54 \$ et de 143,28 \$ respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

Les autorités fiscales du Canada ont produit, au cours des exercices précédents, un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 1 465 millions de dollars relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2018. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, certaines déductions pour dividendes ont été refusées du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. En général, les points relatifs aux règles fiscales soulevés par les autorités fiscales du Canada ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous avons déposé des avis d'appel auprès de la Cour de l'impôt du Canada et l'affaire fait désormais l'objet d'un litige. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Le 15 décembre 2022, le gouvernement canadien a adopté un projet de loi se rapportant à certaines mesures fiscales qui s'appliquent à certaines sociétés canadiennes faisant partie d'un groupe de banques ou d'assureurs-vie, dont un impôt ponctuel de 15 % (appelé dividende pour la relance du Canada) calculé en fonction du revenu imposable moyen pour les années d'imposition 2020 et 2021, duquel est retranchée une exemption de 1 milliard de dollars, payable en versements égaux sur une période de cinq ans. Le projet de loi prévoit également une augmentation permanente du taux d'impôt de 1,5 % qui est calculée sur le revenu imposable supérieur à 100 millions de dollars (en vigueur pour les années d'imposition se terminant après le 7 avril 2022 et calculé proportionnellement pour la première année). Au cours du premier trimestre de 2023, nous avons comptabilisé une charge d'impôt ponctuelle de 371 millions sous forme de charge d'impôt, dont un montant de 312 millions lié au dividende pour la relance du Canada et un montant de 59 millions lié à l'incidence de l'augmentation de 1,5 % du taux d'impôt calculée proportionnellement sur l'année d'imposition 2022, déduction faite de la réévaluation connexe du montant net de notre actif d'impôt différé.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise. L'acquisition de Bank of the West a été prise en compte dans les résultats des groupes d'exploitations PE États-Unis et BMO GP.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2022.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2023						
Revenus nets d'intérêts 2)	2 129	2 066	367	587	(244)	4 905
Revenus autres que d'intérêts	656	419	1 055	891	3	3 024
Total des revenus	2 785	2 485	1 422	1 478	(241)	7 929
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	209	119	1	1	3	333
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	60	84	6	9	-	159
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	269	203	7	10	3	492
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	4	-	-	4
Amortissement	143	252	73	84	-	552
Charges autres que d'intérêts	1 113	1 313	938	992	730	5 086
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	1 260	717	400	392	(974)	1 795
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	345	141	97	82	(324)	341
Bénéfice net (perte nette) comptable	915	576	303	310	(650)	1 454
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	2	-	-	-	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	915	574	303	310	(650)	1 452
Actifs moyens 3)	319 405	235 909	60 671	410 667	238 980	1 265 632

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 juillet 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 938	1 278	314	750	(83)	4 197
Revenus autres que d'intérêts	591	298	1 391	514	(892)	1 902
Total des revenus	2 529	1 576	1 705	1 264	(975)	6 099
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	104	22	2	(22)	(2)	104
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(15)	46	(12)	15	(2)	32
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	89	68	(10)	(7)	(4)	136
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	413	-	-	413
Amortissement	131	105	63	68	-	367
Charges autres que d'intérêts	1 003	667	818	852	152	3 492
Bénéfice (perte) avant impôts	1 306	736	421	351	(1 123)	1 691
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	341	168	97	89	(369)	326
Bénéfice net (perte nette) comptable	965	568	324	262	(754)	1 365
Actifs moyens 3)	296 941	144 043	50 774	384 257	193 009	1 069 024

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2023						
Revenus nets d'intérêts 2)	6 142	5 711	1 052	1 907	(1 072)	13 740
Revenus autres que d'intérêts	1 818	1 162	4 834	2 875	(1 590)	9 099
Total des revenus	7 960	6 873	5 886	4 782	(2 662)	22 839
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	536	233	3	(2)	2	772
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs	125	101	14	19	701	960
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	661	334	17	17	703	1 732
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	1 788	-	-	1 788
Amortissement	413	622	219	249	-	1 503
Charges autres que d'intérêts	3 086	3 315	2 731	2 978	2 019	14 129
Bénéfice (perte) avant impôts et participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	3 800	2 602	1 131	1 538	(5 384)	3 687
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	1 044	539	267	345	(1 268)	927
Bénéfice net (perte nette) comptable	2 756	2 063	864	1 193	(4 116)	2 760
Participation ne donnant pas le contrôle dans des filiales	-	2	-	-	3	5
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de la Banque	2 756	2 061	864	1 193	(4 119)	2 755
Actifs moyens 3)	315 554	211 515	58 022	414 043	236 382	1 235 516

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2022						
Revenus nets d'intérêts 2)	5 488	3 575	864	2 419	(228)	12 118
Revenus autres que d'intérêts	1 833	974	2 730	2 348	3 137	11 022
Total des revenus	7 321	4 549	3 594	4 767	2 909	23 140
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	290	60	2	(37)	(5)	310
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(123)	(105)	(7)	12	-	(223)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	167	(45)	(5)	(25)	(5)	87
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	(314)	-	-	(314)
Amortissement	382	314	193	212	-	1 101
Charges autres que d'intérêts	2 836	1 895	2 470	2 678	438	10 317
Bénéfice avant impôts	3 936	2 385	1 250	1 902	2 476	11 949
Charge d'impôts sur le résultat	1 027	548	297	487	536	2 895
Bénéfice net comptable	2 909	1 837	953	1 415	1 940	9 054
Actifs moyens 3)	287 326	141 294	50 008	384 065	192 557	1 055 250

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

3) Les actifs moyens comprennent l'actif productif moyen, qui englobe les dépôts à d'autres banques, les dépôts auprès de banques centrales, les prises en pension, les prêts et les titres. Le total de l'actif productif moyen pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023 s'élève à 1 161 226 millions de dollars et à 1 134 802 millions, soit 305 354 millions et 301 594 millions pour les Services bancaires PE Canada, 215 960 millions et 196 237 millions pour les Services bancaires PE États-Unis et 639 912 millions et 636 971 millions pour tous les autres groupes d'exploitation, y compris les Services d'entreprise (pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2022 : total : 972 879 millions et 965 120 millions, Services bancaires PE Canada, 282 781 millions et 273 270 millions, Services bancaires PE États-Unis, 137 169 millions et 134 175 millions et tous les autres groupes d'exploitation, 552 929 millions et 557 675 millions).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Acquisitions

Programme de récompense AIR MILES

Le 1^{er} juin 2023, nous avons concrétisé l'acquisition des activités du Programme de récompense AIR MILES (AIR MILES) de LoyaltyOne Co., une filiale de Loyalty Ventures Inc., dans le cadre d'une procédure en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* pour un prix d'achat en trésorerie de 160 millions de dollars américains. AIR MILES exerce ses activités en tant que filiale entièrement détenue de BMO. L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'entreprise acquise et l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada.

Nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 152 millions de dollars et un écart d'acquisition de 239 millions. Les relations clients et les immobilisations incorporelles liées aux logiciels sont amorties par imputations au résultat sur une période de 5 à 14 ans. L'immobilisation incorporelle liée au nom commercial a une durée d'utilité indéterminée et ne sera pas amortie par imputations au résultat. L'écart d'acquisition afférent à cette acquisition est non déductible à des fins fiscales.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se présente comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	
	1 ^{er} juin 2023
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	391
Valeurs mobilières	668
Autres actifs	139
Total des actifs	1 198
Revenus différés 1)	916
Autres passifs	64
Total des passifs	980
Prix d'achat	218

1) Les revenus différés reflètent notre obligation de rembourser les miles qui étaient non utilisés à la date d'acquisition et sont inclus dans les autres passifs du bilan consolidé.

La ventilation du prix d'achat d'AIR MILES pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

Bank of the West

Le 1^{er} février 2023, nous avons conclu l'acquisition de Bank of the West et de ses filiales auprès de BNP Paribas pour un prix d'achat au comptant de 13,8 milliards de dollars américains. Bank of the West offre un large éventail de produits et services bancaires, principalement dans l'Ouest et le Midwest des États-Unis. La fusion permet à BMO d'étendre son marché dans les principaux marchés de Bank of the West, dont la Californie, et d'accélérer l'expansion des services bancaires aux grandes entreprises de BMO. L'acquisition est prise en compte dans nos résultats comme un regroupement d'entreprises essentiellement pour ce qui est des groupes d'exploitation PE États-Unis et BMO GP.

Dans le cadre de l'acquisition, nous avons acquis une participation de 51 % dans sa filiale CLAAS Financial Services, LLC qui offre du crédit-bail et du financement par des prêts à des entités commerciales qui acquièrent de l'équipement agricole. La Banque est le principal bénéficiaire de cette société à responsabilité limitée qui est consolidée dans nos états financiers consolidés. Nous avons comptabilisé la participation des autres partenaires de CLAAS Financial Services LLC comme une participation ne donnant pas le contrôle dans notre bilan consolidé.

Nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 2 892 millions de dollars et un écart d'acquisition de 10 568 millions. Les immobilisations incorporelles au titre des dépôts de base et des relations clients sont amorties par imputations au résultat dans la période au cours de laquelle nous croyons pouvoir en retirer un avantage, de manière accélérée, sur une période d'au plus 15 ans. L'écart d'acquisition comprend surtout des possibilités de synergie et des économies d'échelle qui devraient résulter des activités regroupées de BMO et de Bank of the West. L'écart d'acquisition n'est pas déductible à des fins fiscales.

Nous avons comptabilisé des actifs acquis et des passifs repris à la juste valeur à la date d'acquisition, comme le présente le tableau suivant. La ventilation du prix d'achat pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis.

(en millions de dollars canadiens)	
	1 ^{er} février 2023
Contrepartie d'achat	18 382
Incidence des contrats à terme de gré à gré 1)	(269)
Contrepartie d'achat nette	18 113
Juste valeur des actifs identifiables acquis	
Valeurs mobilières	28 437
Prêts	
Prêts hypothécaires à l'habitation	11 912
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	20 268
Prêts sur cartes de crédit	885
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	43 418
Total des prêts	76 483
Autres actifs 2)	9 155
Immobilisations incorporelles	2 892
Total de la juste valeur des actifs identifiables acquis	116 967
Juste valeur des passifs repris	
Dépôts	91 711
Autres passifs 2)	17 695
Total de la juste valeur des passifs identifiables repris	109 406
Participation ne donnant pas le contrôle	16
Écart d'acquisition	10 568
Contrepartie d'achat nette	18 113

1) Nous avons conclu des contrats à terme de gré à gré qui répondaient aux conditions de la comptabilité de couverture dans le but d'atténuer les fluctuations du prix d'achat libellé en dollars canadiens entre l'annonce et la clôture de la transaction. Les variations de la juste valeur afférentes à ces contrats à terme de gré à gré de 269 millions de dollars après les impôts ont été comptabilisées en diminution de l'équivalent en dollars canadiens du prix d'achat.

2) L'actif d'impôt différé net comptabilisé dans le bilan d'ouverture s'élève à 1 265 millions de dollars.

La ventilation du prix d'achat de Bank of the West pourrait changer une fois que nous aurons terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

La comptabilisation des prêts acquis, y compris la provision initiale pour pertes sur créances, fait l'objet d'une analyse à la note 3.

Depuis la date d'acquisition, l'apport de Bank of the West aux revenus et au bénéfice net compris dans nos résultats consolidés s'est chiffré à 2 123 millions de dollars et à 244 millions, respectivement. Le bénéfice net de 244 millions ne tient pas compte de la provision initiale pour pertes sur créances de 705 millions (517 millions après impôts) et des coûts liés à l'intégration et à l'acquisition de 1 209 millions (908 millions après impôts). En supposant que l'acquisition soit survenue le 1^{er} novembre 2022 et que les mêmes justes valeurs aient été appliquées, nous estimons que nos revenus et notre bénéfice net consolidés combinés pour le semestre auraient été de 24 milliards de dollars et de 2,9 milliards, respectivement.

Incidence des mesures de gestion de la juste valeur

La juste valeur des prêts à taux fixe, des titres et des dépôts repose en grande partie sur les taux d'intérêt. Comme les taux ont augmenté entre l'annonce et la clôture de l'acquisition, la juste valeur des instruments à taux fixe acquis (plus particulièrement, les prêts, les valeurs mobilières et les dépôts) a diminué, ce qui donne lieu à un écart d'acquisition plus élevé à la clôture, comparativement aux estimations que nous avons formulées à la date de l'annonce. En revanche, la juste valeur des actifs (passifs) à taux variable et des dépôts sans échéance se rapproche de la valeur nominale. Les variations de l'écart d'acquisition eu égard à nos hypothèses initiales annoncées le 20 décembre 2021 ont eu une incidence sur les ratios des fonds propres à la clôture de la transaction du fait que l'écart d'acquisition est comptabilisé en déduction des fonds propres selon les règles de l'accord de Bâle III du BSIF.

Lors de l'annonce de l'entente visant l'acquisition de Bank of the West, nous avons conclu des swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable et avons constitué un portefeuille d'obligations du Trésor américain et d'autres instruments inscrits au bilan afin de couvrir économiquement l'incidence des fluctuations des taux d'intérêt sur nos ratios des fonds propres à la clôture de la transaction. Nous avons comptabilisé, dans les revenus d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts, des revenus nets d'intérêts et des profits liés à l'évaluation à la valeur de marché de 5,7 milliards de dollars relativement à ces instruments entre le 20 décembre 2021 et le 1^{er} février 2023, date à laquelle les swaps de taux d'intérêt ont été réglés. Grâce à ces profits, des fonds propres supplémentaires ont permis de compenser l'incidence de l'écart d'acquisition plus élevé à la clôture de la transaction.

Nous avons placé, à la clôture, la majorité de ces obligations du Trésor américain et d'autres instruments inscrits au bilan, qui étaient dans une position de perte latente, dans des relations de couverture de juste valeur en concluant de nouveaux swaps de taux d'intérêt payeur de taux fixe/receveur de taux variable. Les couvertures de juste valeur, conjuguées à d'autres mesures prises pour ramener notre profil de risque de taux d'intérêt à sa position cible, ont cristallisé une perte de 5,7 milliards de dollars sur ces instruments, laquelle sera prise en compte en diminution des revenus d'intérêts sur la durée résiduelle des instruments, en comptabilisant de nouvelles relations de couverture de juste valeur. Nous avons comptabilisé un montant de 295 millions de dollars et de 584 millions en diminution des revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions, au poste valeurs mobilières dans notre état consolidé des résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, respectivement.

En revanche, les justes valeurs des prêts, des valeurs mobilières et des dépôts que nous avons acquis sont inférieures à la valeur nominale. Cet escompte s'accroîtra pour être porté dans les revenus d'intérêts dans notre état consolidé des résultats sur la durée résiduelle de ces instruments. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 juillet 2023, nous avons comptabilisé des montants de 239 millions de dollars et de 491 millions afférents à ces prêts acquis et de 132 millions et de 272 millions afférents aux valeurs mobilières acquises, respectivement, pour les porter dans les revenus autres que d'intérêts dans notre état consolidé des résultats. Il y a lieu de consulter la note 3 pour un complément d'information.

Leasing Solutions Canada Inc.

Le 1^{er} février 2023, nous avons acquis Leasing Solutions Canada Inc. auprès de BNP Paribas. L'acquisition a été prise en compte dans nos résultats au début du deuxième trimestre de 2023 comme un regroupement d'entreprises dans le groupe d'exploitation Services bancaires PE Canada. Cette acquisition n'a pas eu d'incidence importante pour la Banque.

Radicle Group Inc.

Le 1^{er} décembre 2022, nous avons réalisé l'acquisition de Radicle Group Inc. (Radicle), société de Calgary et chef de file des solutions et services-conseils en matière de durabilité et des solutions technologiques de mesure et de gestion des émissions, contre 1,2 million d'actions ordinaires de BMO d'une valeur totalisant 153 millions de dollars et une contrepartie en trésorerie de 42 millions. L'acquisition a été comptabilisée comme un regroupement d'entreprises. L'entreprise acquise et l'écart d'acquisition connexe sont pris en compte dans notre groupe d'exploitation BMO Marchés des capitaux.

Dans le cadre de cette acquisition, nous avons acquis des immobilisations incorporelles à hauteur de 61 millions de dollars et l'écart d'acquisition à hauteur de 89 millions. Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une période de 3 à 15 ans. L'écart d'acquisition afférent à cette acquisition est non déductible à des fins fiscales.

La juste valeur des actifs acquis et des passifs repris à la date d'acquisition se ventile comme suit :

(en millions de dollars canadiens)

	1 ^{er} décembre 2022
Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles	150
Autres actifs	85
Total des actifs	235
Passifs	40
Prix d'achat	195

La ventilation du prix d'achat de Radicle pourrait changer une fois terminée l'évaluation des actifs acquis et des passifs repris.

INFORMATION À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2022, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 29 août 2023 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-340-2217 (région de Toronto) ou au 1-800-952-5114 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 9277737#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au 29 septembre 2023 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 4069581#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Jeff Roman, directeur général, relations médias à l'échelle de l'organisation, jeff.roman@bmo.com, 416-867-3996

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Mai 2023 : 113,74 \$

Juin 2023 : 117,72 \$

Juillet 2023 : 122,67 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2022, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedarplus.ca. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2022 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2024

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu le mardi 16 avril 2024.